

**LE PRIX DES LÉGUMES A AUGMENTÉ DE PLUS DE 21%** P.2

# Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

## LA DIPLOMATIE DE LA GÂCHETTE

BACHIR BEN NADJI

## IN AMENAS, ET DEMAIN ?

BRAHIM SENOUCI



ACTUALITÉ VUE  
AUTREMENT

P.6 à 16



■ Tiguentourine,  
prélude  
à l'incertitude  
**FAROUK ZAHI**

■ In Amenas : ce que  
valent les hommes ?  
**ABDELKADER LEKLEK**

■ Le Sahara  
n'est pas si désert  
**ABED CHAREF**

■ Info ou intox ?  
amateurisme ou  
mauvaise foi ?  
**BELKACEM  
AHCENE-DJABALLAH**

■ De chair et de sang  
**DJAMEL LABIDI**

■ Du pouvoir algérien et de sa non-communication  
**AKRAM BELKAÏD**

■ Rouler dans la farine la Couronne britannique  
**MOURAD MERZAGUI**

**SERAIT-CE LE RETOUR DU COLONIAL ?**  
**KAMAL GUERROUA**



Les fondamentaux  
économiques de l'année 2013  
**NOURIEL ROUBINI**

Professeur à la Stern School of Business, de NYU.



Une nouvelle année  
sans surprise  
**RICHARD N. HAASS**

Est président du Council on Foreign Relations.

■ Mali : les nombreux paris de François Hollande  
**PIERRE MORVILLE**

**ANP : UN SYMBOLE  
DE SOUVERAINETÉ**

**EL YAZID DIB**

**LE MAL  
MALIEN  
ET LES  
MAUVAIS  
ESPRITS**

**ALI BRAHIMI**

El-Tarf

## La méningite fait une autre victime

Alors que la méningite a déjà fait quatre morts à Blida et M'sila début janvier, une autre victime, un collégien, a été terrassée par la maladie, hier mercredi, à Dréan, dans la wilaya d'El Tarf.

El-Houari Dilmi & A. Ouelâa

En effet, Daoui Aymen, scolarisé en deuxième année moyenne au CEM «Badji Mokhtar» à Dréan, dans la wilaya d'El Tarf a rendu l'âme dans la matinée d'hier mercredi, après plusieurs jours de coma à l'hôpital Ste Thérèse à Annaba. Souffrant de diabète, le collégien est décédé des suites d'un cas de méningite virale selon le rapport médical, établi par ses médecins traitants.

Depuis la déclaration des premiers cas de méningite dans une clinique privée à Blida, quatre personnes sont décédées de la maladie, dont deux frères à M'sila. Fermée par mesure préventive par les autorités sanitaires de la wilaya de Blida, la clinique «Amina», où les premiers cas de méningite ont été enregistrés, faisant deux victimes, a été autorisée cette semaine à reprendre du service. Le ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière avait indiqué, à la déclaration des premiers cas de méningite qu'il ne n'agit pas d'une «situation endémique», et que les cas enregistrés sont des «cas isolés ne constituant pas une source d'inquiétude».

Le conseiller, chargé de la communication au ministère, M. Salim Belkessam, avait souligné dans une déclaration à la presse que la situation «n'est pas épidémique», précisant qu'il «s'agit d'une situation très normale» et que des cas pareils sont enregistrés chaque année, ajoutant que la situation n'est pas «grave et que ces cas ne sont pas source d'inquiétude».

La contamination par la méningite a enregistré «un net recul» en Algérie depuis l'introduction en 2007 de la vaccination contre Haemophilus influenzae dans le cadre du calendrier national de vaccination, avait déclaré de son côté le Professeur

Jean-Paul Grango, spécialiste en pédiatrie. Cité par l'agence Aps, le Pr Grango avait indiqué que «les enfants de 3, 4 et 5 mois se font vacciner contre Haemophilus influenzae et une dose de rappel est prévue au cours de leurs deux premières années».

L'apparition, de temps à autre, de certains cas de contamination par la méningite «est chose ordinaire», a estimé le spécialiste rappelant les années 90 où cette maladie avait touché plusieurs wilayas. «Une bonne maîtrise de la situation a empêché, depuis l'apparition d'autres cas», a-t-il ajouté.

Dans ce contexte, le Pr Grango a révélé l'existence de deux types de méningite: bactérienne et virale, qui sont parfois mortels. Il a souligné, dans ce contexte, la nécessité d'introduire le vaccin anti-pneumocoque pour les enfants et personnes âgées pour réduire le risque de contamination par la méningite à pneumocoques.

Enfin, le Pr Grango a appelé à doter les laboratoires des moyens nécessaires à même de faire les analyses permettant de détecter la contamination par la méningite, conformément aux normes internationales en vigueur. La méningite est une inflammation des méninges, le plus souvent d'origine infectieuse. Les encéphalites, sont des affections cérébrales de caractère inflammatoire impliquant des signes neurologiques de souffrance cérébrale. Très souvent, les méningites sont associées à des signes d'encéphalites, car elles peuvent s'associer à des signes inflammatoires des méninges. On parle alors de méningo-encéphalites. Il existe deux formes très différentes de méningites: les méningites virales qui sont les plus fréquentes et sont bénignes, et les méningites bactériennes, plus rares, mais souvent mortelles.

## Les inscriptions au tirage au sort du «Hadj» ont commencé

Les inscriptions pour le tirage au sort pour l'accomplissement du «Hadj» qui aura lieu le 16 mars, sont ouvertes jusqu'au 10 mars, indique mercredi le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, dans un communiqué. «Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales porte à la connaissance des citoyens désirant participer au tirage au sort pour l'accomplissement du «Hadj», prévu le 16 mars 2013 sont ouvertes à compter de dimanche 20 janvier jusqu'au dimanche 10 mars», lit-on dans le communiqué. Trois conditions d'inscription ont été arrêtées pour toute personne désirant s'inscrire au pèlerinage, à savoir: «être âgé de 19 ans et plus, résider effectivement dans

la commune d'inscription et avoir un tuteur légal (mahrem) pour la femme de moins de 46 ans». Le dossier à fournir en prévision de ce tirage doit contenir «une fiche de renseignements, dûment remplie, disponible à la commune, un extrait d'acte de naissance, un certificat de résidence et une copie de la carte d'identité nationale». Figure également parmi les pièces à fournir, «une déclaration sur l'honneur de non accomplissement du «Hadj» au cours des cinq (5) années précédentes et une déclaration sur l'honneur du tuteur légal qu'il dispose des moyens nécessaires pour accomplir le pèlerinage et qu'il s'engage en cette qualité à ne pas se retirer ou se désister».

Inflation

## Le prix des légumes a augmenté de plus de 21%



Yazid Alilat

Le coût de la vie a littéralement explosé en 2012, provoquant une surchauffe insupportable des prix des grands produits agricoles de large consommation.

Les chiffres de l'Office national des statistiques (ONS) pour l'année 2012, confirment cette tendance haussière, d'ailleurs dénoncée par les économistes comme étant un facteur extrêmement pénalisant pour la croissance économique.

Selon l'ONS, l'inflation en Algérie a pratiquement doublé en 2012, passant de 4,5% en 2011, à 8,9% en 2012. L'explication est simple, selon l'ONS: une augmentation de plus de 21% des prix des produits agricoles frais. Les biens alimentaires ont augmenté de 12,22%, avec notamment 21,37% pour les produits agricoles frais et 4,67% pour les produits alimentaires industriels. Dans le même sillage, la hausse

des prix a également touché les produits manufacturés qui sont passés de 5,51% en 2011 à 6,60%, alors que ceux des services ont évolué de 3,28% à 5,02%, en 2012.

En fait, l'ONS précise que tous les produits du panier de la ménagère ont connu des hausses quasi généralisées, en 2012, les plus prononcées ont concerné la pomme de terre (36,03%) et les autres légumes frais (14,93%) ainsi que les fruits frais 7,33%. Même tendance pour les viandes avec une hausse de 30,28% pour la viande de mouton, 20,32% pour la viande blanche (volaille), les poissons frais (13,35%), les œufs (12%), la viande de bœuf (8,1%) et les viandes et poissons en conserve (9,20%), ajoute l'ONS. Il faut également retenir les hausses des produits alimentaires industriels, comme les boissons (14%), sucre et produits sucrés (4,5%), huiles et graisses (4%), café, thé et infusion (4,8%), pain et céréales (3,8%)

et lait, fromages et dérivés (2,4%).

Par ailleurs, l'inflation a été en nette hausse au mois de décembre dernier, par rapport au même mois de 2011, l'indice des prix à la consommation ayant enregistré une progression de 9,03%, tirée essentiellement à la hausse par les produits alimentaires (+14,25%), dont 27,35% pour les produits agricoles frais et 3,88% pour les produits alimentaires industriels. Quant aux prix des produits manufacturés et des services, les hausses ont été respectivement de 4,6% et 5%, en décembre dernier, par rapport à la même période en 2011.

Pour autant, le ministre des Finances Karim Djoudi table sur une décre de l'inflation en 2013, sur le sillage de la stabilisation des salaires. Mais, en dépit des déclarations rassurantes des responsables, dont le ministre de l'Agriculture, les prix des produits agricoles ne connaissent plus de limites à la hausse depuis l'hiver 2011.

## ANALYSE

Kharroubi Habib

### Nord-Mali: l'esprit de revanche à l'œuvre

L'intervention militaire française au nord du Mali a peut-être empêché que l'ensemble du pays tombe sous le contrôle des groupes armés qui ont fait route en direction de Bamako et mis en déroute les soldats maliens. Elle n'est pas pour autant la solution à la crise malienne qui quand le nord du pays sera reconquis sur les groupes armés terroristes qui sont en train d'être délogés, persistera tant que le pouvoir central malien ne mettra pas en œuvre une politique de réconciliation nationale qui n'occultera plus la légitimité des revendications des populations de cette région.

Or il apparaît déjà que dans les zones du Nord-Mali que réoccupent les militaires maliens derrière l'avancée de la force d'intervention française, l'on assiste à des exactions contre leurs populations, menées dans un esprit de revanche et de logique punitive qui font craindre que ces populations sont considérées comme acquises aux groupes armés terroristes et donc devant être châtiées. Des ONG humanitaires ayant pu se rendre dans ces zones ont tiré la sonnette d'alarme sur ces exactions dont les militaires maliens se sont rendus coupables. Elles ont alerté les autorités françaises lesquelles ne peuvent rester passives devant un tel développement sur un terrain où il y a présence de leur force militaire. L'armée malienne est constituée de bric et de broc et son objectif est de faire payer sa défaite à des populations au nord du pays qui n'ont pas admis son comportement à leur égard quand elle avait le contrôle de leur région. La laisser faire au principe de la souveraineté de l'Etat malien dont elle est censée être l'institution en charge de reprendre le contrôle du nord du pays, reviendrait à exacerber les causes originelles à l'origine de la crise malienne. Le traitement politi-

que de cette crise malienne ne doit pas être différé au motif que l'urgence est de chasser du nord du pays les groupes armés terroristes qui y sévissent. Ce but militaire ne sera jamais atteint si les populations du nord du Mali constatent que le retour dans leur région de l'armée nationale ramène avec lui des comportements et des pratiques dont elles ont eu à souffrir avant qu'elle en soit chassée par les groupes armés et sans que le pouvoir central malien ne reconnaisse le bien-fondé de leurs protestations et revendications.

Les résolutions du Conseil de sécurité qui ont autorisé l'intervention militaire internationale au nord du Mali spécifient expressément que la solution politique de la crise du Mali est le but à atteindre. Il ne semble pas que les autorités de Bamako et les Etats qui leur ont apporté leurs concours militaires contre les groupes armés terroristes font de la mise en œuvre de cette solution politique une préoccupation. Au contraire, ils ont court-circuité toutes les initiatives internationales et régionales ayant tenté d'encourager l'amorce d'un dialogue «malo-malien» pouvant déboucher sur une entente nationale entre les différentes ethnies du pays et l'instauration d'un ordre institutionnel et constitutionnel pour le pays garantissant leur «vivre ensemble» et leur égalité en droits et devoirs en tant que communauté nationale unie.

Ce qui se passe dans les zones «libérées» du nord du Mali tend à démontrer que les militaires maliens n'ont rien compris aux problèmes qui se posent à leur pays, à l'Etat malien dans cette région qui s'appelle l'Azawad, et que, de ce fait, ils se retrouveront confrontés au même phénomène de rejet de leur présence dans celle-ci une fois disparu le parapluie militaire que constitue pour eux l'intervention des forces étrangères.

Tirage du N° 5520  
119.621 exemp.

**Le Quotidien**  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
ORAN - PRESSE  
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président  
Directeur Général  
Directeur  
de la Publication  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

Direction - Administration  
Rédaction centrale  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N° 110 - Oran  
Tél. 041.32.63.09  
32.72.78 / 32.91.34  
32.86.66 / 32.86.67 / 32.86.68

Fax Pub: 041.32.69.06  
Fax et Rédaction  
041.32.51.36 / 32.69.06

Imp.: Oran: imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
Constantine: S.I.E.  
Ouargla: S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>  
E-mail: [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

Rédaction Algéroise  
Tél.: 021.74.96.39 - Fax: 021.74.71.57

Rédaction Constantinoise  
Tél.: 031.64.19.81 - Fax: 031.64.19.80

Diffusion: Ouest: SEDOR Tél.: 041.41.94.31/41.65.31  
Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Télécommunications

**Aux abonnés absents**

*Les prestataires de services du ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication (PTIC) se perdent en conjonctures entre le non-respect de leurs engagements vis-à-vis des usagers et la publicité mensongère qu'ils entretiennent indécemment.*

Ghania Oukazi

La grève des postiers, d'il y a près de deux semaines, n'en finit pas d'engendrer des conséquences désastreuses sur le fonctionnement des services de la poste. Premier constat, les longues files des usagers qui, certains demandent à être payés, qui, d'autres tentent de payer des factures, qui, ceux qui peinent à retirer quelques sous de leur propre compte. Ceci, sans compter le récurrent problème du manque de liquidité qui n'en finira pas d'être évoqué tant que les responsables du secteur ne trouveront pas de solutions pour le régler.

Le dernier jour de la grève en question, un grand nombre de travailleurs d'Algérie Poste avaient occupé la place de la Grande poste en plein cœur de la capitale, et réclamaient haut et fort des primes, des augmentations de salaires et des réajustements de positionnement sur l'échelle des carrières. Aucune revendication n'a concerné les conditions de travail, sa fluidité ou la qualité des prestations de services qu'ils se doivent d'exécuter au profit des clients. «Ce sont de simples employés qui n'ont rien à perdre, il suffit qu'un responsable vienne leur parler pour qu'ils reprennent le travail sans problème», nous expliquait ce jour-là une responsable dans le secteur. Elle considère que «c'est le manque de considération affiché par les premiers responsables à l'égard de leurs employés qui a fait dégrader la situation». Manipulations, laisser-aller, manque de professionnalisme, manque de confiance, tout y était «soufflé» pour pousser les travailleurs d'un secteur aussi névralgique à l'abandon de leurs postes sans que la reprise du travail leur soit imposée sous peine de sanctions. «On ne peut les sanctionner parce qu'ils ont un syndicat fort», nous disait un de leurs hauts responsables sans être dérangé par une situation aussi ubuesque.

**SITUATIONS UBUESQUES**

Le cynisme a été l'arme de guerre que les postiers avaient brandie alors pour narguer leurs responsables au plus haut niveau. «Il y a des travailleurs qui ne veulent plus être représentés par le syndicat UGTA, ils veulent aller vers un autre autonomie, c'est pour cela qu'ils poussent au pourrissement de la situation», soulignait encore un travailleur du secteur. Bien que les problèmes aient débordé dans la rue pendant plusieurs jours et les usagers peinaient à subvenir à leurs problèmes financiers en raison de la grève, les responsables n'ont pu ni obliger au maintien du service minimum en pareille circonstance, encore moins remettre les services en fonction comme l'exige l'observation et le respect du service public. Les guichetiers au niveau des postes travaillent lentement, sans effort «comme pour nous faire endosser leur malaise», disait hier un client à qui voulait l'entendre parmi les nombreux autres qui faisaient le pied de grue depuis de longues heures.

Le paiement des factures du téléphone mobile au niveau des agen-

ces Mobilis, lui aussi se fait à coups de coude à coups et parfois à coups de poings quand les agents des agences poussent à bout ceux qui attendent. «Vous pouvez payer votre facture au niveau des services «flexy», il n'y a pas de monde, et dès encaissement par nos services, vous recevrez un SMS de notre part pour vous le confirmer», nous disait hier une voix féminine sur un ton très correct. Nombreux sont des abonnés qui ont fait le porte-à-porte des services «flexy» sans pour autant pouvoir payer leurs factures. «Nous n'avons pas le code», leur était-il répondu à chaque fois. Autres situations ubuesques.

**«JE DOIS FRACTIONNER LE MONTANT DE VOTRE FACTURE»**

Tout au long de la rue Didouche Mourad jusqu'à la Grande poste, il n'en existait que deux d'entre les multiservices qui affirmaient avoir ce fameux code qu'Algérie Télécom leur a fourni pour qu'ils puissent l'aider à encaisser les factures de leurs abonnés. «L'envoi du montant de votre facture n'a pu être envoyé par le code qu'on m'a donné, il faut que je le fractionne en deux ou trois fois et il faut que je l'arrondisse», nous disait hier un jeune prestataire. «Mais qui va encaisser la différence que vous allez prendre en plus si vous arrondissez?», lui avions-nous demandé. «Ce n'est pas grave...», a-t-il répondu simplement. «Mais qui me dit que la facture arrivera quand même si elle est fractionnée autant de fois?», demandons-nous encore. «On verra», répond-il, sans plus.

On se demande alors s'il est possible qu'Algérie Télécom puisse accepter que le paiement de ses factures se fasse par des calculs d'épiciers aussi douteux. Les services de communication d'Algérie Télécom et d'Algérie Poste ne répondent pas à nos appels. Nous nous sommes rapprochés alors, avant-hier, d'un responsable au niveau du ministère des TIC qui nous a écoutés sans mot dire. Ce qu'Algérie Télécom ne dit pas à ses usagers, lui disions-nous, c'est qu'elle n'a distribué son code qu'à une poignée de prestataires qu'il faudrait se brouiller pour dénicher parmi la faune des multiservices existants sur la place d'Alger. Pis encore, il n'est pas évident que les agents qui ont été choisis sachent comment ce code fonctionne-t-il et comment une facture peut-elle être payée sans subir des coupes ou des surcoûts. Nous lui racontions les déboires endurés par les concernés. Notre interlocuteur du ministère n'avait aucune réponse.

Autre problème que nous lui avions posé, en outre, concerne la connexion Internet que les Algériens peinent à obtenir. «Nous sommes plusieurs personnes à avoir payé des abonnements depuis le 3 janvier, mais on n'a pas été connectés», lui disions-nous. «Qui va nous rembourser les jours payés mais non connectés?», interrogeons-nous. Notre interlocuteur n'a pas non plus de réponse. Les responsables du ministère savent pourtant que les agences d'Algérie



**Raina Raïkoum**  
Kamel Daoud

**A**u début, le sujet était celui de la colère : pour quoi un ministre (un sénateur, un Belkhadem, un Président... etc) se déplace pour inaugurer un robinet en Algérie et personne n'a fait le geste

**Inaugurer un robinet, c'est mieux que d'aller enterrer Lahmar Mohammed**

de et rend aveugle, unanime et myope et admirable. Pour le cas d'In Aménas, le chant de gloire à l'armée a été presque unanime et bien «travaillé» : il fallait intervenir. Oui. Et, du coup, face à la menace, les Algériens, énormément

pour l'enterrement de Lahmar Mohamed Amine, l'agent de sécurité qui a fait mieux que la sécurité nationale, en alertant sa base à In Aménas, sur l'agression ? Pourquoi s'est-on contenté, dans l'indignité et le manque de savoir-faire, d'y envoyer un wali et un chèque, à la place d'un hommage et d'un salut national ? Parce que. Parce qu'on ne sait pas communiquer, rentabiliser, faire de la politique, être poli. Ou parce que les martyrs sont les gens morts avant 62, et qu'il n'existe qu'un seul héroïsme : celui de ceux qui ont fait la guerre de Libération. Ou parce qu'on ne supporte pas, chez la génération des anciens, la concurrence dans les stèles et l'héroïsme : un agent de sécurité qui meurt avant 62 est un martyr, un agent de sécurité qui meurt d'une mort subite et naturelle.

Puis le sujet est devenu celui, fameux, de la communication : pourquoi à une opération réussie, on a adjoint une communication pré-historique, par feux et pigeons interposés ? Parce que le Pouvoir, chez nous, ne sait pas communiquer ? Fausse réponse, qui part d'un bon préjugé : on croit le Pouvoir bon mais seulement incompétent. La vérité est que la communication est d'abord une nécessité : on communique quand on a besoin de rendre compte, quand on croit que le peuple et l'opinion du peuple sont importants. Chez nous, le Pouvoir n'a pas à communiquer car il n'a pas à rendre compte car il ne tire pas sa légitimité de chez nous et de nous, ce ne sont pas nous qui l'avons élu et notre avis ne lui importe pas. Du coup, il ne nous envoie pas Bouteflika pour nous expliquer ce qui se passe, mais seulement un vague et incolore ministre de la Communication. C'est cela la vérité.

Mais le vrai sujet est celui de l'émotivité : nous sommes un peuple émotif. L'émotion sou-

ment d'Algériens, ont préféré se serrer contre leur armée. Mais très vite, cette émotion a servi à ce que servent les émotions collectives chez nous : insulter ceux qui ne pensent pas comme nous et se crever les yeux sur les évidences. On oublie que In Aménas n'est pas seulement une opération militaire réussie. C'est aussi, en amont, un échec des renseignements, un échec de la sécurité, une diplomatie assise, des déclarations risibles de quelques ministres qui disent une chose et son contraire, un isolationnisme mal géré, une impunité qui se profile avec un pouvoir qui ne rend pas compte de ses actes, de ses gens et de ses nominations, une mauvaise communication et surtout une gouvernance démodée du Sud.

Qu'on arrête, donc un peu, avec ce post-11 Aménas de l'émotion primaire : les évidences sont là : une bonne opération militaire ne doit pas servir à cacher les incompétences et les incompétents. Le patriotisme est un sentiment sain et honorable mais cela ne doit pas servir à la vente concomitante des anciens souks el-Fellah. J'aime mon pays mais je n'aime pas ceux qui s'en servent comme bouclier. J'aime l'armée qui me défend mais je n'aime pas ceux qui s'en servent pour me prendre en otage. J'aime ma terre et pas seulement son pétrole comme certains gens de ce régime. J'aime crier mon indépendance mais je n'aime pas que ce pouvoir soit indépendant de ma volonté. J'aime méditer le geste de Lahmar Mohamed Amine, sa photo de chômeur algérien même quand il a un travail, son humilité passive, sa banalité même, et je n'aime pas qu'on lui préfère l'inauguration d'un robinet. Pensant à user d'un faux, je pense même écrire à sa famille des condoléances signées «Le Président de la république», non pas parce que je suis Président, mais parce que c'est une chose qui aurait dû être faite, il y a des jours.

Télécom notamment de l'ouest algérois, comme Zeralda par exemple, laissent souvent leurs clients en rade lorsqu'il s'agit de les «brancher».

**LES TIC AUX ABONNÉS ABSENTS**

Des demandes de lignes fixes dans ces zones datent de 2007 et 2009 mais n'ont été prises en compte qu'au début du mois en cours alors que du côté de l'est d'Alger (Bab Ezzouar, Bordj El-Kiffan...), ce sont les agents qui appellent les clients pour les leur mettre en place.

Les responsables des agences défectives rejettent en général la responsabilité sur les directeurs techniques. Entre les deux, les usagers restent sans réponse. «Nous n'avons pas

de véhicule pour nous déplacer et les techniciens travaillent comme ils le veulent, personne ne les oblige à le faire», nous avait répondu l'agent au guichet ADSL. Au niveau du ministère, on reconnaît que «les agences ont des techniciens mais ces derniers refusent de travailler, on ne peut les sanctionner parce qu'ils risquent de nous faire une grève». Il est connu que le ministère des TIC a signé des contrats avec des entreprises privées pour s'acquitter des services que ses employés doivent en principe assurer aux clients. Les résultats sur le terrain ne sont pas probants puisque des milliers de dossiers restent en suspens depuis de longues périodes. «Je vais tout faire pour voir le ministre, il doit savoir que ses cadres et ses techniciens ne respectent

aucun de leurs engagements mais nous font miroiter des prestations qui n'existent pas en réalité», s'indignait hier une jeune femme au niveau d'une agence postale.

«Je comprends tout ça, ce sont de gros problèmes, mais je vous promets de demander au directeur d'Algérie Télécom et celui d'Algérie Poste de vous recevoir demain sans faute (hier ndlr) pour vous expliquer les choses», nous promet notre interlocuteur au niveau du ministère des TIC. Hier, tous nos contacts se sont avérés improductifs. Les numéros d'appels de celui qui nous a promis des explications et des réponses à nos questions n'ont pas abouti. Les responsables que nous avons voulu joindre étaient aux abonnés absents. Dont acte.

# NEDJMA SOUHAITE BONNE CHANCE AUX VERTS

**TOGO vs ALGÉRIE**

**LE 26 JANVIER 2013**

**À 19H00**

SUR LA CHAÎNE TERRESTRE

« EN DIRECT »



**MAAK YAL KHEDRA MAAK YA DZAIR**  
NEDJMA, SPONSOR OFFICIEL DE L'EQUIPE NATIONALE ET DE LA FAF



[www.nedjma.dz](http://www.nedjma.dz)

YouTube f NEDJMA

**Attaque contre la base de Tiguentourine  
Les corps de deux  
Japonais identifiés**

**Moncef Wafi**

L'enquête sur l'attaque terroriste contre la base de Tiguentourine à In Amenas avance et les premières informations recueillies font état de la présence d'un ancien chauffeur dans le complexe gazier d'In Amenas parmi les membres du commando islamiste, a appris hier l'AFP de source sécuritaire. Son corps avait été reconnu par des employés sur le site. «L'un des assaillants tués avait travaillé comme chauffeur pour l'une des entreprises opérant à l'intérieur du complexe avant de démissionner il y a un an», a déclaré en substance cette source sans pour autant préciser qui avait été l'employeur de l'assaillant. Rappelons que le procureur de la République près le pôle pénal spécialisé de Sidi M'Hamed a requis ce dimanche l'ouverture d'une information judiciaire sur l'attaque terroriste contre la base de Tiguentourine à In Amenas. «Suite à l'attentat terroriste perpétré contre la base de Tiguentourine à In Amenas, en application des dispositions du code de procédure pénale, notamment celles de l'article 548, le procureur de la République près le Pôle pénal spécialisé de Sidi M'Hamed a requis, ce dimanche 20 janvier 2013, l'ouverture d'une information judiciaire quant à ces faits et ce, après avoir été destinataire de la procédure de l'enquête préliminaire réalisée par les services de la police judiciaire compétente», a indiqué le Parquet général près la Cour d'Alger dans un communiqué. «Le dossier de procédure se trouve présentement entre les mains du juge d'instruction dudit pôle, saisi en application des dispositions de l'article 40 bis 3 du code de procédure pénale», a précisé la même source.

Quant aux deux «Canadiens» qui parlaient avec un fort accent anglais, il s'agit en fait de deux binationaux arabes, a indiqué la source sécuritaire. Officiellement, et selon la version finale du Premier ministre Abdelmalek Sellal, le commando était formé de trois Algériens et de Canadiens, Égyptiens, Maliens, Nigériens, un Mauritanien et 11 Tunisiens. Quant au chef du commando, l'Algérien Mohamed Amine Benchenab, abattu lui aussi par les forces spéciales, il a été reconnu comme l'auteur de l'enlèvement de deux coopérants espagnols, un homme et une femme, et d'une Italienne le 23 octobre 2011 dans un camp de réfugiés sahraouis près de Tindouf. L'enlèvement avait été revendiqué à l'époque par le Mouvement pour l'unité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) et les otages relâchés le 18 juillet dernier.

Les forces spéciales algériennes avaient lancé deux assauts pour libérer les otages retenus par les hommes de Belmokhtar depuis mercre-

di. Le premier jeudi pour libérer ceux retenus dans la base de vie du complexe, l'autre, final, samedi en milieu de matinée, contre l'usine où étaient retranchés des assaillants avec sept otages étrangers abattus d'une balle dans la tête par leurs ravisseurs. Le commando islamiste est arrivé de Agalhouk du nord du Mali, non loin de la région de Tinzaouatine, en passant de la frontière algéro-malienne à la frontière algéro-nigérienne avant d'entrer dans la région d'Abid, Ijl et Tiguentourine, le site du complexe gazier, selon la version officielle. Le périple à travers le désert aurait pris deux mois. Des témoignages affirment que le commando aurait bénéficié d'une «aide logistique» d'islamistes en Libye. «Une aide logistique a été fournie depuis la Libye», a indiqué à l'AFP une source, sous couvert de l'anonymat, présentée comme très proche des groupes extrémistes en Libye.

Le bilan annoncé lundi par M. Sellal fait état de 37 otages étrangers et un otage algérien tués, 29 assaillants abattus et trois décapités vivants par les forces spéciales. Cinq étrangers sont encore portés disparus et sept corps restaient encore non identifiés lundi. Et c'est cette incertitude qui fait réagir le Japon qui a demandé à Alger de lui fournir des informations sur le Japonais toujours manquant et les circonstances dans lesquelles neuf autres ont été tués lors de la prise d'otages. Au départ, ce sont trois Japonais qui étaient portés disparus avant de confirmer, hier, la mort de deux salariés de l'entreprise de construction de complexes chimiques et énergétiques JGC. Un avion gouvernemental japonais a atterri hier à l'aéroport international Houari Boumediène à Alger avec le vice-ministre des Affaires étrangères, Shunichi Suzuki, porteur d'une lettre en ce sens du Premier ministre Shinzo Abe à l'attention du chef de l'Etat, Abdelaziz Bouteflika. Cet avion devrait rapatrier les dépouilles des neuf Japonais.

Sur le plan diplomatique, Barack Obama a déclaré dans un communiqué que le peuple américain soulève ses prières et ses pensées aux familles de toutes les personnes tuées ou blessées dans l'attentat terroriste en Algérie, imputant la responsabilité de cette tragédie aux terroristes. Les Etats-Unis condamnent cette action dans les termes les plus forts. Il ajoutera que cette attaque est un autre rappel de la menace posée par Al-Qaïda et d'autres mouvements extrémistes violents en Afrique du Nord. Dans les prochains jours, nous continuerons à être en contact étroit avec le gouvernement algérien pour parvenir à une meilleure compréhension de ce qui s'est passé afin que nous puissions travailler ensemble pour prévenir de telles tragédies à l'avenir.

**Huit militaires légèrement blessés lors de l'assaut**

Huit militaires ont été légèrement blessés lors de l'assaut donné par les troupes spéciales de l'Armée nationale populaire (ANP) contre un groupe terroriste ayant attaqué l'installation gazière de Tiguentourine à In Amenas (Illizi), indique mercredi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. Le ministère, «qui enregistre

avec satisfaction le succès de cette opération constituant un exploit supplémentaire sur le plan opérationnel», a dénoncé «les insinuations faisant référence au nombre des victimes dans les rangs de l'ANP», précisant que «le bilan définitif est de l'ordre de 8 blessés légers dont la majorité ont regagné leur poste».

**Montée des effectifs engagés, le président de l'UA sollicite l'Otan  
La chasse aux «peaux claires»  
a commencé au Nord-Mali**

**Alors que les forces françaises et maliennes avancent en direction du Nord-Mali, les fortes appréhensions des exactions contre les gens de «peau blanche», après le retour de l'armée malienne dans le sillage des troupes françaises, commencent à être confirmées par les organisations humanitaires.**

**Salem Ferdi**

La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a accusé, hier, des militaires maliens d'avoir commis des exécutions sommaires. «La FIDH a pu établir qu'une série d'exécutions sommaires a été perpétrée par des éléments des forces armées maliennes, à partir du 10 janvier, particulièrement à Sévaré, Mopti, Nioro et d'autres localités situées dans les zones d'affrontements». Selon la FIDH, au moins 11 personnes ont été exécutées à Sévaré dans un camp militaire, à proximité de la gare routière, et près de l'hôpital. Elle évoque des informations crédibles sur une vingtaine d'autres cas d'exécutions dans la même localité où les corps auraient été enterrés en toute hâte notamment dans des puits. Deux Touaregs ont été tués par des soldats maliens dans la région de Nioro, ajoute l'organisation qui évoque d'autres allégations d'exécutions sommaires, d'exactions et de pillages contre les Touaregs. «Les victimes de l'ensemble de ces exactions sont des personnes accusées d'être complices des djihadistes ou des infiltrés, des personnes en possession d'armes, des individus ne pouvant justifier de leur identité lors de contrôles de l'armée, ou simplement en raison de leur appartenance ethnique et communément appelés les «peaux claires». Ces éléments d'informations confirment les craintes des populations du nord du Mali de subir, une nouvelle fois, des représailles des militaires maliens. La chasse aux «peaux claires» est déjà une réalité même si le chef d'état-major de l'armée malienne a promis le «tribunal militaire» aux soldats qui commettent des exactions contre les arabes et les Touaregs du Mali. Ces appréhensions s'accroissent à mesure de l'avance des troupes françaises vers le Nord et, dans leur sillage, les troupes maliennes.

**BAN KI-MOON «SALUE» ET S'INQUIÈTE**

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, tout en saluant l'intervention «courageuse» de la France au Mali s'est in-

quiété des conséquences de l'opération sur les populations civiles et les risques pour les humanitaires et le personnel de l'ONU sur place. Paris a assuré prendre très au sérieux les risques d'exactions qui pourraient être perpétrées pendant les opérations militaires en cours au Mali, tout en assurant ne disposer d'«aucun indice» confirmant de telles pratiques. La France indique avoir frappé plusieurs cibles d'Aqmi dans le nord du Mali dont «un centre de commandement des terroristes» près de Tombouctou. Parmi les cibles attaquées figure un palais construit à Tombouctou par Kadhafi et qui était utilisé par les djihadistes. Les troupes françaises et maliennes menaient, hier, des opérations de déminage et d'évacuation d'armes et de munitions abandonnées par les djihadistes dans les villes qu'ils ont abandonnées. La ville de Diabali, (400 km au nord de Bamako) a été reprise lundi. L'armée malienne affirme que la «libération totale» des régions du nord du Mali sera réalisée dans un délai d'un mois. L'état d'urgence, en vigueur au Mali depuis le 12 janvier, a été prolongé de trois mois supplémentaires. Les effectifs de la Mission internationale de soutien au Mali (Misma), fixés à 3.300 hommes par la résolution 2085 du Conseil de sécurité, pourraient doubler, a déclaré mardi Youssoufou Bamba, l'ambassadeur de Côte d'Ivoire aux Nations unies. La force de la Cédéao (Misma) sera dirigée par un général nigérian, Shehu Abdulkadir, assisté du général nigérian Yayé Garba, et devrait compter à terme quelque 4.000 hommes. Entre 500 et 700 soldats ouest-africains sont déjà présents au Mali. La Misma sera appuyée par 2.000 militaires tchadiens, un contingent qui travaillera en coordination avec la force ouest-africaine. Mais ces troupes restent pour le moment assez théoriques, les problèmes financiers et la faiblesse des équipements rendent le déploiement difficile. En tout cas, des doutes sérieux existent sur sa capacité à prendre le relais des forces françaises engagées au Mali. Le président de l'Union africaine et dirigeant du Bénin, Thomas Boni

Yayi, a souhaité, à Berlin, une implication de l'Otan dans l'intervention au Mali. Je suis venu renouveler au nom du continent (africain) en ma qualité de président de l'Union africaine notre volonté de voir s'impliquer tous les Etats membres de l'Otan», a déclaré M. Boni Yayi lors d'une conférence de presse commune avec la chancelière allemande Angela Merkel. La chancelière allemande a exclu l'envoi de soldats allemands au Mali. «L'Allemagne ne songe pas à envoyer des troupes de combat là-bas».

**LES DJIHADISTES ONT DES «CAPACITÉS FORTES»**

L'Union européenne a aussi approuvé le déploiement d'une mission destinée à former et réorganiser l'armée malienne, composée de 450 hommes, dont 200 instructeurs, à partir de la mi-février. Cette montée en puissance des effectifs s'expliquerait par les «capacités» des groupes djihadistes. Ces capacités «se sont révélées fortes, car ils étaient mieux équipés et entraînés que ce qui avait été anticipé», a relevé le secrétaire général adjoint à l'Onu pour les Affaires politiques, Jeffrey Feltman. «Il existe un consensus parmi les acteurs principaux réunis à Bamako selon lequel le niveau de la force de la Misma, initialement estimé à 3.300 hommes, doit être revu à la hausse.» 2.150 soldats français opèrent actuellement au Mali. Le nombre de militaires engagés dans l'opération «Serval» pourrait atteindre voire dépasser les 3.000 hommes, a déclaré mardi une source proche du dossier. Selon The Guardian, les forces spéciales britanniques prêtent main-forte aux militaires français dans le cadre de la lutte contre les groupes djihadistes. Le Japon, lourdement affecté par l'attaque terroriste à In Amenas, a décidé de fermer temporairement son ambassade à Bamako, en raison de la dégradation des conditions de sécurité. «Le personnel continuera son travail à partir de l'ambassade de France. Le personnel évacuera dès que les préparatifs seront achevés, soit vers le 27 janvier», indique le ministère nippon des Affaires étrangères.

**Bordj Bou Arréridj et Annaba**

**Près de 400.000 unités de pétards saisis**

Les unités de la Douane de Bordj Bou Arréridj ont procédé à la saisie d'une importante quantité de produits pyrotechniques estimée à près de 200 mille unités, a indiqué mercredi le chef d'inspection des Douanes de la wilaya. M. Mohamed Dahmani a indiqué à l'APS que les douaniers, exploitant des informations, faisant état de produit pyrotechniques entreposés dans un local situé au centre ville, étaient accompagnés des éléments de la police judiciaire, pour investir l'entrepôt où a été découvert le lot de pétards, estimé à près de 200 mille unités

de différents types, en plus d'autres produits prohibés. La valeur de la marchandise saisie est évaluée à 500 millions de centimes, selon la même source, précisant que les investigations sont en cours pour déterminer l'origine de la marchandise qui devait être écoulée à la veille des fêtes du mawlid. Par ailleurs, une quantité de 176.244 pétards a été saisie mardi soir à Annaba lors d'opérations menées par la Police, a annoncé mercredi le chef de service de la Police judiciaire, M. Mohamed Yazid Boubekri. Cette saisie de pétards, dont le coût

avoisine les 4 millions de dinars, a été opérée dans quatre commerces ouverts dans les rues Asla Hocine et Boukhtouta, a précisé à la presse la même source, indiquant que cette opération de prévention et d'anticipation, a été menée en prévision de la fête du mawlid. Cette quantité de pétards, de fabrication chinoise, était destinée à la commercialisation. Les quatre commerçants, mis en cause dans cette affaire, seront présentés demain jeudi, devant le procureur de la République, près le tribunal de Annaba pour «contrebande et commerce de produits prohibés».

# In Amenas, et demain ?



Décembre 1994. Un commando terroriste s'empare d'un Airbus d'Air France à l'aéroport d'Alger. L'Algérie vit alors une période dramatique de son histoire.

PAR BRAHIM SENOUCI

La déferlante terroriste noie le pays dans un flot de sang. Économiquement exsangue sous l'effet d'une dette extérieure énorme et d'une baisse drastique des prix des hydrocarbures, politiquement moribonde, l'Algérie doit s'incliner devant le diktat des autorités françaises qui exigent et obtiennent le départ de l'avion pour Marseille, où il sera « traité ». Cruelle humiliation... Symptôme de la déliquescence d'un Etat qui se résigne à envoyer ses propres otages nationaux, au nombre de plus de 200, sur le territoire de l'ancienne métropole et accepter de s'en remettre à elle pour leur survie. Nul doute que cet événement a fourni au terrorisme une nouvelle vigueur qui s'est traduite par les énormes massacres qui ont débuté en 1995. Il a également nourri la « haine de soi » algérienne. Je rappelle souvent cette « anecdote » (que ceux qui l'ont déjà eue sous les yeux m'en excusent). Peu de temps avant l'attaque de l'Airbus d'Air France, en août 1994, un commando terroriste attaque la cité d'Aïn Allah, à Alger. Cette cité abrite notamment des fonctionnaires français. Cinq de ces fonctionnaires, trois gendarmes et deux employés de l'ambassade de France, trouvent la mort. L'événement fait la une de toute la presse algérienne. Clients de l'unique imprimerie de l'époque, tous les journaux ont le même format et comportent 24 pages. Les lecteurs qui ont la patience d'aller jusqu'à la page 24 et de lire les entrefilets qui la clôturent découvrent que 13 villageois algériens ont été massacrés à la même date, à coups de pelles et de pioches. Ces villageois n'ont pas eu droit à la une, réservée aux gens qui comptent...

L'affaire d'In Amenas a d'abord permis d'effacer cette humiliation. D'abord, l'Algérie a imposé que la focalisation ne se fasse pas uniquement sur les otages étrangers. Elle a rappelé avec insistance que des centaines de travailleurs algériens étaient sur le site et que leur sécurité valait aussi qu'on s'en occupe. Les bulletins d'information des principales chaînes ont dû les intégrer dans les décryptages successifs des otages libérés, encore détenus, ou disparus. J'ai pensé avec émotion à mes 13 compatriotes massacrés dans leur village en 1994, en me disant qu'ils avaient fini par faire la une ! Par ailleurs, l'Algérie a imposé l'indépendance de sa décision. Malgré les appels pressants, elle a refusé de soustraire le traitement de la prise d'otages à des pays étrangers. Elle a refusé de céder aux injonctions anglaises, étasuniennes, ou japonaises, la pressant de négocier. Elle a dénié à ces nations le droit de regard qu'elles estimaient justifié par la présence de leurs ressortissants. Elle a considéré en effet que sa souveraineté territoriale était au-dessus de cet argument. Elle a maintenu jusqu'au bout sa détermination de conserver la maîtrise des événements.

Elle y a gagné un respect évident de la part de ces Occidentaux. Il est vrai que l'attitude passée de ces derniers leur interdisait l'arrogance. Ce sont eux qui ont nourri le terrorisme en acceptant de payer, toute honnêtement, des rançons pour leurs ci-

toyens kidnappés, leurs bateaux piratés. C'est ainsi qu'ils ont permis à ces groupes terroristes de s'enrichir, de se développer, d'acquiescer des armes toujours plus perfectionnées et toujours plus nombreuses. Ils l'ont fait de manière hypocrite, en contradiction avec les recommandations, qu'ils ont eux-mêmes édictées, de refus de principe de négocier avec les terroristes. Ce sont eux qui ont choisi d'abriter leur train de vie dispendieux, leur boulimie de pétrole et de matières premières derrière le bouclier des marches de l'Empire. De plus, par leur comportement, leur volonté de maintenir leur « club » à la tête du monde passe d'autant plus mal qu'ils mettent en danger la planète par les injustices qu'ils y sèment, par la pollution qu'ils engendrent, par les stocks d'armes de destruction massive qu'ils détiennent. Ce sont eux qui fabriquent les germes de la haine dont ils sont l'objet, le déni de justice pour la Palestine, la destruction de l'Irak, du Congo, la mise en coupe réglée des ressources naturelles payées à vil prix...

C'est tout cela qui est contenu dans l'attitude de l'Algérie durant ces quatre derniers jours au long desquels elle a assuré une maîtrise absolue des événements qu'elle a conduits au mieux de ses intérêts d'abord.

Il y a la décision politique. Il y a aussi l'exécution. Là, il faut saluer les hommes de l'Armée Nationale Populaire. Peu de médias l'ont fait en France. Quelques-uns ont concédé du bout des lèvres des mots d'appréciation. Pourtant, ce n'était pas une mince affaire que de livrer bataille dans un environnement explosif (au sens premier du mot !) et de risquer leurs vies, non pas seulement au combat, mais dans un immense incendie allumé par les terroristes. Ils ont fait preuve d'un courage exceptionnel. Ils ont ainsi créé, ou recréé, une cote d'amour extraordinaire dans la population algérienne. Ils lui ont rendu une fierté enfouie sous des décennies de frustrations, de déceptions et de mal-être. Ils ont créé une situation nouvelle. C'est vrai que la crise s'est dénouée dans le sang. Cette phrase est revenue en boucle dans les médias français. Rappelons à ces médias que la France avait essayé de libérer par la force deux des ses nationaux pris en otages au Niger. Ils sont morts tous les deux dans l'assaut, peut-être sous des tirs « amis ». Elle a aussi tenté de délivrer un de ses espions en Somalie. Il a subi le même sort, en même temps que deux soldats des forces spéciales qui étaient venues pour le libérer. Rappelons le bilan de la tragédie d'In Amenas, en ce qui concerne les otages Français : 1 mort, 3 autres sauvés ! Sans commentaire...

## Et maintenant ? Que va-t-il se passer ? Premier scénario :

Tel un bateau après la tempête, l'Algérie se remettra à naviguer sur son erre, c'est-à-dire, en langage maritime, à sa vitesse résiduelle en l'absence de propulsion. Le complexe d'In Amenas va redémarrer. Après une phase d'attentisme, le temps des contrats juteux reviendra. Le gaz et le pétrole algériens alimenteront de nouveau la machine à consommer de l'Europe. L'Algérie engrangera des milliards de dollars. Une partie de la man-

ne profitera aux habituels prédateurs. L'autre sera convertie en bons du Trésor étasunien, placement classique du père de famille incapable de formuler un projet de développement cohérent. Peu à peu, le voile de l'oubli recouvrira le nom d'In Amenas. Dans quelques décennies, la dernière goutte de pétrole sera consommée, la dernière giclée de gaz se sera envolée en fumée dans une cuisine italienne. Les prédateurs auront fait retraite vers les rivages de l'Europe où ils auront tout loisir de dépenser leurs énormes fortunes. Celles et ceux des Algériens qui n'auront pas d'autre choix que de rester au pays connaîtront la misère et la douleur de le voir se disloquer et ses morceaux vendus à l'encan...

Il y a un deuxième scénario qui consistait à construire sur les enseignements de ces quatre jours de violence. On dit que l'Histoire avance par son mauvais côté, qu'elle procède volontiers par la ruse. Et si In Amenas était une de ces ruses ?

Un site gazier est attaqué par un groupe terroriste. Ce site contribue à hauteur de 10 % à la valeur des exportations. On sait que, sur ces 10 %, une bonne partie est prélevée par des prédateurs. On sait aussi que ces prédateurs sont liés à des cercles du pouvoir. Le site est libéré par les forces spéciales de l'ANP. Les soldats courageux qui ont mené les opérations connaissent cette réalité. Comme tous les Algériens, ils ont appris à faire avec. Resteront-ils dans le registre de la résignation après leur engagement au combat ? Accepteront-ils l'idée qu'une partie des dividendes de leur bravoure aille grossir des comptes en banque de particuliers ? Le peuple, qui a fait corps avec eux, acceptera-t-il que la vie des soldats, qui sont ses enfants, soit mise en danger pour préserver des rentes indues ? Les regards se dessillent. Les gens comprennent que les hydrocarbures ont une durée de vie limitée. Si leur produit continue d'enrichir des malfaçons au lieu d'être investi dans des activités qui préparent l'après-pétrole, la conclusion apparaît de plus en plus clairement. C'est l'avenir décrit dans le cadre du premier scénario.

Le peuple algérien a déployé au cours de son histoire tourmentée d'énormes qualités de courage et de générosité. Le problème, c'est qu'il ne s'est jamais décidé à assumer son destin, préférant le confier à un père à la figure incertaine. Ces qualités qu'il a démontrées dans les moments difficiles, les guerres qui ont rythmé la période coloniale, la décennie noire au cours de laquelle il s'est obstiné à envoyer ses enfants à l'école en dépit des menaces, à se rendre au travail, à voter..., aura-t-il la force de les mettre en œuvre en temps de paix ? Il le fera s'il réalise pleinement que la paix actuelle est factice, que les marchandises dont regorgent les vitrines et les étals de marché ne sont que le produit éphémère d'une rente en voie de tarissement. Il le fera lorsqu'il dépassera le stade du prurit nationaliste qui le fait se lever à l'occasion comme un seul homme avant de retourner à sa bienheureuse léthargie. Alors, il sera mûr pour devenir acteur de son destin et il ne perdra plus à une coterie de mafieux de lui voler son avenir...

# Médiatic

PAR  
BELKACEM  
AHCENE-  
DJABALLAH



## Info ou intox ? amateurisme ou mauvaise foi ?

La dernière action terroriste dans le Sud algérien, à Tiguentourine-Ain Amenas (16 janvier 2013), en raison même de son importance ainsi que de sa programmation juste au moment où l'opération militaire française Serval (qui a obtenu des facilités d'utilisation, par des avions militaires, de l'espace aérien national, ce qui est, pour le grand public, une première) a re-posé, au passage, le problème de la communication institutionnelle en général, et celui de la communication sécuritaire (ou de crise) en particulier.

La plupart des analystes et autres observateurs sociaux que sont les journalistes nationaux (mis à part quelques islamo-journalistes beaucoup plus par leur habitude occidentale-francophobie ou leur nationalisme plus que sourcilieux), s'ils ont quasi-unanimement approuvé l'art et la manière des forces spéciales de l'Anp qui ont libéré les otages et éliminé les « envahisseurs », se sont, cependant, échinés à dénoncer l'absence ou l'insuffisance ou la faiblesse de la communication gouvernementale... et ont mis en exergue la forte « présence » de l'information déversée par les chaînes satellitaires d'Europe et d'ailleurs... qui, à défaut d'avoir des correspondants permanents expérimentés, rémunérés comme il se doit et dûment accrédités, ont fait appel à des « informateurs » et /ou à des « spécialistes » connus ou non sur la place. Une pratique en principe tout à fait normale. A la guerre comme à la guerre ! Ce qui est anormal, au niveau surtout des chaînes satellitaires d'information dite continue, certainement en raison de la forte concurrence, mais surtout, je crois, en raison d'une expérience encore courte de bien des rédactions, en tout cas de bien des journalistes, c'est cette propension à vouloir combler à tout prix les temps d'antenne, mélangeant ainsi le fait récent et le fait déjà dépassé, entretenant ainsi dans l'esprit des téléspectateurs non avertis un chevauchement et une confusion des événements. On ne sait plus si l'on vous parle du Mali ou de l'Algérie. On ne sait pas si on fait les envois d'Alger ou de In Amenas. On ne sait plus qui est le héros : l'otage ou le chef terroriste. On en sait plus quelle est la source :

une agence de presse mauritanienne connue pour être proche des islamistes terroristes ou une « source sûre ». On perd de vue l'enjeu de la lutte : la défense de la démocratie républicaine face à une idéologie fasciste faite d'un fatras de prêches religieux ayant perdu, avec le temps et les manipulations, la queue et la tête. On oublie que le Sahel et une partie du Sahara algérien, il faut le reconnaître, sont devenus, à force de « négociations », de « tolérance » et de « dialogue », couplés aux conflits internes des pays du « Champ », un marigot rentable de trafics en tout genre, du trafic d'armes et de cigarettes à celui de la drogue, en passant par celui des êtres humains, avec ses bandes et ses cartels qui utilisent toutes les causes et tous les

moyens. On passe sous silence les soutiens internationaux à la lutte anti-terroriste et on « insiste » sur les « menaces » japonaises tout en transformant les inquiétudes toutes légitimes américaines et britanniques en propos suspicieux. Pour les chaînes françaises, les déclarations favorables de François Hollande sont assez vite « lissées » comme venant d'une sorte de « complice » du « Pouvoir algérien ». Décidément, les dégâts causés par le sarkozisme au sein des rédactions parisiennes (même celles des télé publiques) sont vraiment difficiles à gommer ! Pour ce qui nous concerne, il semble bien que les leçons tirées par les journalistes des années 90, alors confrontés quotidiennement et toujours brutalement, sinon mortellement, à l'information dite sécuritaire, n'ont pas été (bien) transmises aux nouvelles générations de journalistes des années 2000. Il est vrai qu'il n'y a eu aucune analyse profonde ou aucun ouvrage consacré à la chose... chacun d'entre-nous se contentant de donner une version de l'action informative tout en embellissant son rôle.

Des souvenirs de vieux « schnocks », pour les jeunes journalistes (25-35 ans) qui se suffisent d'une pratique du métier où la liberté de dire et d'écrire passe avant toute responsabilité !

L'information en temps normal a ses règles quasi-universelles : accès libre aux sources, liberté de publier et de diffuser les infos collectées... si possible en faisant la part des nouvelles et du commentaire pour ne pas induire en erreur ou désorienter le lecteur moyen... Pour sa part, l'information sécuritaire, qui se confond pour une assez bonne partie avec l'information de crise, ne met pas seulement en danger la fortune ou la santé ou la sécurité d'un individu ou d'une entreprise ou même d'un Etat (exemple du tsunami japonais) mais la vie d'être humains. Il s'agit donc, tant pour les journalistes que pour les « opérationnels », avec l'aide des chargés de com', non d'ignorer les faits, non de fermer totalement les vannes de la communication, mais de permettre ou de faciliter la diffusion, mais avec précaution afin de ne pas fournir des informations susceptibles d'être exploitées par des terroristes ou des preneurs d'otages, par exemple, et de ce fait, rendre encore plus difficile la mission de sauvetage... ou même la limitation des dégâts.

Le droit à l'information du citoyen, la liberté d'accès aux sources d'information sont à défendre avec force... mais leur manipulation n'excusent pas une exploitation qui ne tienne pas compte des impératifs de la lutte anti-terroriste. Les décideurs et journalistes occidentaux et autres, eux, le savent très bien... et ils appliquent ces démarches en tant que de besoin sans que nul n'y trouve à redire. Deux mondes. Deux visions. Une foule d'intérêts. Deux poids, deux mesures. Mélange des genres. Mélange d'info et d'intox. Mélange de mauvaise foi et d'amateurisme. Un peu de tout, de tout un peu.

# Rouler dans la farine la Couronne britannique

MOURAD MERZAGUI

**A** lors que sur David Cameron, chef du gouvernement britannique, Shinzo Abe, Premier ministre japonais et Espen Barth Eide, ministre norvégien des Affaires étrangères, la surprise et l'inquiétude pour leurs ressortissants étaient tangibles à l'annonce de la prise d'otages sur le site gazier de Tiguentourine, le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius et François Hollande, son président de la république, rejoins un peu plus tard par la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton, invitaient la communauté internationale à cautionner la réponse de l'armée algérienne : l'utilisation de la violence pour dénouer la crise. Sur le raid des terroristes, leur provenance et leurs nationalités les explications du ministre de l'intérieur Dahou Ould Kablia, ancien responsable du MALG, de simples généralités floues, s'avèrent totalement inexactes. En plus de fournir la preuve de l'absence de cellule de crise, signant l'amateurisme patent des dirigeants algériens, elles démontreraient formellement encore une fois la réalité d'un pouvoir occulte, « étranger » au personnel officiellement. Ce que l'ancien ambassadeur de GB à Alger Andrew Henderson avait appréhendé avec perspicacité : « Le vrai problème du pouvoir en Algérie est avec lui-même, car tout ce qui peut apparaître n'est pas la réalité, parce que celle-ci est dans les coulisses ». (1)

Une fois l'option de la guerre au Mali retenue et son chef d'orchestre connu, Paris, l'effervescence qui gagna AQMI augurait bien des événements projetés survenus et à venir. L'émir Abou Zeid (de son vrai nom Ghediri Abdelhamid) était éjecté. Et pour cause. D'après le quotidien *Liberté*, la société de transport de marchandises qu'employait la firme britannique BP appartenait à son frère. La famille de l'émir ne pouvant pas « mordre la main qui lui donnait à manger » et, pourquoi pas, capable d'avertir ses clients des dangers, elle était donc mise à l'écart. Mokhtar Belmokhtar restructura l'organisation : AQMI devenait la brigade « Al-Moulathamin » (les « Enturbanés ») et, en prévision des contingences apprêtées, la phalange « Al Mouwekioune bi dem » (Ceux qui signent par le sang) naissait accompagnée de son effet d'annonce. Avec le Mujao, Ansar Eddine et d'autres factions, l'échiquier sahélien était prêt. Sa planification calquait d'ailleurs fidèlement l'autre qui a vu la naissance des GIA puis du GSPC qui ont écumé les maquis et disqualifié définitivement le FIS. À quel prix !

La façon dont a été mené le raid terroriste attestait du temps et de l'expertise nécessaires à sa préparation. Ce dont les djihadistes ne pouvaient en aucun cas disposer sans un apport logistique et une couverture appropriés d'envergure « institutionnelle ». Le choix du moment de l'attaque correspondait à la relève des gardes. Il renvoie au souvenir pénible pour tous les Arabes de cette autre agression fomentée lors de la guerre des Six jours par l'aviation de Tsahal qui avait réussi à clouer au sol la flotte aérienne égyptienne. D'après les témoignages recueillis, les ravisseurs ont agi en escadrons de la mort, propageant en voulant aux expatriés. La communication terroriste a utilisé les formules de la décennie rouge.

La diplomatie algérienne a toujours péroré à qui voulait la croire sa position de non ingérence dans les affaires des autres.

En ouvrant son espace aérien à la France pour lui permettre d'intervenir au Mali, elle prouvait qu'elle se dédit. Comme l'ont laissé filtrer Paris et Washington, l'assaut des forces armées algériennes quasiment décidé en amont d'El Mouradia, n'était pas une opération de sauvetage des otages ; son dénouement tragique l'a parfaitement illustré. Il s'agissait plutôt d'un déroulement d'une feuille de route établie bien avant.

La presse algérienne dans un suivisme aussi aveugle que révoltant a salué la « fermeté et le courage » des militaires algériens. Oui notre peuple est courageux, et notre armée nationale populaire en est l'émanation. Mais applaudi par la revue américaine Foreign Policy dont les positions pro sionistes sont connues, le mode opératoire de nos GIS renvoie aux massacres de civils palestiniens par les bourreaux de Tsahal en représailles aux tirs des roquettes du Hamas.

Des analystes sont allés jusqu'à voir dans les événements d'In Amenas un traquenard dans lequel l'ANP est entraîné sournoisement. En exhibant ses moyens et sa détermination elle est subodorée en puissance comme le fut la quatrième armée au monde de Saddam Hussein.

D'autres voudraient faire admettre le danger qu'il y aurait à voir l'arsenal du pays connaître le même sort que celui de la Libye sans Kadhafi et ainsi justifient le blanc seing accordé à ceux qui en ont la « garde ». Les armes de « l'Angolagate » n'étaient pas libyennes, mais d'un autre pedigree. Toujours est-il que tous ces arguments sont après tout favorables au régime, combien même le projet de détruire l'ANP – et toutes les armées arabes – est inscrit dans l'agenda sioniste.

Dénoncer l'échec sécuritaire pour accuser en filigrane la crédulité et l'ignorance britanniques de la matrice du terrorisme, c'est faire preuve d'amnésie. N'était-ce la présence des spécialistes du HSE (Hygiène sécurité et environnement) et l'ombre des défenseurs des droits de l'homme qui planait sur les lieux, les commanditaires du mercenaire de tous les râteliers et des « tueurs à gages sanguinaires » mis à sa disposition n'auraient pas hésité un instant à faire de la base de vie de Tiguentourine un remake de l'hécatombe de Bentalha.

L'idée de comparer la prise d'otages à In Amenas à un Pearl Harbor, (sept Japonais ont péri dans l'opération criminelle – quel cynisme de la part de ceux qui l'ont planifié !) est parfaitement sensée : créer un motif à des exhortations martiales. Les attentats du 11 septembre produisirent le prétexte aux massacres de masse des populations arabes assises sur les ressources énergétiques et leur expropriation.

Par contre les attentats de la gare d'Attocha à Madrid n'ont pas provoqué l'effet conjugué par leurs commanditaires, au contraire les Espagnols avaient dénoncé l'outrance du zèle de leur premier ministre José Maria Aznar qui envoyait leur nation dans la chausse-trappe des aigrefins. L'attaque des transports londoniens, en 2005 n'a pas non plus abouti à la réaction escomptée par les sectaires.

Or, il ne fait aucun doute, la prise d'otages ciblait le principal exploitant du complexe gazier de

Tiguentourine, BP. Lady Olga Maitland, la présidente du Conseil d'affaires algéro-britannique (ABBC) a d'ailleurs, en réponse, averti qu'il fallait plus pour tromper la communauté britannique.

Le raid était donc un signal destiné tout bonnement au Royaume Uni et par conséquent lui signifiait ce qu'il encourrait comme « représailles » s'il s'entêtait de refuser à participer à la destruction du pays des mollahs – où son géant pétrolier a signé les plus grands contrats de son histoire. Le deal qui lie Londres et Tel Aviv n'est pas favorable aux sionistes. Les sujets de sa majesté britannique devraient ressentir sur leur poitrine le poids des croix que portent les Palestiniens.

Le Mossad ne lésine pas sur les moyens afin d'effacer le souvenir de la fin de la prédication des croisades signée par Richard Cœur-de-Lion. C'est sans doute dans cette même logique que le célèbre producteur et réalisateur hollywoodien arabe Moustapha Al-Akkad fut assassiné en Jordanie en pleine préparation d'un grand film sur Salah Eddine avec dans le rôle principal l'icône Sean Connery (anobli par la Reine). L'information divulguée par Wikileaks que c'étaient les services algériens qui avaient localisé la planque de Kadhafi, à Bani Walid, et livré l'information aux Britanniques, est un câble dans les cordes de l'Institution dans le but de leurer le MI-6.

L'entité sioniste est un greffon. Quoi que l'on fasse en « déprimant » la Palestine ou même la plus grande partie de la planète pour le maintenir en place, il finira par être rejeté, c'est inscrit dans le code de la vie. C'est juste le temps que durera son implantation qui suscite des dégâts substantiels à l'humanité tout-entière qui reste problématique : terrorisme, appât du profit illégal, darwinisme social...

En conclusion. Le Royaume-Uni ne doit pas perdre de vue que « la société algérienne est confrontée aux problèmes de santé, d'éducation, de chômage et des prix du lait et de la pomme de terre... » (2) en dépit des ressources naturelles du pays, otage d'un pouvoir qui y a institutionnalisé la corruption, monté des sociétés écrans, provoqué l'évasion des capitaux... La jeunesse est poussée à l'oisiveté mère de tous les vices. Elle renoue avec les mœurs de l'ère antéislamique (l'Islam est à (re)découvrir à travers la série produite par la chaîne Middle East Broadcasting Center (MBC) Omar Ibn al-Khatib – comme l'absence de Moustapha Al-Akkad se fait ressentir !). Seuls les laissés-pour-compte, les veuves responsables de familles ou les jeunes femmes livrées à elles-mêmes exercent encore les boulots pénibles, la cueillette dans les champs... Le peuple algérien ne retournera plus jamais au quotidien de l'avant octobre 1988. Le tribut payé a été lourd même s'il a échoué là où à moindre coût en vies, de fausses républiques ont réussi à se métamorphosé en d'authentiques démocraties. Le régime finira par tomber, quelque soit le temps que durera l'alibi à son maintien : la sécurité d'Israël. Tant que sur cette planète il y aura les immenses Günter Grass pour la rimer, l'humanité ne perdra pas son nord

Notes

1) Abed Charef: Transparences; rubrique Événement, Le Quotidien d'Oran, lundi 18 février 2008.  
2) Op. Cit.

## LA CHRONIQUE DU BLEDA



Paris : Akram Belkaïd

### Du pouvoir algérien et de sa non-communication

**P**our qui suit et essaie de comprendre les affaires algériennes, qu'elles soient politiques, économiques et bien entendu sécuritaires, il y a une réalité saisissante que s'est encore manifestée après l'attaque du site gazier de Tiguentourine le 16 janvier dernier. Le constat est simple : quand intervient un événement majeur, on ne sait jamais ce qui se passe exactement. Et, plus grave encore, il est presque certain que l'on ne saura jamais ce qui s'est vraiment passé. Telle est la règle générale dans ce pays où le terme transparence ne veut rien dire. Quelle que soit l'actualité, il y a toujours des versions contradictoires pour l'expliquer cela sans parler des zones d'ombres qui demeureront à jamais. Qu'elles soient sérieuses, fantaisistes ou « complotistes », les thèses, officielles ou officieuses, qui circulent et s'entremêlent ne font donc qu'ajouter au désordre ambiant. A ce jour, sait-on vraiment ce qui s'est passé lors de l'assassinat du président Bou迪亚 en juin 1992 ? Certainement pas. Que sait-on des drames des années 1990 ? Que sait-on des prises de décisions concernant les grands dossiers économiques (privatisations, dissolutions des entreprises locales, négociations avec le Fonds monétaire international,...) ? De l'affaire Khalifa, que tout le monde semble avoir oublié et qui a marqué dans leur chair nombre de personnes trop vite condamnées ? La réponse est simple : pas grand-chose. Les grandes lignes, peut-être mais guère plus et toujours avec cette oppressante sensation d'être constamment baladé pour ne pas dire manipulé.

L'Algérie est cousine de la Corée du Nord, de Cuba et d'autres pays autoritaristes où la vérité est une denrée rare. Quel est donc ce pays qui dispose d'un ministère de la communication, un archaïsme qui n'étonne personne ou presque, et où la moindre information rendue publique est tortueuse, toujours sujette à caution et rarement obtenue de manière aisée ? Des rumeurs, nous en ramassons à la pelle chaque jour ou presque. Pour les informations, recoupées, validées, ne souffrant d'aucun biais, il faut passer. C'est-là une marque de fabrique du système algérien. Une volonté délibérée d'entretenir le flou, de faire en sorte que rien ne soit sûr pour que, justement, tout soit rendu possible y compris l'impensable. Voilà un beau cas d'étude pour les experts en sciences de la communication : plusieurs vérités possibles ou probables pour mieux cacher la vérité et donc pour mieux s'en prémunir...

Prenons un exemple. D'où est venu le commando djihadiste qui a investi le site de BP-Statoil ? De Libye comme l'ont assuré - le plus souvent en off - plusieurs responsables algériens ? Ou alors du Mali comme l'a affirmé ensuite le Premier ministre ? Il est possible que ces versions divergentes ne soient rien d'autre que le résultat de la confusion générale qui a entouré cet événement dramatique depuis son début jusqu'à sa fin. Oui, mais

voilà. Nous sommes, journalistes ou simples observateurs, tellement programmés à lire entre les lignes que l'on se dit que cela a sûrement son importance et que cela trahit une que le pouvoir algérien souhaite cacher. Laquelle ? Allez savoir... Il suffit juste de se creuser les méninges pour trouver moult explications au fait qu'Abdelmalek Sellal a parlé du Mali plutôt que de la Libye. Idem pour les nationalités des assaillants. On commence par se demander s'il y avait des Canadiens ou pas mais, très vite et en raison de versions contradictoires qui circulent du côté d'Ot-tawa, on en arrive à s'auto-intoxiquer. De quoi faire oublier les questions basiques. Exemple, comment a-t-on pu déterminer la nationalité des membres du commando ?

Autre question, à propos, cette fois, de la guerre au Mali. Pourquoi donc est-ce par la bouche de Laurent Fabius, ministre français des Affaires étrangères, que les Algériens ont appris que les Rafales pouvaient emprunter l'espace aérien de leur pays ? Voulait-on leur cacher cette information, comme on tait de délicats secrets devant des enfants que l'on ne souhaite pas associer aux choses sérieuses ? Quel genre de raisonnement voulait-on faire naître dans la tête d'Algériens ? Ou alors, est-ce peut-être que personne n'a pensé qu'il était nécessaire d'informer le peuple de choses qui, pourtant, le concernent aussi. L'attaque de Tiguentourine est un épisode traumatisant. Des hommes ont perdu la vie. Leurs familles sont dans la douleur et l'effroi. De nombreux Algériens, sortis indemnes de ce cauchemar, vont devoir vivre avec un stress post-traumatique qui n'arrangera pas un quotidien déjà difficile. De même, cette prise d'otages meurtrière restera comme un grand moment d'humiliation. Humiliation parce que l'on pensait que les sites d'hydrocarbures étaient mieux protégés que cela. Humiliation parce qu'une chape de plomb a recouvert ces événements.

Parce qu'il a fallu s'informer ailleurs, via des canaux interlopes, certains étant plutôt enclins à désinformer ou à stigmatiser les Algériens. Etait-ce aussi difficile que cela que de mettre en place un dispositif d'urgence pour répondre à toutes les questions qui se sont posées ? Etait-ce aussi difficile que cela que de communiquer pour rassurer une population soudainement renvoyée au souvenir des années noires ? Etait-ce aussi difficile que cela que de respecter les inquiétudes - légitimes, on ne le répétera jamais assez - des gouvernements étrangers à propos du sort leurs ressortissants ? Hélas, le fait est que cette opacité est la marque de fabrique de l'Algérie officielle. Cela rend service à ses dirigeants qui s'entourent d'un halo de mystère pour ne jamais avoir à rendre des comptes à leur peuple et à la communauté internationale. Et qu'importe pour eux que cela permette à tout un chacun d'écrire tout et n'importe quoi à propos d'un pays qui, c'est certain, mérite bien mieux que son sort actuel.

# ANP : un symbole de souveraineté



PAR EL YAZID DIB

In amenas n'a pas livré tous ses secrets. De nombreuses vies ont été sauvées. La pression à la limite de l'acharnement est à observer. Pour quel motif? Avoir refusé sereinement de travailler sous tutelle. Loin des récentes péripéties vécues à In Amenas ; essayons de porter un regard intérieur sur la composante philosophique et managériale de cette institution.

## UN ACTE DE SOUVERAINETÉ, OUI DE SOUVERAINETÉ

Si tous les pays du monde, de surcroît ceux prétendant porter tout haut l'étendard des droits de l'Homme et de la liberté, disposent de tels services, sans pour autant crier à une quelconque entrave aux libertés fondamentales, pourquoi tient-on à denier à l'Algérie l'exercice élémentaire par ses services d'un droit naturel de sauvegarde et de prévention contre toute tentative nuisible étrangère? Ainsi tout service dédié à la sécurité nationale selon une définition universelle «s'investit dans l'exercice d'actions tendant à rechercher et à prévenir, sur le territoire de la République, les activités inspirées, engagées ou soutenues par des puissances nuisibles et de nature à menacer la sécurité du pays, et plus généralement, pour lutter contre ces activités». A ce titre, il s'exprime par un service de renseignement de sécurité disposant de pouvoirs de police judiciaire spécialisée. En plus de forces armées et d'intervention rapide le cas échéant. Le cas d'In Amenas en est un illustre exemple.

De nouvelles menaces de niveau stratégique apparaissent, telle la prolifération des armes nucléaires, bactériologiques, chimiques et balistiques, la grande criminalité organisée, le blanchiment d'argent, le financement des activités terroristes et leur soutien, la liaison connexe avec la drogue et les réseaux mafieux, l'immigration clandestine, les rapt, sont des créneaux potentiellement sérieux déjà pris en charge.

L'intérêt géopolitique, qui tend de plus en plus à gérer un monde par souci de domination, augmente au fur et à mesure que s'accroissent les convoitises stratégiques. Hier n'est pas aujourd'hui. La guerre pure et dure s'est rarifiée au profit d'une autre plus sournoise et fangeuse. Nonobstant quelques relents militaires encore en cours dans certaines régions, au nom d'une légitimité internationale trop controversée, la justification est loin d'être une conquête à un espace territorial. Les batailles des territoires étant révolues. D'autres cependant s'ouvrent au travers d'un droit universel étrié dont le seul mobile demeure la faculté juridique d'intervention et d'ingérence. La présomption de l'égalité des Etats ou de leur inviolabilité n'est devenue en fait qu'une disposition malléable et flexible selon l'humeur du puissant et la densité de sa persuasion. L'Irak, l'Afghanistan, la Libye et bientôt la Syrie, le Yémen et l'Iran sont les discours musclés liminaires à tout un plan d'hégémonie planétaire.

L'Algérie, apparaissant aux yeux du monde de par son héroïque histoire comme un symbole de la lutte pour l'autodétermination des peuples et de la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes, n'est pas indemne des tentatives de déstabilisation. Enfin cette affaire de prise d'otage vient confirmer l'exercice de la souveraineté entière de l'Algérie sur son territoire.

**Libérer tant d'otages, abattre tant de terroristes qui ont assassiné tant de personnes, n'est pas une équation difficile mais n'est-ce pas là un bilan professionnellement positif? C'est la résultante d'une expérience. D'une icône. D'un déterminisme. L'ANP**

## DES ACTIONS SALUTAIRES POUR SAUVER LA NATION

Le pays a adopté le multipartisme et la démocratie, après tant de péripéties sous un régime de parti unique. Mais assez vite, le changement démocratique s'est un peu disséminé et une cacophonie meurtrière a ravagé durant presque dix ans le fondement du corps social national. Les forces barbares, criminelles et antidémocratiques voulurent prendre par la force le pouvoir national. Ce qui n'allait pas sans faire occasionner des dégâts considérables tant sur le plan humain que matériel. L'armée, appelée à la rescousse, s'est vue, dans la morale constitutionnelle, obligée d'agir par des actions salutaires afin de sauver la nation d'un véritable désastre. Elle ne transcendait pas ses missions originelles dans le domaine politique, car depuis les événements d'octobre 1988, l'institution militaire s'est automatiquement et volontairement dessaisie de toute immixtion du genre dans la gestion des affaires du pays, se limitant à la noble prescription de protection du caractère républicain du pays et de la sauvegarde de la souveraineté nationale. Cette force militaire qui, au cours du siècle dernier, a mis à genoux la puissance coloniale et ses alliées outre-Atlantique avait pu spontanément et graduellement s'adapter à une situation à laquelle elle ne fut guère préparée non sans un bilan humain assez lourd.

Initialement armée populaire vouée à la libération, elle se transformera, avec doigté et dextérité vers la fin de la guerre de libération nationale, en une authentique armée de métier constituée de compétences, de corps d'élite et d'une solide expérience. De ce fait, et lorsque l'Etat s'est trouvé menacé dans ses fondements par les actes subversifs perpétrés par les groupes terroristes, l'ANP a été aux premières lignes de la lutte pour restaurer et maintenir la sécurité, la stabilité du pays et préserver la République et les institutions étatiques. Concomitamment, l'institution militaire a poursuivi dans un élan studieux la mise en œuvre du vaste programme de modernisation dans lequel elle s'est engagée pour répondre aux exigences de la défense nationale et être au diapason des armées modernes. Avant l'attaque des tours du World Trade Center, le 11 septembre 2001, la notion de terrorisme n'avait pas la même définition. Les grandes puissances, l'opinion officielle internationale en faisaient un menu fretin, croyant à un brin local de révolte ou de soubresauts fiévreux d'ordre politique interne. L'Algérie ne cessait de déployer par preuve et conviction le caractère transnational de ce fléau, ses capacités de nuisance, sa connexion directe avec le trafic de drogue et les stupéfiants et son aptitude à frapper à tout moment et en tout lieu. Ainsi, lors d'une conférence d'une instance des Nations unies tenue à Vienne en Autriche, en 1995, l'Algérie, en son nom et au nom des Etats arabes et africains, a introduit un projet de résolution voulant mettre une liaison franche entre le terrorisme et le trafic des psychotropes. Mais elle s'est heurtée au veto américain et britannique. Depuis, le monde a changé. Fortement.

L'apparition des foyers de tensions de par le monde a contraint la réticence des puissances mondiales à plus de mesures et de compréhension. Ainsi l'Algérie commençait, par le biais de son armée, à exporter l'expérience acquise dans la lutte antiterroriste et

l'ingénierie militaire et à contraindre à la réduction de ce potentiel criminel. L'affaire d'In Amenas a encore une fois authentifié la vérité algérienne.

## UN GRAND PAYS, DE GRANDS DÉFIS

L'Algérie est devenue, depuis l'indépendance du Sud Soudan, le 9 juillet 2011, le plus vaste pays d'Afrique de par la superficie. Il est le deuxième pays arabe le plus peuplé après l'Égypte et partage ses frontières avec sept pays voisins (Libye, Maroc, République sahraouie, Mauritanie, Mali, Niger et Tunisie). Cette immense territoire densifie davantage le rôle de l'armée algérienne à sécuriser l'ensemble du pays. C'est à juste titre, par-devant la réplique des menaces et l'implantation du terrorisme d'Al-Qaïda sur son aile Sud (le Sahel), qu'elle s'est mise dans la permanence d'une vigilance accrue. Objectif fondamental : la défense du pays contre toute atteinte à son intégrité territoriale. Ce qui allait accroître encore l'appréhension de cette menace, c'était assurément le conflit libyen. Les groupes de rebelles, dotés anarchiquement d'armes et de moyens de guerre, par la France, l'Italie et autres entités européennes, sont devenus pourvoyeurs de dangers. Le brouillard et l'anarchie qui sévit encore en ce pays constituent non seulement pour l'Algérie mais aussi pour les autres pays limitrophes, un risque permanent tant des armes de valeur destructrice circulent librement. L'Algérie, dans un passé récent, lors de la guerre des sables, eut à connaître un nuage menaçant. Sans la mobilisation de ses énergies alors naissantes, sans l'engagement inébranlable de son armée sur le quivive, le pays aurait connu quelques démêlés. La modernisation de l'armée projette une approche didactique de défense moins agressive, singularisée par une politique de défense et de sécurité du territoire. L'enjeu qui se greffe à cette approche reste confiné dans la manière de rallier le souci de la sécurisation interne, le besoin de s'affirmer en tant que force tranquille et le besoin d'ouverture vers un monde pluridisciplinaire, multipartisan et démocratique.

## L'APPUI À LA DÉMOCRATIE : UN PRINCIPE SACRO-SAIN

L'armée algérienne ne fait plus de politique. Ceci en éfaroucherait plus d'un qu'il n'en étonnerait. Eh oui, ceci est devenu une réalité tangible. Depuis son retrait des instances exécutives du parti du Front de libération nationale et à la lumière des nouvelles dispositions constitutionnelles, elle s'est mise au service de la nation en gardant avec beaucoup d'ardeur les compétences attributives conventionnelles que sont les siennes : la protection du pays. Même l'amalgame, créé par justement l'exercice de l'acte politique par certains acteurs en mal d'égérie, n'a pu l'attirer vers les méandres d'une ingérence dans la trame politique nationale. Gardienne, elle surveille le développement de la démocratie et fait en sorte qu'elle s'épanouisse. De nombreuses élections ont eu lieu, aucun mot d'ordre ne fut lancé par ses dirigeants. La liberté d'expression électorale est reconnue, sous le sceau de la confidentialité, à tout élément faisant partie de cette institution. Par définition, son effectif supérieur ou subalterne est déclaré légalement apolitique. En aucun cas, depuis l'instauration d'un climat politique ouvert aux charmes de la démocratie, l'institution mili-

taire avec tous ses démembrements n'a eu à faire d'intrusion dans les trajectoires d'ordre politique qui transcendent le pays. Bien au contraire, l'on a vu celle-ci inciter, par un silence actif et de non-ingérence, les forces nationales politiques, à plus de débats et de cadres concertationnels.

## UNE ENTITÉ RESPECTÉE, SAVAMMENT GÉRÉE

La défense totale et entière du pays reste une déclaration frontale, sans équivoque, soutenue par toutes les composantes militaires et paramilitaires d'une Algérie se voulant libre et souveraine. Composée des commandements des forces terrestres, navales et aériennes, ainsi que d'un état-major responsable de l'emploi et de la préparation des troupes au combat, l'institution s'organise selon un schéma général conforme aux normes des armées contemporaines. Le sommet de la hiérarchie militaire aboutit directement au chef de l'État, constitutionnellement chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale. La restructuration organique et la professionnalisation entamée ont fait de l'armée nationale populaire une entité respectée, savamment gérée. L'unité du commandement comme l'avait affirmé le premier ministre dans sa conférence de presse du 21 janvier courant est un atout majeur bloquant toute mauvaise supputation.

Les conflits régionaux ont eu certes des effets pervers sur la quiétude régnant jusqu'à un temps récent au niveau de nos frontières. Cependant, depuis le prélude de la guerre de Libye en février 2011, conflit dans lequel l'Otan est le principal belligérant, le statut géostratégique de l'Algérie demeure situé dans une notion aléatoire, voire menacé. Le bombardement des dépôts d'armes et de munitions de l'armée libyenne par les forces aériennes et navales de l'Otan et leur pillage par les rebelles dont des membres de l'organisation terroriste AQMI ont entraîné un accroissement comminatoire et pesant des armes conventionnelles en Libye et au Sahel. C'est toute la hardiesse des services de sécurité générale, entre police et gendarmerie, qui est mise en épreuve. Plusieurs tentatives d'introduction frauduleuse de ces armes furent avortées. Les services spécialisés ont la tête partout. Le cas du site gazier en est le dernier.

«La colonne terroriste» repérée, suivie et anéantie dans le sud récemment et dont avait parlé le premier ministre en est une autre. Ce sont ces services qui protègent, à leur corps défendant, et par la haute valeur expérimentale et pragmatique qui les anime, la sérénité du pays. Si avant cette mutation géopolitique régionale vécue par nos voisins, les frontières étaient quelque peu tranquilles, elles constituent, avec la survenance justement de ces derniers événements, l'objet d'un souci permanent. Les services y veillent comme on le fait pour le lait sur le feu. Un regard, une présence, une concentration en veille continue. L'Algérie se retrouve sans ambages, menacée de tous les flancs. Malgré ceci, l'ANP, forte de sa confiance, de l'élan de soutien du peuple ne croit pas aux miracles. Elle agit beaucoup et ne parle pas trop.

## SOUS UN CIEL VIGILANT, RASSURANT

Ainsi nonobstant les désarticulateurs de la cohésion sociale et les détracteurs haineux, les services ont toujours cet

œil vigilant, cette oreille attentive. La menace n'est pas exclusivement intérieure. A contrario de certaines voix dont la liaison est branchée sur l'onde nostalgique, semblable à celle de leur maître, l'appétence pour une autre espèce d'intervention en Algérie est aussi mise en alerte. La probabilité, voire l'effectivité de «la main de l'étranger» est prise par ces contradicteurs sur un ton ironique et insouciant. Ils en font une sorte d'hilarité et de dérision. Cette vérité que seule la postérité, un jour, pourra en effeuiller les épisodes est le plus souvent caricaturée, par ceux-là mêmes qui ont intérêt à ce qu'elle se fasse, qu'elle agisse, qu'elle vienne décomposer l'union nationale et altérer l'histoire et ses épopées. La sécurité extérieure du territoire, tel un rempart infranchissable de par la foi et l'engagement de ses acteurs, aurait été l'une des meilleures au monde pour avoir à temps opportun su déjouer le complot et l'aver-sion quettant le pays. Digne héritière du fameux MALG, la sécurité générale du territoire obéit aux principes constitutionnels de défense du pays, en tant qu'organe réflexif, préventif et informatif ; voire de formation spéciale professionnelle de l'armée, tout en adoptant un agencement structurel qui avait conduit à une adaptation de la doctrine militaire sur la sûreté sectorielle. La menace ainsi n'est pas sans rapport de pouvoir peser sur les infrastructures sensibles dans des domaines tels que la circulation des personnes et des biens, l'énergie, l'industrie, la santé ou la communication.

La paix, son maintien, la cohésion sociale et la sacralisation de l'intégrité territoriale demeurent l'objectif principal d'où se tire toute la puissance managériale de nos différents services de sécurité. La sécurisation de la vie citoyenne passe inévitablement par la présence puissante de services aussi puissants et forts.

L'Etat de droit est là justement par tous ses organes à garantir et à stabiliser la situation sécuritaire qui prévaut, nonobstant quelques poches d'insécurité par-ci par-là. Le travail est long et pénible. La sécurité comme enjeu et défi n'est-elle pas l'affaire de tous? Du monde et de ses structures internationales.

## L'ASSAUT ; UN MESSAGE CLAIR ET IMPORTANT

En dehors de ce bilan professionnellement positif, il existe un message des plus importants. Avec l'Algérie on ne badine plus. La négociation n'a pas de droits de cité dans des situations où un honneur est mis en défi. Comme la concertation actionnelle ou ce qui s'apparente à un « bon à tirer » signé de l'extérieur ne peut se consentir tout aussi facilement. La souveraineté est entière et totale, dans vie comme dans le drame. L'assaut à une seule signature. Algérienne. Ok ? Le message est l'on ne peut plus clair ; que quiconque qui aura dorénavant à prendre des otages sur le sol algérien, à l'extrême dénouement ; périra avec. Ainsi après des tergiversations et des comportements douteux ou parfois peureux de certaines capitales, considérant la valeur de la vie humaine comme sacrée, mais ne reculant pas devant le profit ; l'assaut des forces spéciales algériennes eut, après coup à leur donner résolution et détermination. Accueilli à son début avec «précaution» et «inquiétude» voire «inopportun» il s'est finalement avéré «être la réponse la mieux adaptée» et «un acte de courage». C'est eux qui le disent maintenant.

## Tiguentourine, prélude à l'incertitude

Dans une contribution que nous avons intitulée : « Algérie-Libye...de quoi donner encore du grain à moudre » et publiée par « Le Quotidien d'Oran » dans sa livraison du 11 septembre 2011, nous avons fait référence à deux analyses pertinentes de deux universitaires.



PAR FAROUK ZAHİ

Il s'agit de Mouloud Idir, politologue canadien d'origine algérienne et de Louisa Driss Ait Hamadouche, enseignante à la faculté des sciences politiques et de l'information d'Alger. Les deux contributeurs, le premier par une interview, la deuxième par un point de vue, ont été publiés par « El Watan » du 27 août 2011. Nous rappellerons, dans le propos, celle du premier nommé compte tenu de l'actualité de la scène nationale : « Comment analysez-vous la position algérienne qui tarde à reconnaître le CNT ? Et quelle place lui sera réservée dans ces bouleversements qui touchent la région ? » Celui-ci, réplique par nous citons : « Je vous rappelle qu'au sein de l'Union africaine (UA) et ce jusqu'à ces derniers jours, seuls le Sénégal et le Botswana ont reconnu le CNT. Dans le cas du Sénégal, le président Abdoulaye Wade lorgnait le soutien de Sarkozy pour tripatouiller la constitution pour se maintenir au pouvoir. Il lui a donc montré patte blanche. Je vous rappelle que même l'Afrique du Sud qui a pourtant appuyé la résolution 1973 du Conseil de sécurité suite à de grandes pressions de la Grande Bretagne et des Etats-Unis n'a cessé de dénoncer les embuches dressées par l'Otan devant les différentes formes de médiation politique initiées par l'UA. Pour tenir tête aux grandes puissances, il faut être crédible et irréprochable sur le plan interne. L'Algérie entrera dans les rangs, c'est une question de temps. Ce régime a trop à perdre, il a besoin de satisfaction de Paris ».

Le temps et les événements ont donné raison à Mouloud Idir ; l'espace aérien est présentement ouvert à l'armada aérienne occidentale. Mais encore, sommes-nous à l'abri d'une tentative de déstabilisation orchestrée, comme tout le monde le sait, par les islamistes menés par le Qatar et l'Arabie Saoudite ? L'essayiste franco-suisse et antisioniste notoire, Alain Soral rappelle, sans ambages, que l'Algérie sera la prochaine cible de l'Empire sioniste. La stratégie de stabilisation de « la junte militaire » est inéluctable. Ce régime atypique, doit disparaître tout comme ceux de Tunisie, d'Egypte et du Yémen, dit-il. Tarek Ramadan qui roule pour le Qatar et qui s'emploie à mobiliser autour de l'objectif les jeunes musulmans issus de l'émigration, ne réussira pas, cependant, auprès de la communauté franco algérienne pour la simple et bonne raison que si celle-ci est profondément musulmane, elle est autant nationaliste ; elle ne lui livrera pas l'Algérie. Nous appelons cette assertion de tous nos vœux.

Quand à Bessam Tahhan, intellectuel français d'origine syrienne, lui qui ne se fait aucune illusion sur les révolutionnaires syriens, mène beaucoup plus loin la réflexion sur l'intervention militaire française au Mali. La guerre menée au Mali, est une guerre énergétique. La France et ses alliés traditionnels du Pacte atlantique, voient d'un mauvais œil, la per-

cée économique de la Chine en terre africaine. Là, où les tréfonds de la terre regorgent de pétrole et où l'uranium affleure le sol, les anciennes puissances coloniales considèrent qu'elles ont un droit de préemption sur les richesses des pays anciennement subjugués. Ces mêmes puissances, s'opposent par tous moyens, à l'axe économique-stratégique constitué de Pékin, Moscou et Téhéran. L'embargo sur le pétrole iranien ne semble pas affecter le pays des Mollahs ; trouvant preneur en l'Empire du Milieu, il résiste crânement. Par ricochet, la Russie s'empiffre d'avantage en assurant à son pétrole un marché européen de plus en plus vorace. L'empressement de la France d'en découdre avec les bandes islamistes du Nord Mali, participe plus d'un marketing politique local qu'à l'externalisation du conflit. L'opinion française a vite compris que l'interventionnisme français à la solde du sionisme international, n'avait pas pour principal objectif la démocratisation « des sociétés arabes tyrannisées par leurs potentats », mais d'autres desseins inavoués. Le contrôle des richesses minières et leur mise sous scellées par la nébuleuse bancaire spéculative, sont le maître mot de la recolonisation. Le paradoxe a fait qu'aussi bien en Libye ou qu'en Syrie, actuellement, la France se trouve entraînée de soutenir les barbus. Et c'est là, l'une des belles œuvres de l'islamo-sionisme porté en bandoulière par BHL et Cheikh El Karadoui. Alain Soral, rappelle à l'Algérie qu'elle a déjà fait l'objet de menaces par le lilliputien qatari lors d'une réunion de la ligue arabe à Doha. Sarkozy, a prédit « l'Algérie » pour plus tard. C'est-à-dire, après la Syrie qui est encore sur le métier.

Que pensent les Maliens de cet imbroglio ? Non dupes, ils reprochent à travers leur presse, la position incompréhensible de l'Algérie au vu des menaces qui pèsent sur elle. Pour ce journaliste de Gao, réfugié à Bamako, l'attaque terroriste du complexe gazier d'In Amenas a assurément faussé tous les calculs des autorités algériennes « les Algériens ne s'attendaient sans doute pas à être inquiétés par les émirs du désert avec lesquels, selon plusieurs spécialistes du Sahel, ils auraient des deals. Ils leur ouvrieraient des couloirs de ravitaillement en armes, vivres et carburant, entre autres, à condition que les terroristes opèrent loin de leurs frontières, mais surtout qu'ils ne s'en prennent à certains intérêts stratégiques comme le pétrole et le gaz. » Aux yeux du journaliste, il n'est, en outre, un secret pour personne que « des officiers supérieurs algériens auraient des accointances avec des contrebandiers d'armes et de drogue qui ont fait du nord malien et du sud algérien un sanctuaire pour le terrorisme et le crime organisé ». ( El Watan du 22/01/2013)

Le mot est lâché « ...des officiers supérieurs algériens... ». Encore eux, après le « Qui tue qui ? », voici les généraux dealers. Et cela, ne peut être qu'un avis surinés en voix off. Alain Soral a bien parlé de junte militaire, et va jusqu'à dire qu'il ne prophétise pas en parlant de la prochaine déstabilisation de l'Algérie.

## Le Sahara n'est pas si désert



**Le Sahara est le plus grand désert du monde, mais il n'est pas aussi désert. On y croise notamment nombre d'anciens barbouzes de nombreuses nationalités.**



PAR ABED CHAREF

Le ministre de l'Energie, M. Youcef Yousofi, a exclu le recours à une aide étrangère pour assurer la sécurité des sites pétroliers au Sahara. Au lendemain de la sanglante prise d'otages de la semaine dernière à Tiguentourine, près d'In-Aménas, cette affirmation paraît bien dérisoire. Non seulement le mal est fait, avec des dégâts énormes, mais cette sanglante affaire a révélé d'étranges pratiques dans le domaine de la sécurité au Sahara. Première grande révélation, le Sahara algérien grouille d'anciens barbouzes, anciens membres de services spéciaux, de forces spéciales, de troupes de choc et d'unités d'élite provenant de nombreux pays étrangers. Employés par des entreprises de sécurité, dont quatre ont réussi à imposer leur forte présence dans le pays, ces spécialistes de l'action sillonnent le Sahara, utilisant leurs nombreux talents selon leur bon vouloir, après s'être reconvertis dans une activité très demandée dans les pays instables. Au détour d'un article de presse, on découvre qu'un ancien général figure dans l'effectif d'une de ces compagnies. Que fait un ancien patron du service action de la DGSE, les services spéciaux français, dans une entreprise au Sahara ? L'otage français mort dans la prise d'otages était, lui aussi, un ancien des forces spéciales.

Ces révélations ont quelque peu calmé les ardeurs des commentateurs et dirigeants occidentaux, fortement tentés, lors

de la prise d'otages d'In-Aménas, de mettre en cause le dispositif de sécurité mis en place autour des installations pétrolières, notamment celles où sont présents des techniciens étrangers ou celles directement gérées par des entreprises étrangères. Car critiquer le dispositif de sécurité revient à critiquer ces entreprises occidentales dites spécialisées, et considérées comme leaders dans leur domaine. Ce sont elles qui définissent les normes de sécurité, fixent les procédures, mettent en place les dispositifs et assurent un complément de formation au personnel en cas de nécessité. Elles sont supposées être performantes, connaissant leur boulot et appliquant les meilleures procédures. Autre élément important, elles sont supposées mettre en confiance les ressortissants occidentaux travaillant dans les champs gaziers ou pétroliers, à l'inverse des entreprises de sécurité algériennes, qui peuvent être infiltrées, ou faire preuve de négligence, quand elles ne sont pas tout simplement incompetentes.

Les autorités algériennes avaient accepté ces concessions dans le domaine de la sécurité dans les années 1990, quand les techniciens se faisaient rares dans les champs pétroliers, quand les ingénieurs hésitaient à travailler au Sahara, alors que la situation sécuritaire se dégradait au même rythme que la situation économique. Le pays était prêt à fermer les yeux sur certaines choses, offrant à ces spécialistes une marge de manœuvre importante pour rassurer les techniciens dont le pays avait besoin.

Depuis cette époque, la situation de l'Algérie s'est considérablement améliorée dans de nombreux domaines, y compris sécuritaire, mais le pays s'est installé dans un confort qui n'imposait plus les mêmes exigences. On a fini par laisser s'installer une certaine routine, avec la lassitude qui l'accompagne. La vigilance est retombée, les réflexes sont devenus moins rapi-

des, les réactions plus lentes et, pour tout dire, un nouveau climat s'est installé, dominé par la routine et l'insouciance.

Cela ne suffit pas pour autant à expliquer la prise d'otages de Tamanrasset. Car tout ce qui a été écrit sur les « défaillances » du dispositif de sécurité occulte deux éléments essentiels. D'une part, le terrorisme reste largement imparable. Quand il bénéficie des financements aussi importants, d'armements comme ceux de l'ancien arsenal de l'armée libyenne, quand les groupes terroristes disposent d'un fief inviolable, aussi immense que le nord du Mali, ils ne peuvent pas être contrôlés. Il est possible d'atténuer la portée de leur action, d'en réduire le rythme et l'intensité, de la circonscrire à certaines zones, à l'exclusion d'autres zones, mais il n'est pas possible de parler d'un risque zéro pour n'importe quel point du pays, comme il n'est pas possible d'en venir à bout sans en détruire les fondements.

D'autre part, le Sahara n'est pas un terrain découvert comme on le pense, mais il peut être aussi protecteur qu'une forêt pour celui qui sait en exploiter toutes les ressources. Certes, le Sahara ne peut pas abriter des groupes terroristes avec la même densité que les zones montagneuses ou boisées, mais il offre un refuge parfait pour des groupes qui savent s'y mouvoir, franchir des frontières impossibles à contrôler, et en exploiter les ressources, notamment en cohabitant avec les réseaux de contrebande et de trafic, et en se fondant parmi des populations habituées à des déplacements continus. Ce n'est pas un hasard si les éléments qui forment aujourd'hui Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), le MUJAO (Mouvement du Jihad en Afrique de l'Ouest) et le dernier, celui de Mokhtar Belmokhtar, auteur de la prise d'otages d'In-Aménas, ont une étonnante longévité, certains d'entre eux ayant réussi à survivre près de deux décennies.

## In Aménas : ce que valent les hommes ?

PAR ABDELKADER LEKLEK

Autant la surprise fut générale, et le monde entier démonté par la brusquerie et interloqué par la brutalité de l'événement. Autant, tout le monde voulait une issue rapide, voire empressée à la prise d'otages, qui se déroulait au complexe gazier de Tigantourine, près de In-Aménas. Toutefois, parmi toutes ces voix qui avaient fait chorus en même temps, aucune ne proposait un début de façon de faire, ni aucune méthodes, pour y parvenir. Des discours, des émotions à peine maîtrisées, des réactions à l'épidémique, à fleur de peau, nous furent servis. Mais au final, rien de concret, ni de réalisable. Il s'était agi de libérer des otages, des hommes et des femmes, des algériens et des étrangers, retenus par des terroristes, enfermés dans leur clôture dogmatique, et qui n'obéissaient qu'à leur propre logique. C'est-à-dire que la situation se présentait des plus délicates, puisqu'elle commandait de posséder plusieurs clés à la fois, pour pénétrer les convictions et les certitudes des terroristes, d'un côté. Et de l'autre préparer la logistique et la démarche à entreprendre pour libérer les otages, en minimisant autant que possible, les dégâts. La complexité des circonstances imposait un timing, que seuls peuvent contrôler, les spécialistes de la gestion des crises, en cas de prises d'otages. Et ils seront plus efficaces quand ils sont présents sur l'espace où se déroule l'événement. Donc toutes ces données pour être réunies et permettre à la stratégie adoptée, d'être opérationnelle, exigent un temps donné, souvent incompressible. Sans compter les aléas de dernières minutes, les contretemps, et les interférences inopinées. Et comme disent les perfectionnistes en matière de crise : souvent le diable est dans le détail.

Mais aussi inattendu, que paradoxal et même inouï, quand on connaît l'éloge qui nous est souvent fait de la sagesse asiatique. C'est d'être hébété quelques secondes, quand la réaction la moins contenue, et tout simplement, la plus furieuse, j'allais dire, la plus furax, vient de monsieur le premier ministre japonais. Celui-ci, la mine défaite, déclarant devant un parterre de journalistes, avoir abrégé sa visite dans des pays d'Asie, Viêt-Nam, Thaïlande et Philippines. Et pour paraître ferme et plus sérieux que ceux qui avaient les braises dans les mains, il leur annonce : "qu'il avait appelé son homologue algérien, pour lui demander d'arrêter immédiatement les opérations militaires". Au-delà du ton martial de cette déclaration, il est à se poser des questions sur cette attitude, pour le moins indélicate. Il est de notoriété publique internationale, que le Japon avait toujours sous-traité le traitement de prise d'otages où étaient retenus des japonais, à ses alliés étasuniens, et cela dure jusqu'à cette heure-ci. Et on dit aussi, que les japonais dans ce commerce, sont de bons payeurs. Alors pourquoi ce retournement ? L'ambassadeur algérien en poste à Tokyo avait été convoqué au ministère japonais des Affaires étrangères, le vendredi 18 janvier 2013, afin de s'expliquer sur les raisons de l'assaut à In Aménas. Bizarre, bizarre, comme dirait l'autre !! Pas pour tout le monde. Car monsieur Shinzo Abé, premier ministre nippon, depuis le 26 décembre 2012, au nom du parti libéral démocrate, nationaliste conservateur, par ces temps de crise dans son pays, a besoin d'une communication événementielle, pour faire passer les pilules acides qu'il veut faire avaler à ses concitoyens. Seulement en ce temps japonais de fébrilité politique, et quand l'économie tourne au ralenti, y aurait-il meilleur créneau que



l'exacerbation démesurée du sentiment patriotique ? D'ailleurs dans son dessein de promotion nationaliste du Japon, débarrassé de sa cuisante défaite, lors de la deuxième guerre mondiale, le premier ministre jouit du soutien sans faille, de l'extrême droite japonaise. Cette tendance milite depuis toujours, pour mettre fin à ce qu'elle qualifie de politique et de diplomatie japonaises de l'excuse. Les tenants de cette thèse, par d'aucuns qualifiée de révisionniste, veulent désormais que tous les japonais se sentent heureux de l'être. Monsieur Shinzo Abé, demeuré obsédé, par la débâcle de la deuxième guerre dont les conséquences avaient provoqué le déclassement dans l'humiliation de l'empire du soleil levant, rêve de réhabiliter l'image impériale et impérialiste d'antan. Et dans cette perspective pour le moins éculée, mais non moins vendeuse, car populiste, monsieur Shinzo, n'est pas à son premier relâchement.

Dès sa prise de pouvoir, il avait annoncé haut et fort ses intentions de va-t'en-guerre, à propos du désaccord sino-japonais, sur les îles Senkaku, que les deux pays revendiquent. Au lieu de privilégier le dialogue, le débat, voire même un arbitrage international, pour le règlement pacifique de ce différend. Monsieur Shinzo déclarait : "La Chine conteste le fait que ces îles soient partie intégrante du territoire japonais, alors que notre objectif est de mettre un terme à ses revendications injustifiées". Et depuis cette annonce, les deux pays organisent dans ces eaux des démonstrations de forces, et exhibent leurs capacités navales militaires, pour se passer des messages, en guise d'avertissements. Le monde a-t-il besoin d'une autre guerre ? Par ailleurs, le premier ministre nippon, n'arrête pas de remuer la vase entre son pays et la Corée du Nord. Déjà, en 2006 quand la république démocratique populaire de Corée, dernier régime absolutiste sur terre, avait procédé aux tirs de missiles balistiques de longue portée, il avait déclaré : "ce lancement sera considéré comme une violation par la Corée, de la déclaration de Pyongyang signée avec le ja-

pon", ce qui était légitime. Cependant dans la foulée de cette proclamation, il ajoutera : "que son cabinet étudiait très sérieusement l'éventualité d'une attaque contre la Corée du Nord". Dans sa monomanie à en vouloir à tous ses voisins, pour reconquérir un Japon ancestral impérial chimérique, comme essayent de nous l'imposer, nos salafistes avec leur utopie, il n'hésite pas à pratiquer le révisionnisme de l'histoire, sur l'une de ses pages les plus douloureuses.

Propos des femmes de réconfort, c'est-à-dire : ces femmes coréennes et chinoises contraintes à l'esclavage sexuel, et forcées à se prostituer pour les éléments de l'armée et de la marine impériales japonaises durant la deuxième guerre mondiale. Cet homme politique, classé parmi les faucons, avait durant son premier mandat de premier ministre du Japon, 2006/2007, dit qu'il n'y avait pas de preuves permettant d'établir que le Japon avait forcé des femmes à se prostituer pour l'armée impériale. Néanmoins la majorité des historiens confirment cette tragédie humaine et avance même le chiffre de 200 000 femmes, coréennes, chinoises et aussi néerlandaises, ayant subi cette humiliante dégradation. Il est vrai par ailleurs que le Japon vit depuis quelques années au dessus de ses moyens. Sa dette publique dépasserait les 200% de son produit intérieur brut. C'est vrai également que le Japon sort d'une grande catastrophe nucléaire, qui a amplifié sa crise économique. Mais tout cela autorise-t-il son premier ministre à s'ériger en donneur d'ordre, voire de leçons au reste du monde ? Il serait de notre part indécent et ignominieux de comparer des malheurs humains. Mais également, se taire devant tant d'arrogance et de démesure, serait intellectuellement malhonnête, indigne et pleutre. Les autorités japonaises, avec ou sans monsieur Shinzo Abé avaient, selon tous les observateurs, géré la crise de l'explosion de la centrale nucléaire de Fukushima, en mêlant dissimulations et contrevérités. Les experts qui avaient été mandatés par le gouvernement nippon, avaient déploré dans leur rapport

la mauvaise communication des autorités qui avaient tardé à révéler la gravité de la situation et à évacuer les zones touchées. Dans un entretien consultable sur la toile, entre le PDG, de la société Tepco, qui gère la centrale, monsieur Muto, et un responsable de la centrale, les dysfonctionnements et la désinvolture sont avérés, et d'une gravité frappante, donnant des sueurs froides.

Ce dernier demandait à son employé : "Que dit le manuel de gestion de crise au sujet de l'évacuation quand la cuve est endommagée ?" Et l'employé de répondre : "Désolé, je ne me souviens pas des directives d'évacuation". Ceci étant, et n'en déplaise à tous les apprentis sorciers, l'Algérie a le droit de gérer ses crises en toute souveraineté, en utilisant tous les moyens institutionnels, à leur tête, les unités de l'armée nationale populaire ; institution républicaine et constitutionnelle. Ceci n'exclut pas l'observation des usages diplomatiques en la matière, pour informer les partenaires quand ils ont un quelconque intérêt, dans le cadre de la réciprocité. En l'occurrence l'Algérie avait été le mercredi 16 janvier agressée sur son territoire par des terroristes lourdement armés. Et sans remonter à la théorie de violence légitime, développée, par Max Weber, la réponse des autorités algériennes était légitime, et avait été proportionnelle au degré de l'agression, ainsi qu'à la détermination des agresseurs. Et dans toutes les chancelleries, passé le temps de la panique et de l'effolement, tout le monde est revenu à la raison. Et aussi sans dresser un inventaire des déclarations, monsieur le secrétaire général de l'ONU, avait condamné les agresseurs.

Le président des Etats-Unis avait dit que : "la responsabilité de cette tragédie revient aux terroristes qui en sont à l'origine ; les Etats-Unis condamnent leurs actions de la façon la plus forte". Pareillement, le président de la république française avait proclamé : "nous n'avons pas encore tous les éléments mais, quand il y a une prise d'otages avec autant de personnes concernées et des terroristes aussi froidement dé-

terminés, prêts à assassiner, ce qu'ils ont fait de leurs otages, un pays comme l'Algérie a les réponses qui paraissent à mes yeux les plus adaptées car il ne pouvait y avoir de négociations". Quant à nous autres, une pareille prise d'otages avec 790 captifs, dont 134 étrangers, de 26 nationalités, l'une des plus importantes de toutes celles qu'a connu le monde contemporain. Il nous suffit, sans aucun chauvinisme, ni aucun patriotisme primaire, et loin de tout unanimité béat, que les algériens aient été en phase et en harmonie avec tout ce qui avait été entrepris, par tous les services de sécurité, pour le dénouement de cette tragique agression.

Bien sûr qu'il y avait eu mort d'homme, pour tous, regrettable. Cependant pouvait-on faire autrement ? Pour nous, dans l'absolu, la vie d'un homme vaut celle d'un autre, abstraction faite de toutes les autres considérations, et encore plus de sa nationalité. Alors les gesticulations et les contorsions qui n'apportent que de l'angoisse et de l'anxiété à l'humanité, ne peuvent que produire de l'inimitié entre les hommes. Les hommes et les femmes ne valent que par leurs actions, et toutes les autres références ne seraient que de la littérature, pure langue de bois. Ainsi, que ceux qui par un travail de sappe surnois, en employant la théorie du nivellement par le bas, veulent inverser la marche du temps, mette de l'eau et en bonne quantité, qui dans son vin, qui dans son saké. Et qu'ils sachent, que le temps du qui tue qui ? Et celui des services de sécurité et les terroristes, c'est la même chose, est définitivement révolu. Ce seront comme par le passé, les analyses avec le recul nécessaire, et les évaluations à froid de ce qui s'est réellement passé à Tigantourine, In Aménas. Avec les outils des professionnels et ceux des experts, qui récuseront les politiciens et leurs discours. Enfin dommage pour certains de ces chahuteurs, qui ne peuvent accéder au parler populaire algérien. Car ce que balancent nos jeunes sur les réseaux sociaux qu'offre Internet, leur sera très bénéfique, pour comprendre, ce que valent réellement les hommes.

# Serait-ce le retour du colonial ?

PAR KAMAL GUERROUA\*

Cet article aurait dû avoir pour titre la bérézina française ou la cacophonie algérienne. Cependant, une fois la lecture du dernier événement-choc ayant secoué l'Algérie est faite, sa dimension a presque changé d'épure et de contours. A dire vrai, si François Hollande croit résoudre la crise du Mali en une semaine, on serait en droit de dire à priori qu'il se trompe lourdement et s'il compte s'y installer à terme, le conflit subsaharien va certainement prendre de la durée et on pourrait bien alors affirmer sans crainte d'être contredits que cela serait une bérézina française. Cela est d'autant plus probable que ce conflit de basse intensité ou cette guerre «asymétrique» (État contre groupuscules djihadistes éparpillés) comme diraient certains spécialistes risquerait bien d'embraser toute la région. Une question s'impose alors : la France qui sort symboliquement affaiblie de son aventure en Somalie face aux Djihadistes de Shebab serait-elle prête à «un remake» de l'échec ou s'appuierait-elle dans un avenir proche sur l'expérience de «l'oncle Sam» qui a cru dépecer les Talibans et Ben Laden en un an et puis s'est embourbé dans les contreforts de Tora Bora pendant toute une décennie? En effet, depuis le coup d'État militaire de 22 mars 2012 d'Amadou Sango ayant servi d'alibi et de prélude à la conquête par AQMI et ses filiales des deux tiers nord du Mali dont les nouveaux putschistes se réclament les uniques libérateurs, la tension au Sahel ne cesse de s'accroître à un rythme effréné. Pour cause, le décentrage géostratégique subtil et tactique des islamistes d'Al-Qaïda au Maghreb en 2007 a coïncidé avec le retour de l'Algérie sur la scène internationale et l'éclipse de l'Égypte en tant que puissance régionale dont le poids politique sur l'échelle internationale a nettement diminué pendant les dernières années du règne du Moubarak et lors du chaos post-révolutionnaire qui s'en est suivi. Les américains, les français et l'ensemble des puissances occidentales s'en sont rendu compte. C'est pourquoi, ils misent fort sur l'Algérie comme «puissance pivotale» dans cette nouvelle distribution des rôles. Mais pourquoi exactement l'Algérie? Tout d'abord, du point de vue géographique, celle-ci est le cœur palpant de 7 pays limitrophes (le Mali, le Niger, le Maroc, la Maurétanie, le Polisario, la Tunisie et la Libye) ; c'est-à-dire qu'elle est en termes anodins l'espace-tampon entre la Méditerranée et le Sahel. Militairement puissante, elle est à même de freiner et de coordonner le cas échéant les flux des migrants clandestins provenant du Sahel (l'Afrique noire). Deuxième point et non des moindres, pays économiquement assez émergent dont la rente énergétique est un atout aux mains de la nomenclature dirigeante, l'Algérie en profite pour s'imposer dans ses négociations avec les pays du nord (elle est le principal fournisseur d'Europe en gaz). Sur un autre aspect, l'expérience de la lutte antiterroriste acquise au prix d'une décennie de guerre civile atroce (1992-2000) lui a conféré le statut d'État autoritaire «instrumental» dans le cadre de ce que l'on appelle communément «le processus de normalisation autoritaire» auquel se livrent les occidentaux sur l'échiquier régional et un rôle de premier plan dans le monde de l'après 11 septembre 2001.

Tous ces facteurs ajoutés à la coopération économique englobant les multinationales implantées dans le grand Sud ainsi que le funeste projet à visée néocoloniale de la «Francalgie» rend inévitablement notre pays une proie facile d'enjeux géostratégiques globaux. Ce à quoi, rappelons-le bien ici, même une transition démocratique sérieuse ne pourrait malheureusement échapper à moins qu'il y ait un véritable «tsunami révolutionnaire» que sous-tend une refondation structu-

«Le vrai politique, c'est celui qui sait garder son idéal tout en perdant ses illusions».  
John Kennedy,  
président américain  
(1917-1963)



relle et de la société politique et de la société civile. Autrement dit, l'Algérie est une plaque tournante, un enjeu et une zone d'influence au Maghreb et en Afrique du Nord dont les occidentaux ne seraient pas prêts à lâcher du lest. Par ailleurs, sur le plan international, il y a lieu de signaler en effet que parmi les 60 engagements sur la base desquels François Hollande a été élu président à l'Élysée, on remarque bien la promesse d'abroger «la Françafrique» ; cette politique de dérives et de malversations politiques entre le gouvernement de l'ancienne puissance coloniale (la France s'entend) et les pays décolonisés (centre-périphérie). Ce que le président français aurait d'ailleurs confirmé dans sa déclaration à Dakar lors de son dernier voyage en mois d'octobre «le temps de la Françafrique est révolu» lâche-t-il catégorique. En effet, le chercheur américain Herman Lebovics parle à ce propos dans son ouvrage «Bringing back empire» de culture coloniale, c'est-à-dire, d'une certaine idéologie hégémonique propagée par l'Occident colonisateur afin de mieux écraser les «petits» États. C'est également l'idée d'un idéal colonial qui fait brusquement fureur au moment de crises majeures sous la forme d'une contre-offensive politique facilitant le retour de l'Empire (retour du refoulé colonialiste). Ce phénomène de culture coloniale est à titre d'exemple typique sous la France de la V République et sous le Royaume britannique vers les pays du Commonwealth.

Ainsi Lebovics parle-t-il pour étayer ses dires de «la corruption des démocraties» occidentales. C'est malheureux ! Car, à bien y regarder, l'anticolonialisme postcolonial n'a pas été suivi d'un mouvement de structuration sociale dès lors qu'il s'est confiné à la fortification d'États répressifs, autoritaires et anti-démocratiques. Le déséquilibre étant là présent. L'omerta observée par le régime algérien durant ce feuilleton d'horreur au sud et le manque flagrant de communication ayant plongé le citoyen lambda dans le désarroi total font écho en parallèle à ces réactions mitigées, inconstantes et au mépris cynique des capitales occidentales (Washington et Londres notamment) qui, au départ ont émis des soupçons sur les circonstances du déroulement de l'assaut militaire expéditif, non réfléchi et non négocié à ce qu'il paraît à leurs yeux. D'aucuns, au nom d'une certaine puissance planétaire, sont allés loin en s'immisçant des

détails de l'assaut, de l'ordre et du contre-ordre puis ont fini par suggérer à l'Algérie la coopération et l'entraide. Qu'il soit clair, la vie d'un otage étranger vaut autant que celle de son collègue algérien. Cette théorie occidentale jouant sur un registre préférentiel des vies humaines n'a pas lieu d'être. De même l'ingérence des européens dans un domaine qui n'est pas, strictement parlant, de leur ressort est une grave atteinte à la souveraineté de l'Algérie. L'armée algérienne est une institution indépendante et c'est à elle seule de gérer la crise sur le terrain et qu'appartient la décision relative au sort des otages dans la droite ligne de la défense de vies humaines en danger que garantit la législation internationale en vigueur.

Sur une autre perspective, il est digne de rappeler qu'avec cette intervention au Mali force nous est de constater que le président Hollande n'a fait qu'aller sur le sillage de son prédécesseur Sarkozy qui aurait déclaré la guerre contre El-Gueddafi. Néanmoins, il y a un vice de forme dans la démarche de Hollande qui a, par précipitation sans doute, déclaré la guerre à des groupuscules islamistes éparpillés (Ansar-eddine, Mujao et AQMI) et non à des milices constitués en tant qu'État reconnu (la Libye d'El-Gueddafi), ce qui donne plus de poids symbolique à Al-Qaïda et à sa filiale terroriste AQMI qui vont sans doute se nationaliser après s'être auparavant internationalisés. En plus, la campagne de Sarkozy contre El Gueddafi a été soutenue matériellement et logistiquement par l'O.T.A.N alors que Hollande est allé en chef de guerre solitaire prêcher «la souveraineté» et «l'unité» du Mali sans qu'il fût sûr de l'appui logistique de ses alliés traditionnels (États Unis, Angleterre, et l'O.T.A.N). Certes, Hollande bénéficie du consentement de la C.E.D.E.A.O (communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest) mais cela reste insuffisant sur le terrain car ce sont généralement des pays pauvres sans assise militaire forte. En conséquence, à défaut d'alliés circonstanciels, la France s'est vu contrainte de compter sur le voisin de Mali, en l'occurrence l'Algérie. Pressée de toutes parts, celle-ci a cédé en lui octroyant le droit de survoler son espace aérien. Une première dans les annales politiques algériennes! Le dernier voyage du président français a sans l'ombre d'un doute été exploité à cet effet. En vérité, une telle décision aurait dû être

discutée longuement au préalable et l'élite du pays devait y être associée. Dans le pire des cas, un président de la république sous d'autres cieux, en tant que garant de la souveraineté et des intérêts de la collectivité nationale prononcerait un discours solennel à la nation où il expliquerait les enjeux, les intentions et surtout le mobile de son acte au peuple. S'impliquer ou s'engager directement ou indirectement dans une guerre régionale quelconque, aussi futile soit-elle, sans se référer à l'autorité populaire est une grave erreur de calcul politique. Dans la foulée, la menace terroriste qui pèse depuis toujours sur l'Algérie, bien que présente en force par le passé, y a trouvé un subterfuge supplémentaire. Probablement, la dernière prise d'otages digne des polars américains à In Amenas est une émanation directe. Outre les retombées financières désastreuses sur l'exploitation et l'exportation des hydrocarbures, il y a toute l'image de l'Algérie qui sera remise en cause (tourisme, degré de sécurité, attraction d'investissements) vu qu'elle sera replacée et recadrée dans la case «des pays à risques». Un autre point important aussi: en dépit de l'héroïque assaut des unités de l'armée nationale populaire (A.N.P), un vrai exploit à vrai dire, des zones d'ombres demeurent persistantes.

Hélas, le black-out est devenu chez nous à force du temps et au grand dam de la plèbe, une seconde coutume sacralisée après la corruption. Aux grandes heures du doute et de l'incertitude, nos responsables font profil bas, les arcanes du pouvoir déjà sombres se transforment subitement en bunkers hermétiques et en coulisses infranchissables. Dans ce climat propice aux rumeurs et à la propagande de tout acabit (maladie réelle ou supposée du président, lutte de clans, scandales financiers.etc) les médias lourds s'accrochent à diffuser l'accessoire et le folklorique au détriment de l'information essentielle qui touche le vif des préoccupations du citoyen. Ce dernier, via les tubes cathodiques (paraboles) cherche ailleurs ce qu'il aurait pu trouver chez lui. C'est une évidence, notre pays, à défaut de compétitivité médiatique et surtout en raison de l'inefficacité du circuit officiel de communication se donne corps et âme aux flots d'informations manipulées provenant de l'extra-muros. Quant à l'analyse du «pourquoi» de ce qui s'est passé à

In Amenas, il est utile de rappeler en ce point qu'au Sud algérien, le retrait de l'armée de la sécurisation des sites pétroliers depuis quelques années a créé une véritable zizanie. Les sociétés de gardiennage privées ne sont pas, me semble-t-il, à même de garantir une meilleure performance de protection. Il paraît bien clair que la réalité sociologique du pays échappe là encore aux hautes sphères dirigeantes sinon comment explique-t-on et en cela mon interrogation d'évidence légitime rejoint à coup sûr celle de la majorité de mes compatriotes, une attaque aussi planifiée qu'orchestrée sur l'un des sites pétroliers les mieux sécurisés du pays? Et puis pourquoi ce genre d'attaque n'a pas eu lieu durant la décennie noire par exemple, période où la déliquescence de l'État algérien a atteint son point le plus paroxystique sachant au passage que c'est au sud qu'a commencé la première attaque terroriste (le massacre de la caserne de Guemar en 1991 et qu'un attentat monstrueux a visé l'un des terminaux de l'aéroport international d'Alger en 1992. Y-a-t-il vraiment un relâchement de la part des services de sécurité, une fuite d'informations, un complot ?

Il est judicieux de conclure en disant que l'Algérie d'aujourd'hui qui compte une population de plus de 35 millions d'habitants dont les trois quarts sont des jeunes a besoin de se voir en miroir et de se connaître. En plus de cette jeunesse aussi prometteuse que résistante, il y a aussi des femmes combattives face au machisme et les séquelles de la famille patriarcale, nos pères et mères qui sont notre unique fierté parce qu'ils nous ont libéré des affres de l'obscurantisme colonial, il y a aussi, ne l'oublions jamais, la mémoire de nos martyrs qui nous offrent le plus valeureux d'eux-mêmes «leur vie». Cette Algérie-là certes enfantée dans la douleur mais debout comme un seul homme a plus que jamais besoin qu'on lui rende des comptes tous sans exception aucune. Cette Algérie-là manque de consensus national sur la base du dialogue, de la transparence et surtout de la crédibilité, ce qui fait souffrir ses femmes et ses hommes qui en sont épris. C'est pourquoi, le temps du maquillage des réalités et du badigeonnage des mensonges est révolu. Pour qu'un pays se construise sur de bonnes assises, il n'a qu'à compter sur lui-même. Ce que l'Algérie a fait par le passé et c'est ce qu'elle attend que nous fassions, nous tous.

\*Universitaire.

# La diplomatie de la gâchette

**Le Mali est en guerre depuis le 11 janvier dernier et déjà les beaux discours fusent de partout, surtout de la part de la France qui au départ «rassure» tout le monde qu'elle (la France) n'a pas pour vocation de rester au Mali, qu'elle (la France) est intervenue pour stopper le terrorisme, que le souci de la France réside dans la sécurité des otages français entre les mains des terroristes.**

PAR BACHIR BEN NADJI

Et j'en passe. Du président Hollande, à son Premier ministre, à son ministre des Affaires étrangères, à son ministre de la Défense, même le ministre de l'intérieur et tout le monde politique français s'y met et chacun «chanter» la chanson.

Ni l'Afrique, ni les africains, ni les maliens eux-mêmes, ni le voisinage n'a eu de voix devant la France qui s'est empressée de «frapper» les terroristes et de parler. Pour dire quoi ? Hé bien, pardi, justifier l'intervention militaire, lui donner un nom de guerre et ensuite...parler et parler...à ne pas en finir.

Figurez-vous qu'il y a près d'un mois, François Hollande, le président français ne tenant pas ce langage de «guerrier». Souvenez-vous, il est allé avec la diplomatie lors de la conférence de presse animée à Tlemcen le 20 Décembre dernier, il n'avait parlé que de l'ONU et de ce que décidera l'ONU pour le Mali. Il avait même cité et soutenu la sagesse et l'expérience du Président Bouteflika à propos du dossier malien. Et là, il nous surprend par un discours qui n'a rien à voir avec l'ONU laquelle n'a autorisé quiconque à déclarer la guerre, du moins pour l'intervention française présente.

Tout le monde pensait que la France s'est alignée sur la solution politique, elle qui a dès le départ, tout fait pour aller en guerre et se mettre en travers des efforts de l'Algérie qui militait pour un dialogue inter-malien. Souvenez-vous du document présenté à l'Onu par la France. Et là, hop on ramène des avions, on attaque par la voie des airs et puis quelques jours après c'est l'affaire de l'infanterie mécanisée et ensuite on verra. La capacité de mobilisation de la France a été on ne peut mieux fulgurante, direct on appuie sur la gâchette et on attend les troupes... africaines qui se mêleront au reste de la soldatesque pour vaincre le terrorisme et non pas pour que le Mali recouvre son autorité sur l'ensemble de son territoire. Quels beaux discours !

Hé bien la France restera égale à elle-même, elle tire et puis elle parle. François Hollande fait montre de ne pas se mêler des affaires africaines et à contrario attaque. Il veut à tout prix mobiliser les opinions chez lui, mobiliser les moyens logistiques des pays alliés, ramener l'argent là où il se trouve, suivez mon regard, je ne vise personne. Il a fait un déplacement éclair à Qatar pour demander à ce que l'on finance sa guerre contre le terrorisme, quel beau discours !

Avant lui, les Américains ont envahi l'Afghanistan, ont occupé l'Irak et ont «pondu» d'aussi beaux discours. Et à la fin c'est dans des borborygmes qu'ils se sont retrouvés, créant misères et dommages sur l'homme et ses biens. Ces deux pays n'en finissent pas de payer la facture de l'ingérence dans leurs affaires. Et tout cela pour lutter contre le terrorisme.

La France ne veut pas la guerre. Hé bien révisons l'histoire. Depuis quand la France a-t-elle cessé de s'ingérer dans les affaires des autres. Les guerres coloniales ont certes connu un répit. Seulement. Mais le gendarme continue à veiller sur ses intérêts. Les discours viennent après pour «endormir» ceux qui risquent de dénoncer. Il est vrai que nous ne sommes plus au dix-neuvième siècle ni au vingtième où l'impérialisme dominait ouvertement, mais maintenant au 21ème siècle on intervient et puis on parle quitte à se contredire.

Je parie tout ce que vous voulez qu'à ce rythme, la guerre au Mali ne se terminera pas avant la fin du mandat de M. François Hollande, sauf si...



L'objectif de cette intervention est tout autre. La France aurait pu agir autrement dans cette affaire. Elle aurait pu renforcer les moyens de l'armée malienne au lieu d'agir à sa place. Elle aurait pu mettre les parties en conflit autour d'une même table et leur permettre de s'attaquer à leur ennemi commun. Hé bien non ! La France a tiré la première, mettant en danger les populations civiles maliennes, et aggravé les menaces sur le voisinage du Mali, car ni l'Algérie, ni la Mauritanie, ni le Niger, ni le Burkina Faso, ni le reste des pays du Sahel et au-delà ne veulent d'un conflit armé à leur frontières, ce qui ne fera que fragiliser davantage les plus faibles, lesquels ont un souci de développement et non un souci d'armement et de dépenses qui ne serviront à rien.

Finalité. Tout récemment, le président français a qualifié l'intervention de son armée «d'urgente, légitime, légale, bénéficiant du soutien de la communauté internationale». Qui le croirait, même pas les français eux-mêmes. Il va jusqu'à justifier «son coup» par nécessité (de service ou quoi ?). Selon lui, si la France n'aurait pas agi, le Mali «aurait été entièrement conquis». Et là, qui est le conquérant ??? Et d'ajouter que la France «n'a aucun intérêt au Mali, ni politique, ni économique». Quel beau discours !

Et voyez comment les discours évoluent ! Plusieurs jours après, le même François Hollande, président de la république française, dira à la face du monde que «la France restera au Mali le temps nécessaire pour que le terrorisme soit vaincu». S'agissant du terrorisme, d'autres l'ont dit avant lui en Irak et en Afghanistan, quitte à me répéter.

Ce qu'il faut savoir c'est que les armées françaises sont stationnées dans plusieurs pays africains, dans les anciennes colonies notamment. Et là ou est l'intérêt de la France, ni politique, ni économique ? Militaire peut-être je dirais ! Oui militaire et seulement militaire. Si les intentions de la France sont sincères, que son pouvoir commence par les démanteler et laisser les peuples africains face à leur destin. Mais là, n'est pas la question, la France ne quittera pas l'Afrique même si «la Françafrique» disparaîtra !

Les jours qui viennent nous montreront les dégâts de cette guerre au Mali voisin, laquelle va s'allonger au fil des semaines et des mois et la France n'aura rien à perdre, le conflit se situe en terre africaine. Il y aura toujours de beaux discours à déclamer et des intentions ? Bonnes ou mauvaises, on verra !!!

Avec la guerre au Mali nous avons vu et nous verrons encore et encore. Et nul ne peut oublier

ce qui s'est produit à In Amenas et à Tiguentourine, en terre algérienne !

Voilà ou nous a mené la précipitation de la France à intervenir au Mali. Hé bien moins d'une semaine après les frappes aériennes françaises et l'engagement au sol des soldats français, des terroristes, ont comme par enchantement, attaqué In Amenas pour faire un coup d'éclat et peut-être entraîner l'Algérie dans cette guerre qu'elle n'en veut pas.

Le résultat est là : Les membres de l'internationale terroriste ont attentés à des vies humaines de citoyens algériens et étrangers dont le tort est d'être à cet endroit en ce moment précis.

Ils se sont attaqués à des installations industrielles de haut niveau, stratégiques et économiques appartenant au peuple algérien, sous le fallacieux prétexte de l'intervention française au Mali. La facture n'en sera que plus lourde pour l'Algérie qui n'avait pas besoin de plus de morts et de plus de pertes économiques. L'Algérie ne cherchait pas aussi à être au devant de la scène en pareille circonstance et faire la «Une» des journaux du monde entier, des chaînes de télévision amies et ennemies, ni être citée par de prétendus commentateurs en mal de publicité. Comment pourrait-on qualifier le tort subi par l'Algérie à cause de ce qui se passe ailleurs. A combien peut-on estimer les dégâts fait à l'image de l'Algérie.

Il faut dire qu'aucun discours ne pourra «panser» les pertes occasionnées en l'espace de quelques jours, alors que notre pays avait mis près d'une décennie à oublier la période sanglante dite «décennie rouge» et les malheurs vécus par le peuple algérien du fait du terrorisme qui a mis en danger la stabilité de tout le pays.

Aucune belle parole, aucun discours ne remplaceront les pertes en vies humaines et aucune raison ne sera admise quant à la sécurité des algériens ou de ceux qui y vivent tranquillement. Nous avons vu ce qui s'est passé ces jours derniers et nous verrons ce que nous réserveront les jours à venir. Trêve de discours, il faut que la guerre cesse, il faut lutter tout autrement contre le terrorisme et ceux qui l'alimentent, ceux qui fournissent armes et finances, ceux qui l'encouragent et recrutent des hommes parfois pour un bout de pain ou...une «parcelle» au paradis. Les commanditaires d'hier et d'aujourd'hui doivent payer le prix de leur ignominie et les ennemis doivent être dénoncés.

Le résultat final est là, il faut faire avec. Trêve de belles paroles, les peuples ne mangent pas les discours. Il faut agir !

# Le mal malien et les mauvais esprits

**Des dirigeants africains, notamment ceux en face d'un dilemme lié à leur avenir politique, utilisent des gris-gris et consultent des astrologues, d'outre-mer, au lieu d'affronter les réalités ainsi que les enjeux et défis actuels et à venir dans un monde en pleine ébullition.**

PAR ALI BRAHIMI

Chez-nous, les gens inquiets et ceux qui ont quelques choses à se reprocher, préfèrent visiter les Zaouïas afin de s'apaiser et d'implorer le maître des lieux (El gheith : le secours) du genre esprit est-tu là, pour qu'il daigne les protéger du mauvais œil et les exorciser des jeteurs de sort (sahera) et des envieux (Houssada).

Cela nous ramène au mal malien, victime d'un mauvais sort, en train d'enfiévrer les pays de l'ex AOF et AFN (Afrique occidentale et Afrique du Nord) s'inscrivant tous dans la stratégie des gouvernants successifs de l'ex France coloniale et néocoloniale qui, depuis l'alignement de l'ex président de droite, M. Nicolas Sarkozy, aux côtés de l'ex président des USA et des ultra conservateurs enfiévrés eux aussi, s'est relativement éclipsé de la scène africaine du fait qu'il rêvassait à une certaine idée de grandeur méditerranéenne.

En revanche, l'actuel président Français préfère plutôt la stratégie réaliste et diffuse, genre finaud, issue de son maître à penser M. François Mitterrand (marié à une Algérienne juive de Tlemcen) qui, à chaque fois qu'il vient en Algérie pour se ressourcer, aimait voir les vestiges de l'empire romain dont Tipaza (Mitidja) qui a fait tourner la tête voire ensorceler tant «d'étrangers» dont le prix Nobel de littérature le défunt Albert Camus, natif d'Algérie, qui cherchait deux pays qu'il n'a jamais trouvés, ainsi que Césarée, l'ancienne capitale de Juba II roi numido-romain, qui a inspiré plusieurs écrivains et historiens nostalgiques de la période coloniale de 1830 à 1962 voire après.

Manifestement, la France gauchiste actuelle affiche sa détermination, face aux enjeux et défis de la rive Sud de la méditerranée, afin qu'elle puisse sauvegarder sa place en Afrique et subséquemment ragailardir la coopération Franco Africaine dans un monde aux inégalités criardes et des échanges commerciaux et financiers déséquilibrés voire injustes (1). Au fait, possède-elle les moyens de sa politique d'interventionnisme en Afrique ?

A l'évidence, depuis la chute du mur de Berlin et l'essor fulgurant de la stratégie géopolitique et financière de la Chine et relativement la Russie, certains pays Africains se sont laisser aller

tantôt à gauche tantôt à droite alors qu'ils sont bel et bien sous la coupe des occidentaux notamment la France qui a, sans ambages, récemment apposé sa résolution, via le conflit Malien, à l'encontre de certains dirigeants Africains, spécialement ceux qui ont quelques choses à cacher par rapport à leur passé, de se soumettre une fois pour toutes aux nouvelles configurations géopolitiques avant qu'il ne soit trop tard. Un casse-tête pour les gouvernants Africains, ainsi que ceux des USA, France, Grande Bretagne..., qui ne savent pas où donner leurs têtes. Alors que faire ? Chacun pour soi et Dieu pour tous. Comme depuis toujours !

Les récents événements au Mali et proportionnellement en Algérie, vont avoir des impacts et conséquences incalculables à l'échelle des pays de l'ex AOF et AFN voire ailleurs.

En ce qui concerne l'Algérie, lâchement attaquée, la semaine passée, par un nombre indéterminé de terroristes qui ont ciblé l'un de nos sites gaziers, la réplique instantanée et fulgurante des troupes aéroportées et terrestres, de l'ANP, a mis un terme à cette incursion de nuit (Le temps préféré du mauvais esprit terroriste), qui n'a pas encore montré tous ses dessous internes et externes. Chez-nous, on dit : Le temps est dévoilant : (El ouakt kechaf). En attendant, pour combattre ce genre de terrorisme bourlinguant dans l'immensité du Sahara qui est plein de mauvais esprits, il est manifeste d'avoir plus de moyens sécuritaires adéquats. Et surtout assainir la situation interne, dans tous les domaines et notamment celui politique de quelques chefs de partis politiques en train d'intimider ceux qui s'opposent à leur manière de conduire les affaires des partis. Sont-ils vraiment conscients des conséquences sur l'état d'esprit de la population déjà désenchantée et angoissée de surcroît ?

A ce propos, chez-nous et ailleurs, l'année 2013 s'annonce houleuse et angoissante pour certains endormis et paradoxalement vantards et tout à fait normale voire au beau fixe chez d'autres modestes et lucides.

Ainsi, espérons que les bons esprits l'emporteront sur les mauvais. Certainement, les peuples éveillés et modestes seraient parmi les esprits d'à propos. En toutes circonstances.

Note :

1. Comme signalé ci-dessus, le défunt François Mitterrand visitait l'Algérie et ne manquait pas, en tant que Secrétaire général du parti socialiste, de converser avec le regretté chef d'Etat Houari Boumediene. Ils discutaient de l'avenir du socialisme et du nouvel ordre économique international.

Dans les années 1970, l'actuel président français, socialiste dès sa jeunesse, était coopérant technique (service civil) en Algérie. Il n'est pas du tout exclu qu'il était un fervent admirateur de la voie socialiste, malgré les carences et inapplicables, empruntée par l'Algérie des grands rêves. Et des mirages. A l'image de ceux du Sahara !

Le défunt Houari Boumediene, invoqué ces derniers temps médiatiquement à la rescousse pour on ne sait quel raison (à moins de l'utiliser en tant que voie de secours) était le père spirituel d'une certaine population spoliée, rabaissée, abusée, humiliée et offensée, qu'il voulait affranchie, de tous les jougs interne et externe, sécurisée, juste et développée et surtout qu'elle ait la confiance en elle-même.

Néanmoins, le défunt président du Conseil de la révolution, avait des défauts comme tout être humain, voulait aussi imposer ses idées aux autres voire avoir toujours raison. Hélas, c'était le temps où le défunt, certes autoritaire, couvrait le peuple Algérien et en même temps les excès (un mal contagieux à ce jour) de ses gouvernants de la base au sommet de l'Etat. Ce mal redoutable a engendré un autre : la déliquescence des relations humaines et donc l'effritement de la cohésion sociale du peuple.

## De chair et de sang

**C'était une bonne nouvelle. La Banque mondiale annonçait une croissance économique en hausse pour l'Algérie, 3.2% pour 2013, et elle prévoyait 4.3% pour 2015. L'économie, c'est connu, aime la sécurité et la stabilité. Certes l'Algérie mérite mieux, peut faire mieux, doit faire beaucoup plus pour émerger réellement économiquement. Et là, il reste à faire l'essentiel : une véritable concorde nationale, une transition pacifique vers une vraie démocratie.**

PAR DJAMEL LABIDI

La nouvelle était donc réconfortante pour qui aime ce pays en dehors de tout esprit partisan. Et voilà que survient une nouvelle intervention française, sur nos frontières, avec immédiatement l'affaire d'In Amenas et les signes avant-coureurs de nouveaux drames. Personne ne s'y trompe en Algérie et chacun est inquiet.

Il n'y a que le président François Hollande qui peut affirmer, sûr de lui et tranquille, que «ce qui se passe en Algérie justifie encore davantage la décision de venir en aide au Mali (déclaration du 17 janvier). C'est l'exemple même d'une perversion de la logique, à travers une logique rétroactive qui veut justifier un événement par celui d'après. Le pyromane ne met jamais le feu chez lui, il le met chez les autres, puis il accourt proposer son aide.

#### LA SOUVERAINETE

La première intervention militaire française en Libye avait déstabilisé la région. Le Président français a aujourd'hui le front d'en justifier une deuxième et de chercher à nous y entraîner.

Si l'Algérie a pu malgré tout progresser, c'est qu'il y a eu jusqu'à présent chez nous, quelles que soient les opinions, les divergences profondes, les déchirements internes, un consensus sur le principal acquis de la guerre d'indépendance: la souveraineté nationale. Sans souveraineté, il n'y a pas de liberté pour un peuple. C'est une valeur politique et morale, mais aussi une valeur économique, dans le sens au moins qu'elle est indispensable à la souveraineté sur nos richesses. C'est la ligne rouge que personne ne peut franchir sans se mettre en dehors de la communauté nationale et qui distingue nos vrais amis des faux.

Lorsque le ministre des affaires étrangères français, Laurent Fabius «balance» et révèle, apparemment innocemment, que l'Algérie a permis le survol de son territoire aux avions français, il fait ainsi d'une pierre deux coups: d'une part il révèle une faille de cette souveraineté car une décision véritablement souveraine est assumée au grand jour et n'a pas à être cachée, et d'autre part il implique déjà l'Algérie, à son corps défendant, dans la guerre du Mali.



Dans les deux cas le consensus national, et par conséquent le pays, s'en trouvent fragilisés. L'objectif de cette révélation faite par le ministre français n'est pas seulement technique-faciliter l'action militaire de la France- il est aussi politique, celui d'intervenir dans la vie politique algérienne, comme la vive polémique actuelle autour de la question de la souveraineté nationale le prouve. Ce survol du territoire algérien par l'aviation militaire française est décidément un drôle de cadeau, pour ce cinquantième anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale. Rien n'obligeait à le faire. Les autorités françaises semblent d'ailleurs en avoir été surprises et ravies. Quand on défend la souveraineté nationale, il faut la défendre sur toute la ligne. On ne peut s'en réclamer sur l'affaire des otages et y être moins sourcilieux quand il s'agit de l'ouverture de l'espace aérien algérien à des forces militaires étrangères.

Dans le cadre des rapports historiques particuliers entre l'Algérie et la France, la moindre concession sur la souveraineté risque d'être un retour à des relations de type colonial. La crise malienne en offre l'illustration parfaite. La France se trouve jusqu'à présent seule dans son expédition. Les pays européens, et notamment les plus importants d'entre eux, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, font preuve, pour le moins, d'une mauvaise volonté à répondre aux appels de la France à la rejoindre. «Elle a commencé seule, qu'elle continue seule», semblent-ils dire. On peut y voir l'indication que les autres pays européens évaluent cette intervention militaire comme allant dans le sens des intérêts seuls de la France, et non des intérêts généraux de l'Occident. C'est donc signifier, par là même, que c'est une expédition du type de celles des temps passés où chaque pays

occidental se taillait un empire à son seul profit, bref une expédition de type colonial. Preuve en est la France n'a pu y attirer, pour l'essentiel, que les pays africains de son pré carré colonial. Cela rappelle le temps de ces tirailleurs africains qu'on appelait à mourir pour la France, pour une cause qui n'était pas la leur. Il n'est pas concevable que l'Algérie puisse paraître, un instant, comme faisant partie de ce pré carré, que des algériens puissent de nouveau «mourir pour la France». Or c'est exactement ce qui se passerait si l'Algérie se laissait entraîner dans cette guerre. Les préventions des autres pays occidentaux à l'égard de l'intervention militaire française semblent avoir augmenté suite au drame d'In Amenas. Les paroles froides prononcées à ce sujet par le Président François Hollande ont été interprétées, par ces pays, comme de l'indifférence vis à vis des victimes occidentales non françaises, et une preuve supplémentaire de l'état d'esprit de la France dans son aventure malienne.

En Algérie, des voix se sont élevées pour reprendre la thèse française qu'au Mali, il n'y a que le choix «entre la barbarie terroriste et l'intervention militaire». Dans un nationalisme trop bruyant pour ne pas être creux, ces voix vont jusqu'à dire que c'était à l'Algérie, «en tant que puissance régionale d'intervenir» et «qu'il ne faut donc pas en faire le reproche à la France qui, elle, a le mérite d'avoir une position conséquente». Ce sont les mêmes voix qui avaient défendu l'intervention militaire en Libye. Toute honte bue, après le désastre libyen, les mêmes récidivent en soutenant encore une intervention française. Cette complicité dans laquelle la France officielle veut entraîner l'Algérie ne peut se faire qu'au prix du renoncement aux idéaux de Novembre.

L'intervention militaire actuelle au Mali produit déjà son cortège de larmes, et de sang. Des

dépêches annoncent déjà des exécutions sommaires de maliens du nord «soupçonnés d'intelligence» avec les rebelles (journal «Le Monde», 15 janvier 2013). Les réfugiés se pressent par milliers aux frontières «fermées» de l'Algérie. La guerre au Mali a déjà causé des dommages collatéraux en Algérie.

#### LA TRAGEDIE

Il faut parler là de la tragédie humaine absolue qu'a représentée la prise d'otages à la base d'In Amenas. Qu'on nous permette de l'aborder uniquement d'un point de vue moral, d'un point de vue général, et donc en dehors de tout point de vue étroitement politique et de surenchère nationaliste, car c'est une question qui dépasse l'Algérie et tout pays. Nous nous devons de le faire, si ce n'est à la mémoire et par respect de toutes les victimes. Les étrangers, pris en otage, étaient venus travailler et vivre avec nous. Ils étaient là parfois depuis des décennies comme ces techniciens japonais de la société JGC. Leur prise en otage est déjà un crime inqualifiable. Leur mort est une tragédie absolue, une impasse humaine totale.

C'est d'un point de vue général, chaque fois la même horreur renouvelée, le même sentiment qui nous étirent la gorge tous, sur la surface de la terre, à chaque prise d'otages. Nous sommes certainement des centaines de millions à penser ainsi, à nous interroger ainsi: Quoi ! N'y aurait-il pas d'autre solution que de poser froidement le problème uniquement en termes d'efficacité, que de clamer que «céder au chantage ne fait qu'encourager les preneurs d'otages», que de mettre en avant la raison glacée de la raison d'Etat ? N'y a-t-il pas d'autre alternative, plus humaine, moins désespérante pour l'Homme ? Faudrait-il toujours, pour satisfaire cette raison d'Etat, que l'otage lui

soit sacrifié comme on faisait avant des sacrifices humains pour apaiser les divinités? S'agit-il finalement de le punir de s'être fait prendre, de le punir d'avoir été otage ? Chacun de nous penserait-il ainsi s'il s'agissait d'un fils ou d'une fille, d'un père ou d'une mère, d'un parent, d'un ami, non pas une abstraction mais un être concret, fait de chair, de sang, de sentiments et de souvenirs ? Comment ne pas penser, en ce moment, à d'autres otages, aux otages Algériens de Gao. On nous dit que «la lutte contre le terrorisme exige de ne pas avoir d'état d'âme». Mais justement, le monde a besoin d'une âme. En quoi la mort d'un otage a-t-elle fait quelque part, une fois seulement, avancer le monde, instaurer la justice, régler un problème quelconque. Faut-il ressembler à ce point aux preneurs d'otages que d'envisager, comme eux, la mort pour ces otages? La peine de mort n'a-t-elle pas été supprimée dans des sociétés parce que, justement, elles ont finalement compris qu'elles ne pouvaient, elles aussi, tuer comme les assassins, même légalement, et qu'elles se sont mises à douter de l'efficacité de la peine de mort ? Toutes ces questions s'imposent. Certes, nous savons que ce sont des questions difficiles; nous n'en avons pas encore la réponse, mais nous ne pouvons indéfiniment les fuir. Il faudra bien un jour les affronter. On ne peut simplement s'en débarrasser sur ceux qui, eux, doivent faire face et gérer des situations terriblement tendues, vivre eux-mêmes de tels cas de conscience, prendre ou obéir à des décisions dont on imagine la difficulté humaine. Ces questions nous concernent tous.

Il neige, ce 20 janvier 2013, en France. Les télévisions françaises diffusent des images de carte postale. La guerre, elle, est exportée à des milliers de kilomètres... Une guerre de chair et de sang.

la Chronique  
de Paris

Par Pierre Morville



Mali : les nombreux paris de François Hollande

Le président français poursuit des objectifs ambitieux.  
Mais il est encore bien seul...



La France s'est engagée, peut-on estimer à juste raison, dans une offensive guerrière contre l'islamisme radical au Mali. Problème, ce pays a fait partie d'une vaste zone anciennement coloniale, dénommée Afrique Occidentale Française. L'AOF, l'un des morceaux de l'empire fut fondé par l'ancienne puissance colonisatrice en 1895 : l'Afrique Occidentale Française répondait à la nécessité de coordonner sous une autorité unique la pénétration française à l'intérieur du continent africain. Son pendant territorial était l'AEF, le 15 janvier 1910 marque en effet la naissance de « l'Afrique-Equatoriale française ». L'AEF était divisée en quatre régions (colonies), elles-mêmes subdivisées en districts. On distinguait ainsi : le Gabon (chef-lieu Libreville) Le Moyen-Congo (chef-lieu Brazzaville), devenu la république du Congo ; le Tchad (chef-lieu Fort-Lamy - aujourd'hui N'Djamena) ; l'Oubangui-Chari (chef-lieu Bangui) devenu la République centrafricaine. Le gouverneur général français résidait à Brazzaville. En 1919, l'ancienne colonie allemande du Cameroun est placée sous protectorat français par la Société des Nations. Parfois assimilée à l'Afrique-Equatoriale française, elle jouit en fait d'un statut particulier (commissariat autonome).

L'AOF est, elle, l'organisation de tutelle d'une fédération de huit territoires français en Afrique de l'Ouest : Côte d'Ivoire, Dahomey (actuel Bénin), Guinée, Haute-Volta (actuel Burkina Faso), Mauritanie, Niger, Sénégal, Soudan français (actuel Mali). La création de l'A.O.F. se fit en deux temps : création par décret le 16 juin 1895, union de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Sénégal et du Soudan français, rejoints en 1904 par les autres territoires. La résidence du gouverneur général fut fixée à Saint-Louis, puis, à partir de 1902, à Dakar.

LE REFERENDUM DE SEPTEMBRE 1958

Deux guerres mondiales plus tard et après la montée dès les années 1930 de puissantes aspirations nationalistes, indépendantistes et anticolonialistes, la France préfère opter pour une « solution réaliste » et organise un référendum général dans ses colonies dans l'Afrique sub-saharienne. Elle ne fit pas ce choix dans le Maghreb et notamment en Algérie, avec les conséquences funestes que l'on connaît. Le Maroc et la Tunisie avaient déjà recouvert leur intégrité nationale. La Mauritanie obtient son indépendance de la France le 28 novembre 1960.

Le référendum africain entraîna la fin des fédérations AOF et AEF. Par cette consultation, les territoires membres de l'AOF votèrent leur transformation en républiques autonomes, à l'exception de la Guinée, qui vota pour l'indépendance. La Côte d'Ivoire, le Niger, la Haute-Volta et le Dahomey formèrent par la suite l'Union Sahel-Bénin, qui dura peu de temps, puis le Conseil de l'Entente. L'A.O.F.

avait une superficie de 4 689 000 km<sup>2</sup> et comptait plus de 10 millions d'habitants à sa création et environ 25 millions à sa dissolution. Le référendum de septembre 1958 transforme également les cinq entités constituant l'AEF, en républiques autonomes (République congolaise ou Congo-Brazzaville, République centrafricaine, République gabonaise, République du Tchad, République du Cameroun) au sein d'une éphémère Communauté française. En 1959, les nouvelles républiques sont groupées en une association in-

térimaire baptisée Union des républiques de l'Afrique centrale, avant d'accéder chacune à la pleine indépendance en 1960.

La France fut donc dans toute cette partie de l'Afrique pendant plusieurs décennies, la puissance coloniale maîtresse. Ses autorités coloniales, ses géographes et ses militaires organisèrent la cartographie politique et administrative de ces vastes régions, les subdivisant en « territoires ». Ces territoires artificiellement créés préfiguraient les états aujourd'hui existants. Représentaient-ils des entités géographiques cohérentes, respectaient-ils des espaces abritant des cohérences ethniques, culturelles, religieuses et historiques ? Dans certains cas, oui, dans beaucoup d'autres cas, pas du tout. De puissantes ethnies partageant langue, coutumes et cultures unitaires et nationales furent réparties en différents territoires. Un « territoire » pouvait abriter plusieurs ethnies. Ces quelques rappels un peu scolaires montrent que la puissance coloniale française a structuré en profondeur l'Afrique de l'Ouest, organisant même la découpe actuelle des états modernes actuels qui la composent. Les indépendances n'obéreront pas l'influence française sur les plans politiques, économiques et militaires dans la plupart des pays. La « Francafrique » prenait le relais et pèse encore. Toutefois, chaque pays gagna son autonomie, et l'influence française fut mise en concurrence par d'autres ambitions économiques étrangères dans la zone, américaines surtout, chinoises plus récemment. Dans de nombreuses contrées de culture musulmane, l'islamisme radical fait également une percée significative, chevauchant parfois des revendications purement ethniques. Toutefois, la France possède de nombreux relais tant politiques qu'économiques et de puissants intérêts, même si depuis plusieurs décennies, les différents gouvernements de gauche et de droite qui se sont succédés, ont juré, la main sur le cœur vouloir définitivement rompre avec la « Francafrique »

QUELS SONT LES OBJECTIFS DE L'INTERVENTION FRANÇAISE ?

Dans ce contexte extrêmement marqué par l'histoire récente et très sensible, l'accélération du conflit au Nord-

Mali, son aggravation et son extension en Algérie même, imposent au moins quelques questions sur la position française qui sont bien sûr loin d'épuiser le sujet. Quels sont les plans à moyen et long terme de la France au Mali ?

Sur l'initiative de départ de François Hollande, on peut croire à la bonne foi de l'actuel président français, il fallait à tout prix que le Sud-Mali ne tombe aux mains des salafistes : « Il ne s'agit pas d'une intervention néocoloniale. Il faut bien sûr être prudent dans l'utilisation de l'outil militaire. Certes, dans le passé, des interventions dites humanitaires ont mal caché des politiques de puissance. Mais on ne peut pas mettre toutes les opérations militaires dans le même sac. Les interventions au nom de la supériorité des valeurs occidentales sont détestables. L'inaction face à un pays, un peuple en danger, l'est tout autant. Aujourd'hui, c'est le gouvernement du Mali qui a demandé l'intervention, et la population nationale l'approuve en grande majorité.

L'intervention française est doublement légale puisqu'elle se fait sur la demande du gouvernement malien et en vertu d'une résolution du Conseil de sécurité. Les pays de la région la soutiennent » plaide Pascal Boniface, le président de l'institut de géopolitique IRIS, peu suspect de tentations belliciste ou néocoloniale.

Reste à connaître les objectifs finaux de l'intervention française : s'agit-il d'interdire l'accès du Sud-mali aux salafistes ou de reconquérir et garantir « l'intégrité territoriale » de la République malienne sur l'ensemble de son territoire, comme l'a affirmé dès le début de l'intervention française, le ministre de la Défense de ce pays, Jean-Yves Le Drian ? Dans le 1er cas, le succès est d'ores et déjà acquis. Dans le second, l'objectif imposera certainement un conflit prolongé, la nécessité d'un renfort militaire rapide de plusieurs pays africain, un soutien politique et économique des alliés occidentaux mais également d'autres pays, une coopération franco-algérienne renforcée.

« Le but de l'opération française et internationale ne peut être autre chose qu'une reconquête du pays entier. Le projet d'intervention de la communauté internationale est à l'ébauche depuis le mois de septembre dernier et l'objectif d'une reprise de l'ensemble du territoire a toujours été ici

un impératif » précise Alain Antil, il s'agit bien d'une opération difficile et qui va probablement durer des mois, mais le scénario d'une guerre-éclair, auquel certains ont pu croire, ne peut pas s'appliquer dans ce contexte ». Pour ce chercheur de l'IFRI, « la grande difficulté ne sera pas en effet de reprendre les villes de la région, comme Konna, Tombouctou ou Gao, mais de contrôler les voies de communications qui risquent d'être la cible de raids permanents. Une fois que les groupes armés type MUJAO ou AQMI auront compris qu'ils ne pourront plus tenir les villes, où ils sont une cible facile pour les bombardements, ils adopteront très logiquement une technique de guérilla privilégiant des attaques surprises de colonnes armées ».

LES DIFFICULTÉS DES ALLIÉS AFRICAINS

Coté alliés africains, la Misima, force d'intervention mise sur pied par la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest, tarde à être mise sur pied. « L'avancée incontrôlée des islamistes sur Bamako a précipité l'intervention occidentale et pris la Misima de revers, ce qui explique les retards actuels dans le déploiement de cette force sur le théâtre d'opération » explique Alain Antil : La force envoyée sera, comme chacun le sait, une coalition composée de différentes armées nationales ouest-africaines (Nigeria, Togo, Burkina Faso...) ainsi que du Tchad et, peut-être, de la Mauritanie (ces deux pays n'appartiennent pas à la CEDEAO), ce qui rend techniquement et diplomatiquement sa gestion difficile. De même, les états de la CDAO ne sont pas à même de financer le déploiement de leurs troupes à l'extérieur, estimé aujourd'hui à 375 millions de dollars. Toutefois pour le chercheur, devant le danger islamiste qui s'exerce souvent dans leur propre pays, « malgré des divisions notables, on peut dire que les chefs des états concernés sont aujourd'hui dans une logique de consensus face à l'ampleur de la menace ».

La reconquête du Nord-Mali est soumise impérativement à plusieurs conditions : tout d'abord, une démocratisation profonde du gouvernement malien, aujourd'hui très affaibli et miné de contradictions. Il faudra également que l'armée française interdise aux troupes sud-maliennes de se livrer à des vengean-

ces tribales dans le vieux conflit qui oppose les populations noires du sud aux populations berbères touaregs du nord. Seule une nouvelle élection présidentielle réellement démocratique dans l'ensemble du pays d'ici la mi-2014 pourrait apporter une nouvelle légitimité à l'état malien. Pas facile organiser dans un pays en guerre. Enfin, l'aide internationale doit d'abord redresser l'économie de ce pays qui est l'un des plus pauvres d'Afrique. Et les donateurs, c'est le moins que l'on puisse dire, ne se précipite pas.

MOROSE JUBILÉE FRANCO-ALLEMAND

La reconquête du Nord-Mali n'écarte pas les dangers à terme. « Il est ainsi très possible de voir les principales formations rebelles s'atomiser pour se replier vers l'Algérie, la Mauritanie ou le Niger où elles continueront d'opérer et de menacer l'intégrité des états encore en place. A terme cela rendrait de fait l'intervention française et internationale inefficace et tout sera alors à refaire » note Alain Antil.

La prise d'otage meurtrière dans le complexe d'In Amenas, le 16 janvier dernier dans le Sahara algérien en est hélas la 1ère illustration. La riposte militaire fut à la hauteur de l'agression. L'ensemble de l'opération replonge l'Algérie dans l'inquiétude, à peine remise d'une noire décennie. Le renforcement de l'axe Paris-Alger est pourtant une condition nécessaire à toute sortie de crise durable.

François Hollande est donc sur tous les fronts : militaire, diplomatique, économique et financier. Le président français répète à l'envi que « la France n'est pas seule ». Mais si le soutien diplomatique des alliés occidentaux, américain et européens, se manifeste sans réserve, les soutiens militaires et financiers beaucoup plus chiches : « Bonne chance, mon gars ! Pour le reste, on a nos propres soucis ».

Hasard malheureux du calendrier, on fêtait cette semaine le jubilé, le cinquantième anniversaire du Traité de l'Elysée qui fondait en 1953, la promesse d'amitié éternelle entre la France et l'Allemagne. Les noces d'or du vieux couple ont surtout souligné la très grande réserve de Mme Merkel sur un grand nombre de sujets, dont le Mali, et l'agacement français devant l'égotisme du conjoint allemand. Ah ! Les vieux couples !



**CET HIVER, PRÉPAREZ-VOUS À UNE PLUIE DE PROMOTIONS**

Avec Nissan Algérie ne vous laissez plus surprendre par l'hiver. Rendez-vous chez votre Service Après Vente Nissan de Rouiba, Blida ou Oran et profitez des remises sur l'huile moteur, les balais d'essuie-glaces et les filtres. Pour votre sécurité, bénéficiez gratuitement d'un scanner et d'une vérification de 30 points de sécurité.  
Nissan. Innovation That Excites.

**Promos d'hiver**  
DU 20 JANVIER AU 28 FÉVRIER



Les averses toucheront tous les modèles Nissan dans les services après vente Nissan Algérie de :

Rouiba

Blida

Oran

**Rouiba** | Tél.: 021 85 48 05 / 021 81 78 94 / 98 / 99 | Adresse : Route de Ain Taya, Rouiba - Alger.

**Blida** | Tél.: 025 43 37 80 / 025 43 07 34 Fax : 025 43 00 66 | Adresse : Zone Industrielle n°11, Ouled Yaïch - Blida.

**Oran** | Tél.: 041 49 91 54 RN n°4 | Adresse : Zone Showroom Nedjma, Es-Senia - Oran.

[www.nissan.dz](http://www.nissan.dz)

Offre valable pour toutes les révisions périodiques des véhicules ne dépassant pas les 100 000 km de circulation.

voir conditions au niveau du service après vente de Rouiba, Blida ou Oran. Salon stock pièces disponible

# MABROUK!

**Le Salon du Mariage d'Oran**  
du 12 au 16 Février 2013  
au CCO Le Méridien

Un événement

0560 999 877

**Plus de 65 exposants pour réussir son mariage :**

- ✦ Robes et accessoires
- ✦ Beauté et bien-être
- ✦ Habillement hommes
- ✦ Traiteurs et confiserie
- ✦ Salles des fêtes et animations
- ✦ Meubles, électroménagers, vaisselle et linge de maison...

**Au programme :**

- ✦ Concerts de musique
- ✦ Défilés de mode
- ✦ Tombola et bien d'autres surprises...

# Une nouvelle année sans surprise

**S'il fallait retenir les faits marquants de l'année 2012, il faudrait se pencher sur trois régions du monde en particulier : la zone euro avec ses incertitudes financières apparemment sans fin. Le Moyen-Orient aux nombreux bouleversements, dont la significative accession au pouvoir des Frères musulmans en Egypte et la guerre civile acharnée en Syrie qui a déjà coûté la vie à plus de 60 000 personnes. Et la région Asie-Pacifique avec la montée des nationalismes et des tensions politiques après des décennies presque exclusivement guidées par une extraordinaire croissance économique dans un calme politique remarquable.**



PAR RICHARD N. HAASS

Est président du Council on Foreign Relations. Son prochain ouvrage, *Foreign Policy Begins at Home: The Case for Putting America's House in Order*, paraîtra au printemps.

Mais quels problèmes prédomineront en 2013 ? En grande partie, comme les Français aiment à le dire : " Plus ça change, plus c'est la même chose ". Ainsi, nous pouvons prédire en toute sécurité une difficulté permanente dans toute l'Europe, où les pays du Sud en particulier, ont du mal à réduire leurs dépenses publiques et à aligner leur politique fiscale sur la capacité économique réelle.

Ce qui pourrait changer cette année est que la France, plutôt que la Grèce et l'Espagne, pourrait bien être au cœur de la tempête. Ceci poserait les questions fondamentales et même existentielles à l'Allemagne, la seconde moitié du tandem au cœur du projet européen depuis la Deuxième

me Guerre mondiale. La probabilité que l'Europe dans son ensemble connaisse une croissance économique faible sinon nulle, va compliquer d'autant plus la tâche des hauts fonctionnaires, des banques et des institutions régionales.

De même le Moyen-Orient reste dans la phase initiale d'une transition révolutionnaire. Dans un an, il est presque certain que le président égyptien Mohamed Morsi soit encore au pouvoir, mais la manière dont il usera de ce pouvoir n'est pas très claire, et personne ne sait dire non plus à quoi ressemblera l'Égypte sur les plans politique et économique. De récents désaccords sur la rédaction d'une nouvelle constitution révèlent une société profondément divisée et un gouvernement qui semble assimiler (et confondre) la règle de la majorité avec la démocratie.

En revanche, le régime du président syrien Bachar el-Assad sera probablement renversé avant la fin de l'année. Mais comme nous l'avons vu dans le reste de cette région, il s'avérera bien plus difficile de le remplacer par un régime sain et efficace.

La guerre civile au nom de principes confessionnels pourrait bien prédominer, ou des combats entre de divers groupes de l'opposition anti-Assad pourraient éclater. Il y a aussi une possibilité réelle d'importants bouleversements à Bahreïn et en Jordanie.

Enfin il est peu probable que les frictions se calment dans la région Asie-Pacifique : en fait, elles pourraient bien s'intensifier. Le risque d'incident militaire impliquant la Chine et un de ses voisins (le Japon, les Philippines, ou le Vietnam) ne doit pas être ignoré et il reste à savoir si les circuits diplomatiques de la région peuvent en supporter la charge. De nouveau dirigeants dans plusieurs pays de la région, dont la Chine, le Japon et la Corée du Sud, rendent le futur bien plus incertain.

A quoi d'autre pouvons-nous nous attendre en 2013 ? Une probabilité décevante est que les efforts mondiaux pour donner lieu à de nouveaux arrangements en faveur du commerce, pour ralentir l'allure du changement climatique, ou pour réguler le cyberspace sont suscepti-

bles de n'aboutir à rien. Le multilatéralisme à grande échelle, dans lequel la plupart des 193 pays reconnus par les Nations Unies se réunissent pour négocier des ententes, est devenu trop difficile à manier. Au lieu de cela le mieux que l'on puisse espérer est de parvenir à de petits accords entre certains gouvernements, ou à des accords s'attaquant uniquement à une partie de problèmes beaucoup plus graves.

Le plus grand défi pour le monde pourrait bien être la décision à prendre au sujet du programme nucléaire iranien. L'Iran a mis en place une grande partie de ce qui est nécessaire pour produire des armes nucléaires. En même temps, des sanctions imposées par un ensemble considérable de pays imposent une taxe importante à l'économie iranienne.

Un débat de plus en plus vif monte à l'intérieur du pays sur l'opportunité d'aller de l'avant dans la voie de l'armement nucléaire et donc de risquer non seulement la ruine économique, mais aussi une attaque militaire, plutôt que d'accepter un compromis diplomatique. Un tel pacte imposerait des limites aux activités

nucléaires de l'Iran et exigerait qu'il permette son ouverture inédite à davantage d'inspection internationale.

La question principale de cette année est donc probablement de savoir si un résultat peut être négocié, qui soit à la fois satisfaisant pour l'Iran, mais pas excessif pour les Etats-Unis, Israël ou d'autres pays. Ce qui est certain cependant, c'est que 2013 sera fondamentalement déterminé selon qu'une action militaire contre l'Iran se produira ou non.

Il faut ajouter un autre pays à la liste des " imprévisibles " : les Etats-Unis. La question ici est de savoir si le système politique américain peut relever les défis auxquels les Etats-Unis se trouvent confrontés, et dont un grand nombre se sont aggravés. Les Etats-Unis demeurent la plus grande puissance économique et militaire du monde, mais les questions sur sa solvabilité ont à leur tour mis en doute sa capacité d'action et de leadership mondial. Les événements récents à Washington ont été moins que rassurants. Les événements mondiaux non seulement pour l'année à venir, mais également pour la prochaine décennie et au-delà, dépendront en grande partie d'une meilleure gestion par les Etats-Unis de leurs problèmes nationaux et de leur division.

Traduit de l'anglais par Stéphan Garnier

## Les fondamentaux économiques de l'année 2013



PAR NOURIEL ROUBINI

Nouriel Roubini est président de Roubini Global Economics ([www.roubini.com](http://www.roubini.com)), et professeur à la Stern School of Business, de NYU.

**L'économie mondiale présentera cette année un certain nombre de similitudes avec le contexte qui a prévalu en 2012. Aucune surprise à l'horizon : nous nous apprêtons à connaître de nouveau une année de croissance mondiale de l'ordre de 3% en moyenne, néanmoins marquée par une reprise à plusieurs vitesses - taux de croissance annuels toujours en dessous de la normale s'élevant à 1% dans les économies développées, et taux proches de la tendance, atteignant 5%, sur les marchés émergents. D'un autre côté, plusieurs différences importantes se dessinent également.**

Les efforts de désendettement douloureux - à savoir moins de dépenses et davantage d'économies afin de réduire la dette et l'effet de levier - demeurent la démarche de la plupart des pays développés, impliquant par définition une croissance économique lente. Mais cette austérité budgétaire ira cette année jusqu'à concerner la plupart des économies développées, et plus seulement la périphérie de la zone euro ou le Royaume-Uni. L'austérité est en effet en train de gagner le cœur de la zone euro, de même que les Etats-Unis et les autres pays développés (à l'exception du Japon). Compte tenu de la simultanéité des réductions de dépenses dans la plupart des économies avancées, ce que nous prévoyons comme une année de croissance médiocre pourrait bien consister en une période de contraction pure et simple dans certains pays.

Étant donné la croissance anémique de la plupart des économies développées, la reprise des actifs risqués ayant débuté au deuxième semestre de l'année 2012 ne saurait avoir été la conséquence d'une amélioration des fondamentaux, mais plutôt de nouvelles vagues de mesures monétaires non conventionnelles. Les banques centrales de la plupart des économies développées - Banque centrale européenne, Réserve fédérale américaine, Banque d'Angleterre, et Banque nationale suisse - se sont livrées à une forme d'assouplissement quantitatif, et il est probable qu'elles soient rejointes par la Banque du Japon, qui est encouragée à prendre davantage de mesures non conventionnelles par le nouveau gouvernement du Premier ministre Shinzo Abe.

Par ailleurs, plusieurs risques apparaissent à l'horizon. Tout d'abord, le mini-accord relatif à la fiscalité américaine n'a pas totalement écarté le pays du mur budgétaire. Tôt ou tard, de nouveaux combats sanglants sont voués à se jouer sur les sujets du plafond de la dette, du report des restrictions budgétaires automatiques, ou encore d'une certaine " loi de finance provisoire " du Congrès (accord destiné à permettre au gouvernement de continuer de fonctionner en l'absence d'un projet de loi de crédits). Les marchés pourraient bien de plus en plus avoir à craindre une nouvelle falaise budgétaire. Et le mini-accord actuel implique lui-même un certain freinage fiscal - environ 1,4% du PIB - dans une économie dont la croissance a peine à atteindre les 2% au cours des derniers trimestres.

Deuxièmement, bien que les initiatives de la BCE aient permis de réduire les risques de catastrophes pour la zone euro - une sortie de la Grèce et/ou une perte d'accès au marché pour l'Italie et l'Espagne - les difficultés fondamentales de l'union monétaires n'ont toujours



pas été résolues. Combinées à l'incertitude politique, elles ne pourront que réapparaître avec force dans la seconde moitié de l'année.

Après tout, stagnation ainsi que récession pure et simple - exacerbées par une austérité budgétaire concentrée en début de période, par un euro fort, et par la crise du crédit - restent la norme en Europe. Demeurent pas conséquent des stocks de dette publique et privée considérables - si ce n'est écrasants. De plus, compte tenu du vieillissement des populations et d'une faible croissance de la productivité, les prévisions de production seront certainement érodées à défaut de réformes structurelles plus agressives dans la stimulation de la compétitivité, ne laissant aucune raison au secteur privé de financer des déficits chroniques de compte courant.

En troisième lieu, la Chine a dû recourir à une nouvelle vague de stimulation monétaire, budgétaire et financière pour appuyer un modèle de croissance déséquilibré et intenable, basé sur un excès d'exportations et un investissement fixe, une épargne élevée ainsi qu'une faible consommation. D'ici le deuxième trimestre de cette année, l'effondrement des investissements dans l'immobilier, les infrastructures ou encore la capacité industrielle est voué à s'accélérer. Par ailleurs, étant peu probable que le nouveau leadership du pays - conservateur, gradualiste et axé sur le consensus - ac-

celère la mise en œuvre des réformes nécessaires à l'augmentation des revenus des ménages et réduire les économies de précaution, la consommation en tant que part du PIB n'augmentera pas suffisamment pour compenser les choses. Ainsi, le risque d'atterrissage brutal est voué à se manifester d'ici la fin de l'année.

Quatrièmement, de nombreux marchés émergents - parmi lesquels les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), mais également beaucoup d'autres - connaissent aujourd'hui un ralentissement de leur croissance. La source de leur problème n'est autre que leur " capitalisme d'État " - importance du rôle des compagnies étatiques, rôle encore plus considérable des banques étatiques, ressources nationalisées, industrialisation de substitution des importations, protectionnisme financier, et contrôles sur les investissements directs étrangers. La question de leur propension à adopter des réformes destinées à booster le rôle du secteur privé dans la croissance économique demeure ouverte.

Enfin, de sérieux risques géopolitiques sont à prendre en compte. Le Moyen-Orient tout entier - du Maghreb jusqu'à l'Afghanistan et au Pakistan - est socialement, économiquement et politiquement instable. Le Printemps arabe est en effet en train de se changer en hiver arabe. Bien que l'éventualité d'un conflit militaire ouvert opposant Israël et les

Etats-Unis à l'Iran demeure peu probable, il apparaît clair que les négociations et les sanctions ne conduiront pas les dirigeants de l'Iran à abandonner leurs efforts de développement d'armes nucléaires. Israël refusant d'accepter l'existence d'un Iran doté de l'arme atomique, et sa patience ayant des limites, les tambours de la guerre ne peuvent que résonner de plus en plus fort. La prime à la peur sur les marchés pétroliers pourrait se renforcer significativement et augmenter les prix du pétrole jusqu'à 20%, entraînant des effets négatifs pour la croissance aux Etats-Unis, en Europe, au Japon, en Chine, en Inde, ainsi qu'au sein d'autres économies développées et d'autres marchés émergents importateurs nets de pétrole.

Bien que toutes les conditions d'une tempête généralisée - qui verrait tous ces risques se matérialiser sous leur forme la plus virulente - ne soient pas réunies, la manifestation d'un seul de ces risques suffirait à paralyser l'économie mondiale, et à la plonger dans la récession. Et même s'ils ne se manifestent pas tous de la manière la plus extrême, tous ces risques se réaliseront tôt ou tard sous une forme ou une autre. En ce début d'année 2013, il semble que les risques pour l'économie mondiale rassemblent leurs forces.

Traduit de l'anglais par Martin Morel

# Marchands ambulants : la grande pagaille



Station Gamal Abdel-Nasser, en plein centre-ville, l'une des stations de métro les plus fréquentées de la capitale. Les passagers sont entassés les uns contre les autres. Arrivé à la station, on cherche un peu d'air tant que l'atmosphère est étouffante. Peine perdue, les couloirs du métro sont tout aussi encombrés et encombrants. Après avoir subi les cris des vendeurs à la sauvette à l'intérieur du métro, on est appréhendé par d'autres vendeurs qui ont élu domicile dans les couloirs du métro. Les passagers se heurtent à eux et tentent de se frayer un chemin pour atteindre les escaliers. La tâche s'annonce toujours aussi difficile, il faut faire des acrobaties pour trouver un endroit où poser son pied, les escaliers sont eux aussi envahis par les marchands ambulants, sans parler des trottoirs de la place Issaaf, ou plutôt de ce qu'il en reste. «Pour sortir d'ici, c'est le parcours du combattant, sans parler du harcèlement des vendeurs», s'insurge l'une des passantes. Difficile en effet de trouver un espace où mettre ses pieds au milieu des stands et des rayons. On y trouve toutes sortes de marchandises, des livres aux vêtements en passant par les articles ménagers, les jouets, la nourriture, la droguerie et la quincaillerie. Des quatre côtés de cette intersection située entre la rue du 26 Juillet et la rue Ramsès, à perte de vue, on ne voit plus que des stands. Cette zone du centre-ville, qui regroupe de nombreuses instances importantes comme l'hôpital Al-Galaa, la pharmacie centrale d'Al-Issaaf, l'Institut de la musique arabe, le Centre culturel italien, le Palais de justice ainsi que l'ordre des Avocats et le syndicat des Journalistes, s'est transformée en un énorme marché à ciel ouvert. Ils sont quelque 150 vendeurs installés ici. Les commerçants, qui ne sont plus ambulants que par leur nom, s'étendent jusqu'aux rues avoisinantes. Les stands sont désormais permanents et sont simplement couverts durant la nuit.

La rue groupe de nombreuses instances importantes est devenue un grand marché à ciel ouvert. Pourtant, il y a moins de stands que d'habitude. Samedi dernier, après une longue absence qui a soulevé bien des interrogations, la police a fini par faire son apparition, lançant une campagne pour déloger les vendeurs ambulants. Une campagne qui coïncide avec l'arrivée d'un nouveau ministre de l'Intérieur. Pour l'heure, elle ne concerne que ce carré, et la rue du 26 Juillet est toujours envahie par ces vendeurs. Selon un responsable sécuritaire, ce n'est qu'un début et d'autres campagnes suivront. De même, la présence policière se fera désormais plus importante. Mais, de la bouche même des responsables de la municipalité, par le temps qui court, il est difficile de faire face à ce phénomène. En effet, à quelques mètres de là, le décor est le même. Il est 10h et les premiers vendeurs font leur apparition. Ils commencent par enlever les bâches qui couvrent leurs rayons. Ils placent les rayons parallèlement les uns aux autres, en fonction de la marchandise, et affichent les prix. Ici, il y a de tout : des vêtements pour enfants, pour femmes et pour hommes, tous modèles confondus. Les prix sont plutôt abordables. Des prix qui attirent les passants même s'ils ne sont pas venus fai-

Depuis plusieurs mois, ils envahissent la rue du 26 Juillet et y font désormais la loi. Dans ce marché informel qui ne répond qu'à ses propres règles, les autorités sont totalement absentes.



re des courses. Certains s'arrêtent juste pour jeter un coup d'oeil, d'autres s'intéressent d'un peu plus près. Ici, il n'y a pas de cabines d'essayage mais il n'est pas rare de voir un client troquer sa veste contre un manteau exposé sur l'un des rayons, ou une mère essayer à son petit une jaquette ou un pull. Pourtant, la plupart de ces vêtements sont de seconde main. Mais, crise économique oblige, les Egyptiens de conditions modestes sont contraints de se tourner vers ce genre de commerce. C'est ce qu'on appelle le commerce d'«al-bala», qui a connu son apogée à Port-Saïd il y a une trentaine d'années. Autrefois zone franche, Port-Saïd importait ces habits principalement de France, d'Allemagne, de Belgique et d'Italie. Et les commerçants de Port-Saïd les vendaient à leur tour à ceux de Wékalet Al-Balah. Aujourd'hui, ces derniers ont pris pied au centre-ville, sans pour autant lâcher leur place à Wékalet Al-Balah. «Mon frère est à Wékalet Al-Balah, et moi ici. Depuis la révolution, les affaires ne marchent pas très bien à Wékalet Al-Balah, à cause de la crise mais aussi à cause des problèmes de trafic dus au blocage de certaines rues. Lors des manifestations de Maspero par exemple, Wékalet Al-Balah était quasi déserte, c'est pour cela que nous essayons d'étendre notre activité», explique Mohamad, dont le stand se trouve juste à l'entrée de la pharmacie centrale d'Al-Issaaf.

A ses côtés, l'un de ses collègues suspend ses articles, sous-vêtements et lingerie, sur une cabine téléphonique. Un peu plus loin, les cintres sont accrochés aux fenêtres de la Compagnie nationale d'électricité. Et ironie du sort, à quelques mètres de cette compagnie, le courant électrique est ici tout simplement volé. Rois de la débrouille, les vendeurs détournent les fils électriques des lampadaires pour alimenter en électricité leurs propres lanter-

nes. En ces jours d'hiver où les journées sont courtes, il faut bien vendre la nuit aussi.

## LE RÔLE AMBIGU DE L'ÉTAT

Pourtant, ce n'est pas la première fois que la question des vendeurs ambulants fait parler d'elle. Et les autorités ont multiplié les tentatives de mettre fin à ce phénomène. La dernière initiative remonte à 3 mois lorsqu'a été lancée l'idée des marchés d'un seul jour. Un projet resté lettre morte. De même, des amendes allant de 1 200 L.E. à 6 000 L.E. sont théoriquement imposées. Pourtant, au lieu de disparaître, ce phénomène ne fait que prendre de l'ampleur. Aujourd'hui, selon le Syndicat général des commerçants, il existe 5,5 millions de vendeurs ambulants en Egypte. Un chiffre susceptible d'augmenter vu le chaos général qui sévit dans le pays. Dans la rue du 26 Juillet, c'est le commerce des vêtements qui domine. Les derniers chiffres disponibles remontent à 2010, ce business représentait alors 10 % de l'ensemble du commerce du prêt-à-porter en Egypte. Or, ce secteur informel n'est pas si informel que cela. Il répond à des règles et des lois bien précises. «Il existe un deal entre les autorités, les marchands et une 3e partie, à savoir les baltaguis», confie l'un des vendeurs. Et les baltaguis sont la partie la plus importante dans ce deal. «Chacun des 150 vendeurs ambulants paye 80 L.E. par jour au chef des baltaguis, le comptage se fait par rayon : 10 L.E. pour chaque rayon. C'est-à-dire que les baltaguis se font 360 000 L.E. par mois», raconte Diab, un vendeur de 36 ans installé dans la rue du 26 Juillet depuis 7 mois. Du racket pur et simple. En contrepartie de cet argent, les baltaguis offrent leur protection aux commerçants. Profitant de la situation instable et de l'insécurité grandissante depuis la révolution

rogance face à la police. Car l'image de la police elle-même a changé et son prestige a quasiment disparu. «Après des années de répression policière, le simple citoyen s'est révolté contre l'ordre social et le mur de la peur a été brisé. Or, cette révolte est souvent mal interprétée. Beaucoup de gens traduisent ce comportement comme une désobéissance, un refus de suivre les règles et les lois dû à la faiblesse de l'Etat, et surtout de la police», explique le général Mohamad Nour, expert en sécurité. Selon lui, les membres des forces de l'ordre, notamment ceux qui se trouvent en bas de l'échelle, n'osent plus affronter les baltaguis ou toute autre personne qui enfreint la loi. La prolifération des armes ne facilite pas les choses.

## A L'ORIGINE, LE CHAOS

Ainsi, d'un côté, il y a les petits officiers sur le terrain incapables de faire quoi que ce soit face à ce phénomène, et de l'autre, une absence totale de stratégie au niveau du ministère de l'Intérieur lui-même. C'est là l'un des multiples visages du chaos qui sévit en Egypte. En effet, la sécurité ne s'est améliorée que de 30 % depuis la révolution. Et jusqu'à ce jour, certains endroits sont quasi désertés par la police. «Tout le monde nous critique alors que, maintenant, c'est nous qui assurons la sécurité ici», affirme Ahmad, l'un des vendeurs de la rue du 26 Juillet. «Très souvent, on fait face aux voleurs et aux pickpockets, et les passants, notamment les femmes, se sentent plus en sécurité», ajoute-t-il. Pas si sûr. Ce qui se passe dans la rue du 26 Juillet est en réalité le reflet de transformations que la société égyptienne a connues ces deux dernières années. «C'est l'absence de l'Etat qui est la cause, et l'Etat commence par l'autorité du père à l'intérieur du foyer, par celle du professeur à l'école, et par celle du policier devant des feux de signalisation», explique le psychiatre Yéhia Rakhaoui. Selon ce dernier, «l'autorité de l'Etat a disparu dès le complot qui a conduit à l'ouverture des prisons et l'invasion des stations de police aux premiers jours de la révolution».

Et d'ajouter : «Même après le changement de régime, l'Etat n'a pas réussi à rétablir son autorité. Il souffre d'un manque de crédibilité en raison des nombreuses décisions que le gouvernement prend et finit par ne pas appliquer, comme la fermeture des magasins à 22h, les marchés d'un seul jour, etc. Même chose sur le plan politique, beaucoup de décisions sont prises, y compris par le président de la République, puis sont annulées ou reportées». Tout cela contribue au chaos que nous vivons aujourd'hui. Le psychiatre affirme que la réaction du peuple s'explique aussi par «l'effet des années de répression qu'il a connues». Ainsi, le concept de liberté est encore flou pour nombre d'Egyptiens. Le mur de la peur ayant été brisé, ils défient le pouvoir, en coupant des routes, en endommageant des biens publics ou privés, sans comprendre qu'il s'agit là de transgression et non d'expression de la liberté. «La peur du pouvoir doit se transformer en une peur de la loi, appliquée à tous sans exception», conclut Rakhaoui. En attendant, le chaos continue rue du 26 Juillet et aux alentours, avec çà et là des incidents, non avec la police, mais entre les marchands et les baltaguis de la région, avec des armes à profusion.

# Mais que fait le Qatar dans la francophonie ?

Rien ne justifie la présence de l'émirat au sein de l'organisation internationale, si ce n'est de vouloir dérouler le tapis rouge devant les rois des pétrodollars.

**Marianne**

Ce n'est pas un cri de colère, juste un étonnement frisant l'ahurissement, celui d'entendre que le Qatar, pays riche en pétrole, certes, mais pays avec qui, moi écrivain francophone, passionnée de la francophonie, je ne partage rien, oui, rien, hormis d'appartenir à la race humaine suivant la logique de Darwin ou de Dieu, je m'en fiche. Bien sûr que je ne déteste pas le peuple du Qatar, mais ce n'est qu'humilité de ma part d'affirmer que je n'ai aucune émotion les concernant ; je ne suis pas cynique, encore moins sardonique, mais je sais avec acuité que ce pays riche s'est introduit dans ma cartographie intellectuelle par effraction, un viol presque de ma mémoire tant il m'a été répété que ces gens-là sont riches, si riches que rien ni personne ne leur échappent.

**■ PATRIMOINE À VENDRE**  
Ils financent nos banlieues et j'ai pensé que c'était une très mauvaise chose ; que, malgré nos difficultés financières, je me passerais volontiers de leur argent, car, par cet acte, ils achètent nos enfants, leur conscience, leur liberté de pensée. On m'annonce dans les médias qu'ils achètent nos hôtels classieux, nos immeubles. Ils achètent en gros et en détail... le patrimoine français, mon patrimoine. Et, à chaque fois, mon cœur se vrille. Je me sens dépouillée. Dénuée. Rasée. Je suis désespérée malgré les explications qu'on nous donne : «C'est à cause de la crise économique, vous comprenez ?» Non, je ne veux pas comprendre. Je me refuse d'adhérer à cette logique financière parce que, en ce qui me concerne, la question matérielle ne saurait supplanter la

protection de nos sociétés et de ses valeurs. Aussi, ai-je décidé de n'y rien comprendre ou si peu que, moi d'habitude si curieuse, je n'ai pas cru nécessaire d'aller regarder sur la carte la situation exacte de ce petit pays influent parce que riche et qui jusqu'à ce jour ne s'est pas illustré pour ses idéaux lumineux, pour sa grandeur littéraire, mais exclusivement parce que détenteur de pétrodollars... et du record des femmes bannies, bafouées, sans aucun droit, voilées, mais ça, chut ! on n'en parle pas. Ils sont si riches !

Et voilà qu'aujourd'hui les dirigeants francophones me l'imposent avec brutalité, violant mon identité francophone, saccageant mes aspirations d'écrivain francophone, déchirant mes aspirations de femme francophone, brisant mes espoirs de peaufiner le socle de ma large famille de pensée.

Ils me disent que le Qatar fait partie de la francophonie. Et depuis je ne fais qu'y réfléchir : mais qu'ai-je donc en commun avec les Qataris ? Nous n'avons en partage ni la langue française, ni la culture, ni une bribe d'histoire commune ; on ne partage pas des valeurs aussi simples que l'égalité hommes-femmes, la démocratie (même si cette notion demeure à géométrie variable). Ces éléments précités une fois rassemblés constituent le socle fondateur de la francophonie !

Qu'ai-je donc à voir et à faire avec le Qatar ? Il ne s'agit pas d'égoïsme de ma part et encore moins du rejet de l'autre, mais de logique. Et là, nos grands décideurs répondent en évoquant l'argent, le saint des saints devant qui tout le monde s'agenouille : le Qatar financera les écoles coraniques en Afrique. Ah oui, ai-je envie de rétorquer ? La francophonie n'a jamais eu pour objectif de construire des écoles coraniques, mais plu-



tôt d'aider à l'édification des établissements scolaires de langue française tout en favorisant le dialogue avec d'autres langues, d'autres cultures. Sans doute parce qu'il a de l'argent, nous dirait-on bientôt que le Qatar est très utile puisqu'il financera les burqas qui voileront les femmes jusqu'aux ovaires ? Peut-être argumenteront-ils que le Qatar est à idolâtrer parce qu'il financera les parlements aussi bien en Occident qu'en Afrique, pour favoriser l'adoption de la charia dans nos cités ?

Les dirigeants de notre pays veulent-ils me faire accepter l'idée selon laquelle le riche a tous les droits ? Qu'il peut tout acheter, tout arracher, parce qu'il a des moyens économiques pour se le permettre ? J'ai envie de continuer à espérer que tout n'est pas cessible, qu'il y a des valeurs, des idéaux auxquels il conviendrait de s'agripper malgré la misère économique environnante. Que l'idée de la francophonie telle que conçue par ses pères fondateurs, dont Senghor, est de celles-là ; qu'elle n'est pas corrompible ni biodégradable. Qu'elle est une essence, la quintessence des

peuples qui, au fil des siècles, ont mis en commun la moelle de leur histoire faite de beauté et de laid, de gloire et d'ombre. Que la francophonie n'est pas une denrée qu'on acquiert contre monnaie trebuchante sur les étalages des supermarchés ; qu'on ne se la procure pas comme des sacs à main dans les boutiques de luxe des Champs-Élysées ! Le Qatar se trompe d'adresse : on n'est pas chez Louis Vuitton !

**■ UN IDÉAL TRAHI**

L'entrée fracassante du Qatar dans la francophonie m'amène à affirmer que la francophonie n'est peut-être plus la francophonie. Qu'est-ce que c'est, cette chose inquiétante qui se met en place ? Quels sont ses objectifs ? Quel rêve, quel imaginaire la sous-tend ? Elle ne saurait plus se définir comme une association de pays ayant en partage le français parce qu'elle est pervertie pour ne point dire souillée et infectée par la cupidité de ses dirigeants. Que, ce faisant, ils ont trahi l'idéal francophone, trompé les peuples qui, malgré les difficultés que rencontre l'Organisation

internationale de la francophonie, croyaient encore à la mise en place de certains ajustements idéologiques, politiques et économiques pour mieux l'habiter.

L'identité francophone vient de voler en éclats. Que nous reste-t-il donc ? Rien ou tout. Une angoisse, un cauchemar auquel on ne saurait faire face qu'en s'unissant et en se battant pour que la malédiction s'éloigne. On se doit de demander à nos dirigeants d'exclure le Qatar de la francophonie, donc de nos maisonnées, d'éloigner ce risque de nos enfants et de nos idéaux. Ils se doivent de nous rendre notre francophonie comme nous l'aimons, avec ses grandeurs idéologiques et ses faiblesses économiques, ses discussions interminables qui jamais n'aboutissent et ses moments de réelle fraternité. Nous la voulons pure comme aux premiers jours de sa naissance ; nous la préférons naïve et utopique comme à ses premiers cris, et, pour cela, je sévirai jusqu'à ce qu'on obtienne gain de cause. C'est une question de survie : celle d'une vision du monde, d'une civilisation.

# Tunisie : à qui profite la récupération des biens de Ben Ali ?



Les autorités tunisiennes se targuent de réinjecter dans l'économie du pays le fruit de la vente aux enchères des biens des Ben Ali. Mais, pour de nombreux Tunisiens, ce n'est qu'une opération de communication.

**Courrier international**

Pour marquer la fin de 2012, une année plutôt chaotique pour une Tunisie en pleine transition politique, le ministre des Finances tunisien a organisé un événement spectaculaire : une vente aux enchères publique des biens de l'ancien président Ben Ali provenant de son palais

privé à Sidi Dhrif, une somptueuse demeure surplombant la baie de Tunis et la cité balnéaire de Sidi Bou Said. Cette manifestation baptisée sobriement Confiscation, a été largement médiatisée en Tunisie.

**■ LES BIJOUX DES BEN ALI**

Un site Internet a même été créé pour l'occasion. Les Tunisiens ont pu y découvrir les objets dont la mise en vente était prévue le 23 décembre 2012 : mobilier, voi-

tures de luxe et de collection ainsi que la garde-robe de l'ancienne première dame, Leïla Trabelsi, composée exclusivement de pièces de créateurs. Pour visiter l'exposition installée à l'Espace Cléopâtre dans la zone touristique et résidentielle de Gammarth (au nord-est de Tunis), les curieux ou les acheteurs potentiels doivent acheter leur billet en ligne et débours 30 dinars tunisiens [15 euros], soit un peu moins de 10 % du salaire moyen. Et le règlement s'effectue uniquement en carte bleue, un moyen de paiement réservé aux plus gros salaires en Tunisie.

Cette vente aux enchères a fait beaucoup couler d'encre et elle est loin de faire l'unité au sein de la population. Pour le ministre des Finances, la vente de ces objets permettra d'investir dans l'économie tunisienne en difficulté. Mais, malgré tous les efforts de communication, cette vente aux enchères ne devrait pas rapporter plus 20 millions de dinars (10 millions d'euros) ce qui ne suffira guère à sortir le pays de la crise. Officiellement, le taux de chômage officiel avoisine les 20 %, mais en réalité il pourrait être proche du double et la situation de l'emploi devrait s'aggraver en 2013.

C'est surtout la privatisation des anciennes entreprises appartenant au clan Ben Ali qui va rapporter à l'Etat : notamment la cession de 50 % des parts de l'entreprise de télécommunications Tunisianna pour 360 millions de dollars [270 millions d'euros] à Qatar Telecom, qui détient désormais 90 % de Tunisianna. Ou encore la vente début janvier de 60 % des parts d'Ennakl, un concessionnaire automobile appartenant à la famille Ben Ali qui importe des marques com-

me Porsche, Seat et Audi, au consortium Poulina-Parenin, une joint-venture de Poulina Group Holding et du groupe Ben Yedder. Pendant ce temps la compagnie aérienne publique tunisienne TunisAir vient d'annoncer 1 700 licenciements.

**■ BATTAGE MÉDIATIQUE**

Si ce marché aux puces du kitsch de la famille Ben Ali va donner lieu à quelques transactions commerciales, il est peu probable que cet événement vienne renflouer les caisses de l'Etat. Cette vente aux enchères a surtout une valeur symbolique très forte à un moment où le régime post-révolutionnaire de plus en plus impopulaire se cherche une légitimité politique auprès d'une population mécontente. Et quel meilleur moyen que de donner en pâture aux citoyens tunisiens le train de vie dispendieux des acteurs de la dictature : Ben Ali, Leïla Trabelsi, Sakhr El-Materi et autres proches de la famille, révélés pour la première fois par Wikileaks.

Malgré le battage médiatique, cette exposition est apparemment réservée à certains privilégiés comme en témoigne le choix de l'endroit où elle se tient, les droits d'entrée élevés et les modalités de paiement. Gammarth est un quartier résidentiel ainsi qu'une zone touristique. Très mal desservi par les transports en commun, il faudrait plus de trois heures aller-retour à un habitant du sud ou du centre ville de Tunis pour s'y rendre ; quant à faire le trajet en taxi, il lui en coûterait environ 30 dinars tunisiens (15 euros). L'accès limité à cette manifestation témoigne du manque d'engagement du gouvernement de transition en matière de transparence et de démocratie.



## Scandale : la traite des Philippines

Pour la première fois, des bonnes philippines témoignent à visage découvert du calvaire qu'elles vivent avec leurs employeurs marocains. Affamées, torturées, voire violées, elles nous racontent une hideuse réalité passée sous silence.

### TELQUEL

Elles s'appellent Annalissa, Bilia et Fiona. Elles sont jeunes et ont quitté leur pays, les Philippines, pour venir travailler au Maroc. Leurs vies ont vite tourné au cauchemar. Embauchées comme domestiques par de riches familles, elles ont fini par devenir des esclaves de "maîtres" arrogants et inhumains. En décembre, au siège de l'ODT (Organisation démocratique du travail), elles sont venues témoigner de ce qu'elles endurent. Privées de leurs salaires et de leurs passeports, la plupart d'entre elles ne rêvent plus que d'une chose : pouvoir rentrer chez elles. "N'ayons pas peur des mots ! Certains employeurs marocains leur ont fait subir les mêmes atrocités que l'on a toujours reprochées aux employeurs des monarchies du Golfe embauchant des domestiques marocaines. C'est inacceptable et cette situation ne peut plus durer", nous déclare l'un des organisateurs de la rencontre du 5 décembre.

### MA LIBERTÉ POUR 4000 DOLLARS !

Annalissa a miraculeusement échappé à la famille rbatie qui l'employait et la séquestrait. Son passeport a été confisqué et l'est toujours. En 11 mois de quasi-esclavage, elle n'a perçu que 1600 DH au lieu des 2000 DH mensuels convenus initialement. Le 25 octobre 2012, son patron fait pire : il profite de l'absence du reste de la famille pendant quelques jours pour la violer. Le sort de Bilia n'est guère différent. Ses journées de travail étaient interminables. Mais sans percevoir un sou pendant des mois avec, en prime, les pires privations. Son employeur, quand elle osait protester, l'affamait pendant des jours entiers, et la maîtresse de maison la battait. Elle la menaçait surtout d'envoyer à ses troussees des gens pour "lui régler son compte" si jamais elle tentait de s'enfuir. En fin de compte, elle a franchi le pas et sauté d'une fenêtre. Elle s'en est sortie avec un coude cassé, mais presque libre : il lui reste à récupérer son passeport pour pouvoir rentrer chez elle. Pour cela, son ancien employeur lui réclame 4000 dollars, soit la somme (prétendument ?) versée à des intermédiaires. Dans la salle, présent parmi l'assistance, le consul honoraire des Philippines suit les témoignages des victimes. A la fin, Porto Joselito ne peut plus se retenir et fond en larmes. Il va finir par se reprendre pour balancer des statistiques sur ce phénomène. Au total, 3000 jeunes femmes philippines travaillent au Maroc. Une bonne partie est embauchée par des familles marocai-

nes avec un bon contingent qui se concentre dans les seules villes de Rabat et Casablanca. L'une des révélations chocs de ces "auditions publiques", une première au Maroc, est qu'un ancien général de l'armée marocaine emploie à lui seul, et dans les mêmes conditions, cinq domestiques philippines.

### DE MANILLE À CASABLANCA

Mais comment ces jeunes femmes atterrissent-elles au Maroc ? Ali Lotfi, secrétaire général de l'ODT, ose un début de réponse : "Il n'y a aucun problème avec celles qui viennent via des agences spéciales et avec des contrats en bonne et due forme." Le problème se pose pour les domestiques qui sont repérées sur place par des intermédiaires. La réalité est que, depuis quelques années, un véritable réseau de "traite des Philippines" s'active entre les deux pays. Pour entrer au Maroc, nul besoin de visa, et les jeunes femmes sont interceptées aux aéroports par les membres marocains du réseau. "M. Joselito a dévoilé l'identité de trois ressortissants marocains, dont une femme, qui s'adonnent à ce genre de commerce et nous avons demandé aux autorités de diligenter une enquête", poursuit Ali Lotfi. En effet, l'ODT affirme avoir adressé des lettres à la fois au Chef du gouvernement, aux ministres de l'Intérieur et de l'Emploi et même, récemment, au CNDH (Conseil national des droits de l'homme). Mais le syndicat n'a reçu aucune réponse pour le moment. Des plaintes auprès de la justice ? Idem. "L'avocat de notre centrale syndicale a déposé quatre plaintes et nous attendons toujours", précise Ali Lotfi. Et ce n'est pas la première fois que des plaintes de domestiques philippines ne reçoivent aucune suite. Chez la police, les victimes ne sont jamais prises au sérieux et se voient demander de citer des témoins pour appuyer leurs accusations. "Impossible quand cela se passe à l'intérieur des maisons", souligne un autre dirigeant de l'ODT. Et avec cela, il ne faut pas oublier le facteur linguistique. Les domestiques philippines parlant essentiellement l'anglais, elles arrivent très mal à se faire comprendre par des interlocuteurs arabophones ou, au mieux, francophones.

### BRISER LE TABOU

La rencontre organisée par l'ODT a du moins eu le mérite de briser le silence sur un sujet considéré comme tabou au Maroc. Les témoignages des victimes ont été relayés par la presse internationale. Et de plus en plus de victimes se manifestent. Quelques jours après sa tenue, deux autres bonnes philippines ont ainsi trouvé "refuge" au siège du syndicat à Rabat. "Elles ont

fait une incroyable gymnastique pour échapper à leurs employeurs", explique un dirigeant de cette centrale syndicale, la première au Maroc à se doter d'un syndicat de travailleurs immigrés. Et les choses prennent plus d'ampleur avec des interventions diplomatiques : mi-décembre, l'ambassadeur des Philippines en Libye (qui couvre aussi le Maroc où Manille n'a pas d'ambassade) a débarqué au royaume pour suivre de près l'évolution de ce dossier et trouver une solution pour celles des domestiques qui ont réussi à fausser compagnie à leurs employeurs. "Les rescapées ne bénéficient d'aucune assistance et elles continuent à être harcelées et menacées au téléphone", répond un responsable de l'ODT. Aux dernières nouvelles, huit d'entre elles ont été hébergées chez un bénévole. "Nous n'avons aucune structure d'accueil adaptée à ces cas et nous comptons sur les moyens du bord pour leur venir en aide", enchérit Ali Lotfi, qui lance un SOS aux bienfaiteurs. Objectif : trouver un logement décent où ces jeunes femmes pourraient se retrouver en communauté en attendant une issue à leur calvaire. De toutes les manières, un pas est déjà franchi du moment où les victimes ont pris leur courage à deux mains pour témoigner. Même si, pour le moment, elles n'ont que le soutien de l'ODT. "Ce n'est que justice. En Europe, ce sont les syndicats qui ont toujours été aux côtés de nos compatriotes expatriés. Nous ne faisons qu'apporter notre contribution selon nos convictions", conclut Ali Lotfi.

### ZOOM : L'ENVERS DU DÉCOR

Une bonne ou une nounou philippine, recrutée pour prendre soin d'une personne âgée ou d'un nourrisson, n'est pas toujours réduite à une sorte de "faire valoir" ou à quelque simple "caprice de riches". Des témoignages recueillis auprès de cette communauté attestent que de jeunes femmes philippines ont pratiquement été adoptées par leurs employeurs marocains. "Certaines, bien payées et bien traitées, sont devenues comme des membres de la famille et elles sont loin de se plaindre", nous explique une source syndicale. "Quant aux ignobles pratiques de certaines familles, elles ne reflètent ni notre culture, ni ne respectent les préceptes de notre religion", ajoute la même source. A part les domestiques philippines, plusieurs familles marocaines ont opté pour des bonnes en provenance du Mali ou du Sénégal sur la base d'une convention qui a été signée entre le Maroc et ces deux pays. Mais si le nombre de domestiques philippines est estimé à 3000, aucune statistique fiable n'est disponible quant aux autres nationalités.

## Le Point

### La moitié de la nourriture produite dans le monde part à la poubelle

Selon un rapport, entre 1,2 et 2 milliards de tonnes d'aliments n'atteindront "jamais un estomac humain", alors que 860 millions de personnes souffrent de malnutrition.

La moitié de la nourriture produite dans le monde serait gaspillée chaque année, soit entre 1,2 et 2 milliards de tonnes d'aliments, selon un rapport rendu public jeudi dans les médias britanniques. "Entre 30 et 50 % des quatre milliards de tonnes de nourriture produites annuellement dans le monde n'atteindront jamais un estomac humain", explique le rapport de l'Institution of Mechanical Engineers (IMEche), un organisme qui vise à promouvoir l'ingénierie dans le monde.

Intitulé "Global Food : Waste Not, Want Not", il dénonce "des infrastructures et dispositifs de stockage inadéquats" et "des dates limites de vente trop strictes". Le rapport pointe aussi du doigt le comportement des consommateurs, critiquant notamment les offres "un acheté-un offert" ou l'exigence de "perfection esthétique" du produit aux yeux des acheteurs. En Europe et aux États-Unis notamment, "jusqu'à la moitié de la nourriture achetée est jetée par le consommateur lui-même", poursuit le texte.



### LA MALNUTRITION TOUCHE 860 MILLIONS DE PERSONNES

Cette perte nette ne se limite pas, selon le rapport, aux déchets générés par les aliments non consommés. Le gâchis est visible à tous les niveaux de la chaîne de production alimentaire : "550 milliards de mètres cubes d'eau" sont ainsi utilisés en vain pour faire pousser ces aliments perdus. Selon le Dr Tim Fox, de l'Imeche, "la quantité de nourriture gâchée dans le monde est stupéfiante. Ces aliments pourraient être utilisés pour nourrir la population mondiale grandissante, et plus particulièrement ceux qui souffrent de la faim". Entre 2010 et 2012, 860 millions de personnes souffraient de malnutrition, selon l'organisation de l'ONU pour l'agriculture et l'alimentation (FAO). "C'est aussi un gâchis inutile de terres, d'eau et de ressources énergétiques utilisées pour produire, transformer et distribuer cette nourriture", a précisé le Dr Fox.

L'institut recommande d'améliorer "les procédés et les infrastructures tout en changeant l'état d'esprit du consommateur", ce qui permettrait d'offrir "60 à 100 % de nourriture en plus" sans augmenter la production, tout en libérant du terrain et en diminuant la consommation d'énergie.

En 2075, la population mondiale atteindra environ 9,9 milliards d'habitants, selon l'ONU, soit environ 2,9 milliards de consommateurs supplémentaires.

## DE L'ESPACE POUR TOUTE LA FAMILLE

www.citroen-algerie.com

### CITROËN BERLINGO VITAMINE 1.6 HDI 75 CV

- Boucliers AV et AR + calandre « XTR »
- Bandeau de planche de bord gris Onega
- Pastille de boîte à vitesse chrome
- Enjoliveurs d'aérateurs chrome
- Projecteurs antibrouillard
- Enjoliveurs gris Onega
- Boîte à gant fermée
- Feux à LED



facebook.com/citroen.algerie

SOYEZ LES PREMIERS À BÉNÉFICIER DE NOS REMISES EXCEPTIONNELLES DU 15 JANVIER AU 15 FÉVRIER 2013  
GAMME CITROËN BERLINGO À PARTIR DE 1 490 000 DA\*

CRÉATIVE TECHNOLOGIE



ALGER • Succursale CHERAGA 021 37 90 80 – Succursale EL BIAR 021 79 47 50 – Succursale REGHAIA 021 84 77 77 – Succursale PINS MARITIMES 021 21 01 61 – Succursale OUED SMAR 021 50 51 00 – BORDJ EL KIFFAN • SID CARS 021 21 28 53 – Succursale CHLEF 027 77 41 65 – GUE DE CONSTANTINE • ACDS 021 83 50 70 – ROUIBA • VEMA 021 85 61 62 – TIPAZA • MEKLATI 024 49 59 79 – TIZI-OUZOU • BMKS 026 20 16 00 – M'SILA • MOUNIR AUTO 035 54 80 90 – JIJEL • SEN SAS 034 49 66 36 – BATNA • YEKKEN 033 80 42 35 – BEJAIA • VLVN 030 43 48 22 – AKBOU • BOUGIE AUTO 034 35 71 11 – SETIF • NEGGACHE AUTO 036 93 00 18 – CONSTANTINE • SAADOU 031 93 68 26 – EL KHEROUB • LAHOUES AUTO 031 80 11 11 – ANNABA • ESPACE CAR 0555 06 89 51 BISKRA • BENDJOUDI 033 73 84 98 – SIDI BEL ABBES • BENHADDOU 048 65 03 37 – MAGHNA • HAMLILU 043 31 33 83 – LAGHOUIAT • BOUCHERIT 029 93 96 05 – MOSTAGANEM • AFOUN 045 33 12 19 – TLEMEN • MERAD 040 91 69 82 – DJELFA GARAGE RAFIK 027 87 19 46 – BORDJ BOU ARRERIDJ • SNC AMARA 035 60 55 22 – EL OUED • SARL LECHHEB MOTORS 032 24 40 03 – ORAN • SARL AUTO FUSION 041 34 68 91 – AIN EL BEIDA • SNC KHALED DISTRIBUTION AUTOMOBILE ET CIE 032 49 20 20



Le Royal Hôtel Oran



RECRUTE :

• **Directeur Administratif et Financier,**  
Expérience 05 ans dans le domaine.

• **Chef de Réception,**  
Bonne présentation  
Expérience 05 ans dans un poste similaire.  
Maîtrisant logiciels hôtelier : Fidelio et Opéra

• **Assistant Chef de Réception,**  
Expérience 03 ans dans le domaine  
Maîtrisant logiciels hôtelier : Fidelio et Opéra

• **Réceptionniste,**  
Très bonne présentation  
Maîtrisant les langues  
Maîtrisant Fidelio et Opéra

• **Assistant contrôleur de gestion,**  
Expérience en contrôle hôtelier

• **Caissier,**  
Expérience 03 ans

• **Gouvernant (e),**  
Expérience 03 ans dans les étages

• **Informaticien,**  
BTS ou Ingénieur

• **Chef de Parc,**  
Expérience 02 ans dans le domaine  
Permis toutes catégories  
Diplôme mécanique.

• **Hôtesse d'accueil,**  
Très bonne présentation  
Maîtrisant les langues  
Acceptant de travailler la nuit

• **Agent Soins Hammam,**  
Connaissance en gommage

• **Masseur,**  
Diplôme dans la spécialité

• **Couturière,**  
Diplôme en couture

Envoyez votre cv au fax : N° 041 29 30 11  
Ou par mail au : [recrutement@royalhoteloran.com](mailto:recrutement@royalhoteloran.com)

## AVIS

PROMOTION IMMOBILIERE LAIDOUNI  
« EL-MOURADIA »



Lance et Met en Vente prochainement un Programme Immobilier d'Appartements Promotionnels de Haut-Standing Au niveau du site :  
**BEL-AIR - ORAN**

F3  
F4  
F5  
DUPLEX  
LOCAUX COMMERCIAUX  
BUREAUX  
PARKING

Adresse : Bd 28 Froment Coste - Bel-Air - Oran -  
Tél/Fax : (213) 041 283 911  
Mob : (213) 559 020 887 / (213) 561 993 911  
Site-Web : [contact@laidouni-promotion.com](mailto:contact@laidouni-promotion.com)



Le meilleur accueil vous sera réservé

## Renforcement de la sécurité urbaine Plus de 2.000 caméras de surveillance seront installées à Oran

K. Assia

Un projet d'installation de 2.300 caméras de surveillance vient d'être retenu pour la wilaya d'Oran. Une opération dont l'étude a été achevée et l'entreprise désignée, a annoncé, hier, le divisionnaire Nouasri en marge de la présentation du bilan d'activité de l'inspection régionale de la Police de l'Ouest qui, rappelons-le, couvre 12 wilayas de l'Ouest. L'installation de ces équipements va se faire dans un délai de six mois, au plus tard une année, un véritable apport pour renforcer la sécurité urbaine, un des objectifs assignés par la direction générale de la Sûreté nationale.

«La police algérienne se modernise et s'adapte aux exigences de l'heure à travers une politique axée sur la communication, l'information et la prise en charge des doléances de la population», a indiqué le contrôleur Hadj Saïd, premier responsable de l'inspection régionale de la Police de l'Ouest, ajoutant à ce titre que les directives données dans ce sens ont porté principalement sur le renforcement de la sécurité et celui des effectifs en plus du développement des infrastructures. Ceci s'est traduit concrètement par l'instauration de plans d'action pilotés par les chefs de Sû-

reté lesquels ont pu donner leurs fruits avec près de 70% d'affaires solutionnées au courant de l'année 2012 en matière de lutte contre la criminalité. Tout en axant sur la politique de modernisation initiée par la DGSN quant au perfectionnement de l'élément humain afin de permettre aux agents de la police d'être au diapason des nouvelles données technologiques et des progrès réalisés dans le monde, le contrôleur Hadj Saïd n'a pas hésité à rappeler l'intérêt accordé à l'amélioration du rapprochement entre la police et le citoyen à travers la réalisation de nouvelles infrastructures. Pas moins de 12 nouvelles infrastructures ont été réceptionnées dans les régions de l'Ouest, des structures qui visent à améliorer la couverture sécuritaire et à répondre aux doléances de la population.

A une question relative au dispositif de sécurité déployé dans la zone industrielle d'Arzew, le responsable a affirmé que les mesures de sécurité sont bien étudiées et bien mises en place. Pour ce qui est du marché informel, le responsable a rassuré que l'opération n'est pas temporaire et va se poursuivre, conformément aux directives des autorités jusqu'à l'éradication du phénomène.

Cette action d'éradication a été suspendue en attendant que des si-

tes soient dégagés afin de réaliser de nouvelles enceintes et va reprendre incessamment, comme l'a noté le divisionnaire Nouasri. C'est le cas de la wilaya d'Oran où 60% des affaires de criminalité (vols avec agression) étaient enregistrés dans le quartier de Médina Jedida. En abordant l'autre volet lié à la lutte contre la criminalité et la délinquance juvénile, l'inspecteur régional de la Police de l'Ouest a précisé qu'une stratégie et un important plan de travail sont mis en place pour combattre ce phénomène. Il est question d'analyser et d'étudier minutieusement l'évolution de la criminalité afin d'adapter les mesures nécessaires. L'institution s'est dotée dans ce cadre d'importants équipements modernes pour améliorer la qualité des recherches et des enquêtes, ce qui a permis d'améliorer le taux des affaires solutionnées, a-t-il affirmé.

Notons par ailleurs que 32.932 affaires d'atteinte aux biens et d'atteinte aux personnes ont été traitées au courant de l'année 2012 lesquelles ont permis l'arrestation de 29.159 individus. 8.499 ont été écroués. Par ailleurs, plus de 50 tonnes de résine de cannabis et 463 grammes de cocaïne en plus de 59.429 comprimés psychotropes ont été saisis également dans ces régions.

## Attribution des locaux commerciaux OPGI-AADL aux chômeurs Des retards injustifiés... et un sévère réquisitoire



Houari Saaïdia

L'attribution des locaux commerciaux appartenant aux OPGI et à l'AADL aux jeunes chômeurs accuse un retard à Oran. La raison ? Les instructions du wali, qui avait délégué les chefs de daïra pour mener à bout cette mission, n'ont pas été appliquées à la lettre, voire (mal) interprétées. Le chef de l'exécutif local a piqué une vraie colère, lors du dernier briefing. Déjà, avant même l'ouverture de ce dossier, il était visiblement mécontent. Il y avait de quoi: la wilaya d'Oran s'était fait notifier par la tutelle une note lui rappelant qu'elle était en retard quant à l'exécution de l'instruction du Premier ministre, relative à l'affectation aux jeunes chômeurs des locaux commerciaux appartenant aux OPGI et ceux réalisés dans le cadre du programme des 55.000 logements en location-vente de l'AADL. Pourtant, dès sa communication à l'échelle départementale, cette opération avait fait l'objet de directives et d'éclaircissements exhaustifs de la part du wali à l'adresse des instances concernées par ce dossier. En particulier, il avait été clairement expliqué aux chefs de daïra qu'ils ont été délégués par le wali, en leur qualité de chefs de comités de daïras, à l'effet d'attribuer les locaux recensés dans leurs territoires respectifs. En termes plus simples, la wilaya devait être destinataire, comme ultime

acte du plan d'action, des listes finalisées, daïra par daïra, et ce à titre d'information seulement.

Cependant, à l'exposition de la situation au niveau de chaque daïra, le wali a été autant surpris que dépité par le fait que les «délégués» chargés de la mission n'ont pas assumé leur rôle, se contentant d'un simple envoi par courrier de la liste des locaux concernés dont ils disposent, passant ainsi tout à fait à côté des instructions qui leur ont été données. Et au lieu d'entendre des bilans finaux et globaux sur l'opération, circonscription par circonscription, le wali assistera - et tout l'hémicycle avec - à des verbiages très embrouillés, des détails techniques et procéduraux trop compliqués, voire superflus, avec comme séquence récurrente: des responsables se rejetant la balle. Bref, c'était un cas d'école sur la gestion anachronique et bureaucratique d'une simple affaire de menu ordinaire de la collectivité locale. Les répliques et les mises au point, à répétition et à des moments inopportuns de la réunion, de la part du DG de l'OPGI, ont été la goutte qui a fait déborder le vase, et la cause directe de la levée d'audience par le wali. Il y a lieu de noter que 280 locaux et 120 services appartenant à l'AADL, d'une superficie de 23.951 m<sup>2</sup>, ainsi qu'une centaine de locaux OPGI sont concernés au niveau de la wilaya par cette instruction gouvernementale.

## Campagne de sensibilisation sur les produits pyrotechniques Entre 100 et 150 accidents causés par les pétards chaque année

J. Boukraâ

La célébration de la fête religieuse du Mawlid se caractérise ces dernières années par l'achat de produits pyrotechniques importés de Chine. Ainsi, plusieurs actions de prévention ont été organisées durant cette semaine, pour sensibiliser sur le risque de ces produits. Les services de la Protection civile et ceux de la Santé, et à leur tête le service des grands brûlés, ont organisé des actions de sensibilisation sur les ondes de la radio locale. Dans le même cadre, de nombreux imams à Oran ont animé des prêches sur la dangerosité de ces explosifs. Des actions de sensibilisation ont été aussi menées par des associations. Selon les médecins, chaque année entre 100 et 150 accidents liés à l'utilisation des pétards causent des séquelles à des enfants qui manipulaient maladroitement

de gros pétards, à savoir des yeux brûlés qui ont engendré une cécité irréversible, des doigts arrachés par la forte déflagration, des visages défigurés, etc. Dans certains cas, les interventions chirurgicales sont inévitables. «Les jeunes se sont habitués, depuis bien longtemps maintenant, à fêter le Mawlid Ennabaoui dans une ambiance marquée par l'utilisation de pétards, vendus aujourd'hui sous différentes formes, dont la plupart sont très dangereux pour la santé», souligne un médecin du service des brûlés de l'hôpital d'Oran. Du côté de la Protection civile, on apprend que dans certains cas, ces produits provoquent des incendies graves. En dépit de l'interdiction générale de l'usage et de la vente des produits pyrotechniques, des quantités importantes ont été introduites frauduleusement à Oran par la «mafia» des pétards.

## ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Cheikh Yamina, 96 ans, Victor Hugo  
Miri Yamina, 93 ans, Maraval  
Bougui Abdallah, 80 ans, Cuvelier  
Habri Aïcha, 87 ans, Plateau

## Horaires des prières pour Oran et ses environs

12 rabie el aouel 1434  
El Fedjr 06h39 Dohr 13h15 Assar 16h02 Maghreb 18h16 Icha 19h45



## Résultats catastrophiques pour les bacheliers dans les universités

### Les syndicats autonomes critiquent le «baccalauréat du seuil»

S. M.

La décision du ministère de l'Éducation nationale d'instaurer un seuil pour les sujets du baccalauréat 2013 a provoqué une levée de boucliers des syndicats autonomes du cycle secondaire, essentiellement le Snapest et le Cnapest, qui regrettent le fléchissement de la tutelle. Les syndicats autonomes ne sont pas les seuls à dénoncer les mesures annoncées au courant de cette semaine par le département ministériel.

Des voix s'élèvent parmi les parents d'élèves qui déplorent la «mollesse» de la tutelle dans le traitement des caprices des élèves de classes terminales. Les contestataires de l'instauration du seuil s'appuient sur un argumentaire assez solide. Ils soutiennent que le baccalauréat, considéré jadis comme un examen décisif dans le parcours scolaire, a désormais perdu de sa consistance. Des enseignants

interrogés estiment qu'avec des taux de réussite de plus de 60%, le baccalauréat est devenu une «passoire» ce qui a eu de graves répercussions sur le niveau scolaire des élèves et pas seulement ceux des classes terminales. «Nous assistons à une baisse soutenue du niveau scolaire des lycéens. Les dommages occasionnés par cette regrettable tradition du seuil ne se limitent pas au secteur de l'Éducation nationale, mais même les universités pâtissent de cette pratique», avoue cet enseignant chevronné. L'enseignement supérieur reçoit des bacheliers avec un niveau scolaire, pour faire dans l'euphémisme, faible et sans connaissances solides pour entamer des formations universitaires. Dans certaines filières, les résultats des premières années universitaires sont qualifiés de «catastrophiques». «Il existe des étudiants qui ne savent même pas écrire une phrase correcte en arabe», affirme, avec

amertume, cet autre enseignant. Nombreux enseignants interrogés soutiennent que l'actuel système scolaire a échoué à inculquer à nos enfants les valeurs morales essentielles pour construire leur avenir. Ils estiment que la tutelle applique une politique de nivellement par le bas. Ainsi les établissements secondaires performants qui ont réussi à achever dans le temps la totalité des programmes doivent s'aligner sur les autres établissements en retard, ce qui constitue un mauvais message pour les nouvelles générations.

A rappeler que le ministre de l'Éducation nationale avait annoncé au courant de cette semaine que les sujets du baccalauréat seront élaborés sur la base des cours effectivement dispensés durant l'année. Dans son communiqué, le ministère indique que le seuil des leçons ainsi que la fin des cours sont arrêtés au jeudi 2 mai prochain.

## Tranche de Vie

Par El-Guellil

### Tract impair



khaoua, est toujours en train de  
2- travailler avec patriotisme et diligence, sans jamais  
3- perdre son temps à gérer les

affaires de famille. Jamais il ne  
4- refuse de passer ses week-ends au service de ses électeurs et, malgré cela, il  
5- termine ses projets à temps. Très souvent, il rallonge  
6- ses heures pour boucler un dossier épineux, parfois même en sautant  
7- ses vacances. C'est une personne qui n'a absolument aucune  
8- vanité, en dépit de ses accomplissements remarquables et de sa grande  
9- compétence en politique. C'est le genre de personne de qui on  
10- parle avec grande estime et respect, le genre de personne dont on ne  
11- peut se passer. Je crois fermement qu'il est prêt pour la  
12- députation qu'il brigue, considérant tout ce qu'il nous apporte. La nation n'en sortira que grande gagnante.  
Pas mal non ?  
Maintenant «relisez le texte en ne lisant que les lignes impaires.

Cela s'est passé à la veille des élections. On lui a demandé d'écrire ce qu'il pense du futur député. Très influent, mais lucide, car il sait que si le candidat passe, ses intérêts seront sauvs. Mais en même temps, son concurrent avait aussi des chances de passer. Et il ne fallait pas qu'il se le mette sur le dos. Quelle solution ? Alors il loue les services de «l'écrivain», un nègre comme on l'appelle dans le jargon de la littérature. Il lui soumet la problématique. Ce dernier fait un texte destiné aux électeurs des deux bords. Le premier destiné aux inconditionnels de Kaddour. Il le leur distribue. Et le même, mais cette fois-ci numéroté de 1 à 13. Destiné aux opposants. Suivez-le, c'est un peu ambigu, mais faites un effort. Je sais que c'est difficile de déconner après In Amenas et la défaite de l'équipe nationale.  
1- Kaddour, futur député, yal

MAGHNA

## Le centre régional d'imagerie médicale handicapé

Cheikh Guetbi

La campagne nationale de dépistage du cancer du sein, lancée depuis 2010, et qui a connu une relance et une intensification depuis novembre, ne semble pas atteindre l'objectif es-  
péré, du moins dans la région Ouest. En effet, même si beaucoup a été fait récemment pour sensibiliser la frange féminine âgée de plus de 40 ans, telles les portes ouvertes organisées par les centres payeurs de la CNAS, la très large médiatisation de cette action, la prise en charge pécuniaire des déplacements, les rendez-vous possibles au niveau de chaque wilaya... ce qui a comblé les réticences, un handicap de taille a été ignoré, à savoir le manque criard de spécialistes au niveau de la pièce angulaire de toute cette action, en l'occurrence le centre régional d'imagerie médicale vers lequel convergeront des milliers de femmes. Si le centre régional d'imagerie médicale, qui est implanté à Maghnia, est doté de moyens fournis et modernes pour l'imagerie par résonance magnétique (IRM) et autres scanner, échographe, radio conventionnelle standard ainsi que d'un personnel médical très disponible et bien étoffé..., il n'en demeure pas moins que les spécialistes du domaine y font énormément défaut relativement à l'envergure de cette campagne de dépistage précoce. Depuis son ouverture, ce centre traîne sa tare qui n'est pas pour favoriser son optimisation et qui n'est pas pour ré-

pondre aux aspirations grandioses des pouvoirs publics, lesquels visent à travers cette opération d'envergure, à limiter la facture relative à la prise en charge des cas avérés. L'on souligne dans ce cadre qu'un cas atteint, à un stade avancé, coûterait au trésor public 500 millions contre 30 millions pour celui au premier stade. «c'est un peu comme vouloir faire rouler un camion qu'on dote d'un moteur de motocyclette» ironise un assuré social lequel s'est présenté et n'a pu avoir un rendez-vous pour défaut de radiologues. L'analogie illustre bien la réalité quand on sait qu'un seul spécialiste permanent assisté par 2 autres spécialistes conventionnés lesquels n'assurent que pendant une journée chacun, fait face à l'important afflux des malades qui arrivent de toutes les wilayas de la région Ouest à savoir Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Mostaganem, Témouchent, Mascara, Oran, Bechar, Tindouf, Naama, Relizane et Saida. Depuis sa création en 2009, ce centre s'est toujours heurté au problème récurrent du manque de radiologues, sans que les responsables du secteur aient pu trouver une solution radicale à cette faille qui handicape cet important équipement, très chèrement acquis par le contribuable. Devant les avantages pécuniaires que les cliniques privées offrent aux radiologues (jusqu'à 50 millions/mois contre un peu plus de 10 millions dans le public) ce qui évidemment représente un mobile de taille pour que le centre soit déserté, et alors qu'un centre de cette impor-

tance doit être doté de spécialistes chevronnés, le centre se voit contraint de «tourner» avec des radiologues qui exercent soit dans le cadre du service civil soit juste pour acquérir une expérience, avant de s'envoler vers le secteur privé comme le cas des 2 spécialistes conventionnés dont l'un, apprend-on quittera en fin janvier pour rejoindre le privé et l'autre le suivra très bientôt. Et si le seul radiologue permanent, qui est d'ailleurs en fin de service civil décide de partir lui aussi ( ce qui est très probable au vu du déséquilibre des salaires entre le public et le privé) les mêmes solutions utilisées par le passé seront à coup sûr préconisées, à savoir prospecter du côté des «services civils» auxquels monts et merveilles leur seront faussement promis, tels des stages à l'étranger pour les attirer ou encourager des débutants à y venir se perfectionner. Décidément les responsables du secteur ne cessent de faire dans le «bricolage» pour un centre régional qui devrait, de part son importance, renfermer les meilleurs, afin qu'il contribue au recul du taux d'incidence du cancer du sein qui est de 57 sur 100.000 habitants. A noter que depuis la création de ce centre régional, seulement 5763 mammographies dont 1532 durant l'année 2012 (cas convoqués et ceux se présentant spontanément) y ont été effectuées dans le cadre de l'opération de dépistage, soit un taux d'environ 4.5 assurés, ayant subi une mammographie, par jour. 141 cas suspects ont été décelés dont 35 cas avérés positifs.

TLEMCEM

## Dr Abderrahim Mesli, nouveau président de l'Ecolymet

Khaled Boumediene

Abderrahim Mesli, urologue, a été élu à l'unanimité la semaine dernière, président de l'association scientifique, culturelle, humanitaire, d'entraide et d'action sociale «Ecolymet» des anciens lycéens et médersiens de Tlemcen, au cours d'une assemblée générale tenue au siège de l'Aspewit (Bd Pasteur) lors de laquelle il a été procédé également à l'adoption des rapports moral et financier de l'association. Il succèdera ainsi, à M. Benyoucef boumediene. Le nouveau président a affirmé à l'occasion, qu'«il se consacrera au service de l'association pour réaliser les objectifs pour lesquels elle a été créée». Le nouveau président a été élu pour un mandat de 3 ans, durant lequel il supervisera les activités de l'association, les délibérations de son bureau, composé de 13 membres et la représentation de l'association auprès des autorités administratives et judiciai-

res. C'est en 2001 et à l'initiative d'anciens médersiens et lycéens, que cette association a vu le jour. Au départ, elle avait pour nom «association des médersiens et anciens lycéens» puis Ecolymet. Elle a pour but de maintenir des liens d'amitié entre les anciens lycéens et élèves de la médersa. Ses objectifs sont multiples, avec notamment la préservation de la mémoire collective, les expériences des adhérents au profit de la jeunesse, la transmission de legs, le rétablissement d'une passerelle avec les amis français, le développement d'éventuels échanges ou encore la reconstitution des archives. Cette association a organisé diverses activités depuis son lancement : Journées rituelles «retrouvailles» tous les mois de mai, hommage au colonel Lotfi, hommage aux médecins de la wilaya de Tlemcen, hommage aux enseignants de la wilaya de Tlemcen, participation à l'année de l'Algérie en France, échanges culturels avec l'association

«coup de soleil» Montpellier, cinquantenaire de la médersa, journée retrouvailles «patrimoine de Tlemcen», jeunesse et modernité, potentialités et complémentarités au Maghreb, hydrocarbures, la Bataille de Tlemcen, hommage au Dr Nekkahe, mémoire des Français dans la lutte de libération nationale, hommage au corps médical, 50e anniversaire de la mort du colonel Lotfi et du commandant, gaz de schiste. Ainsi, par ces diverses activités, l'Ecolymet s'est accaparé un espace vide dont la nature a horreur et qui se propose de le remplir d'idées, de propositions et d'initiatives visant à être un acteur important de la vie scientifique et culturelle de la perle du Maghreb. A noter qu'au cours de cette assemblée générale qui s'est déroulée dans une ambiance conviviale, Hadj Meziane Mohamed a été désigné comme premier vice président, Meziane Anouar secrétaire, et Terki Hassaine Otmane trésorier.

MOSTAGANEM

## L'UNPEF rejette le statut particulier

Le président national de l'union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (UNPEF) a animé dans la journée de lundi, une rencontre régionale où les cadres syndicaux de 12 wilayas de l'Ouest ont pris part. Ce congrès, qui s'est tenu au lycée Zerouki Cheikh Ibn Edine de Mostaganem a permis aux syndicaux de discuter du nouveau statut particulier des travailleurs de l'éducation, tout en mettant en exergue les propositions à

soumettre au ministère de tutelle. Dans la foulée, le président de l'UNPEF, Dezizi Sadek a déclaré que ce statut particulier est rejeté par l'union, du fait qu'il ne répond pas aux aspirations des travailleurs comme il plaide à son changement. D'autres rencontres similaires seront aussi organisées au centre (Alger) et à l'Est afin de cerner tous les enjeux relatifs à ce statut particulier qui continue de nourrir la polémique. **H. B.**

BORDJ BADJI MOKHTAR

## De nombreux projets de développement lancés

Bentouba Saïd

Une opération de forage de 20 puits, destinés aux éleveurs, sera lancée dans les prochains jours dans le désert de Timiaouine et Bordj Badji Mokhtar. Par ailleurs, une ambulance sera également affectée à la commune de Bordj Badji Mokhtar, ainsi que des aides de réhabilitation des logements ruraux et le renforcement du secteur de la santé par des équipes de médecins spécialistes, telles ont été les décisions prises par le wali d'Adrar sur place lors d'une visite effectuée cette semaine dans cette daïra limitrophe avec le Mali. La visite du chef de l'exécutif était une occasion pour suivre l'évolution des projets de développement de cette daïra frontalière. Dans le projet du nouvel hôpital de 60 lits, qui occupe une surface de 11500 m2, le wali a exprimé son mécontentement sur l'état d'avancement qui ne dépasse pas les 15%, des instructions fermes ont été données à l'entreprise chargée de la réalisation, afin de doter le chantier en moyens matériels et humains pour réceptionner l'hôpital dans les délais prévus, soit 26 mois. La délégation a visité le projet d'une maison de jeunes, un taux d'avancement de 58% a été atteint, une enveloppe de 5,6 milliards de centimes a été engagée par l'état. En ce qui concerne la scolarisation des enfants de cette daïra de frontière, un autre CEM a été lancé avec une enveloppe de

8 milliards centimes. Le chef de l'exécutif a insisté sur le respect des délais de réalisation et la construction selon les normes, afin de mettre cette infrastructure en service cette année 2013. La délégation a visité d'autres projets en relation avec le développement de cette région de frontière, une base de vie de la police des frontières. Le camp des réfugiés maliens dans la commune de Bordj Badji Mokhtar, ce camp a été renforcé par 200 tentes en plus en prévision de l'évolution de la situation, des couvertures, et des denrées alimentaires et autres, le camp compte plus de 300 réfugiés, depuis la chute du nord du Mali. Il est à noter que la commune de Timiaouine abrite un deuxième camp de réfugiés, qui compte plus de 125 familles.

Dans la première journée de la visite, une rencontre a été tenue avec les représentants de la société civile, où de nombreux problèmes ont été soulevés, la route de Bordj Badji Mokhtar- Reggane, la santé, et le fermeture de la frontière qui touche toute l'économie de cette région, qui s'articulent sur le trot et l'élevage, le chef de l'exécutif a rassuré la population que cette fermeture vient pour la sécurité de la région, en ce qui concerne la route, les entreprises de réalisation sont sur place, le projet est une priorité pour la wilaya, des quotas en logement ruraux seront affectés à la daïra de Bordj Badji Mokhtar.

MASCARA

## Environnement, les belges s'impliquent

Khenouci Mostefa

Depuis plus de deux années, Mascara est devenue le centre d'intérêt des belges, dans le domaine de la protection de l'environnement, pour la mise en place des différentes projets de réalisation des centres de transfert, de tri, de compostage à travers les communes. Citant à titre d'exemple, le projet qui s'inscrit dans le programme national de gestion intégrée des déchets municipaux (PROGDEM), dont le coût global est de 16.335.000 Euros, pris en charge par la Belgique (9 millions d'euros) et le reste 7.335.000 euros assurés par la contribution algérienne.

L'objectif global de ce projet est l'amélioration et la préservation de l'environnement, par la prise en charge des déchets mé-

nagers et autres et pour lesquels, on a procédé à la création des EPIC (entreprise publique industrielle et commerciale) pour la collecte des ordures.

Plusieurs personnalités belges se sont déplacés à Mascara pour visiter ces projets, à l'image de l'ambassadeur de la Royaume de la Belgique, M. Frédéric Maurice, qui a accompagné le ministre de l'aménagement et de l'environnement.

A noter également le centre de tri de Aïn Fekkan qui embauche une main d'œuvre locale qualifiée, délivre chaque fois une quantité importante de carton et verre récupérée aux deux entreprises respectives du papier REC et ALVER avec lesquelles la wilaya a signé une convention pour le recyclage de ces déchets solides.

AÏN-LARBÂA

## Un nouveau chef de sûreté de daïra installé

Mohamed Bensafi

Depuis mardi, la sûreté de daïra d'Aïn-larbâa a un nouveau chef. Il s'agit en l'occurrence de monsieur Benahmed Ghalem, un gradé au rang de commissaire principal de police, qui exerçait auparavant comme chef de service des affaires sociales au niveau de la sûreté de la wilaya d'Aïn-Témouchent. Le nouveau CSD, la cinquantaine, cumule une

trentaine d'années de service au sein du même corps. Il remplace Mr Seddar Ahmed, affecté dans la wilaya de Mascara. La cérémonie d'installation du nouveau CSD d'Aïn-larbâa a été présidée par le chef de sûreté de wilaya, le commissaire divisionnaire Mr Madani Naâr. Lors de son intervention, ce dernier a insisté sur la nécessité de redoubler d'efforts pour assurer la sûreté des biens et des personnes.

BLIDA

## Remise en marche du téléphérique de Chréa, à la mi-février

La remise en marche du téléphérique, reliant la commune de Blida à celle de Chréa, à l'arrêt depuis trois mois, interviendra à la mi-février prochaine, a-t-on appris, mardi, auprès du directeur de wilaya des Transports. «La remise en marche de ce téléphérique (7,2 km) aura lieu dès l'approbation du marché de réaménagement de son câble principal, par la commission compétente», a indiqué à l'APS, M. Yala Mounir, ajoutant que «toutes les formalités administratives

d'usage, en la matière, ont été achevées». L'arrêt du téléphérique, pendant plus de 3 mois, suite à des pannes techniques et au vol répétitif de câbles, a causé, selon ce responsable, «un manque à gagner de près de 6 millions de DA, à l'Entreprise publique du Transport urbain de Blida (EPTUB), qui a eu à payer, également, une facture d'environ 800 millions de DA, pour la réparation du principal câble et le remplacement de ceux volés».

Ce moyen de transport a fait l'objet, à cinq reprises, de vol de 530 m de câbles, notamment sur le tronçon situé entre les stations de Blida et Ben Ali, localité connue pour la luxuriance de ses forêts. La remise en marche de ce téléphérique est très attendue par les citoyens de Blida et des wilayas environnantes, pour pouvoir notamment rejoindre la station climatique de Chréa, couverte de neige, en ce moment, et de rendre fluide la circulation sur la RN 37, seule voie permettant d'accéder aux hauteurs de Chréa.

### 150 affaires inscrites au rôle de la session de la Cour criminelle

Lundi dernier, la Cour criminelle a débuté sa 1<sup>ère</sup> session de l'année 2013 qui durera jusqu'au 28 mars et même au-delà, afin de se prononcer sur les 150 affaires qui ont été enrôlées. 398 prévenus, parmi lesquels 193 sont en détention préventive, 162 en liberté provisoire et 43 en fuite, auront à répondre devant les juges, des charges qui sont retenues contre eux. Ainsi, sur les 150 affaires enrôlées, 32 ont trait à la constitution d'asso-

ciations de malfaiteurs et de vols, 26 de meurtre avec préméditation, 15 pour terrorisme, appartenance à groupe terroriste et apologie du terrorisme, 13 pour faux et usage de faux concernant des documents administratifs et 14 pour mœurs. En outre, les juges auront à se prononcer sur 6 affaires de CBV, 2 de dilapidation de deniers publics et de trafic de drogue et, enfin 25 affaires d'évasion fiscale.

### Un site Internet pour les cours de soutien aux élèves

Afin de faire bénéficier le plus grand nombre d'élèves des classes d'examen (BEM et BAC), la direction de l'Education a procédé à la création d'un site Internet en collaboration avec l'Office national de l'Enseignement à distance (ONEFD) et ce, conformément aux instructions du ministère de l'Education nationale. Les cours de

soutien seront accessibles au site <http://www.onefd.edu.dz>, le mot de passe pour y accéder leur sera remis par les directeurs des établissements scolaires afin qu'il reste confidentiel, ce qui évitera sa surcharge, surtout. Quant aux autres composantes du site, tous les élèves pourront les visiter librement.

ALGER

## Un plan d'urgence pour améliorer la distribution de l'électricité

La direction de la distribution d'Alger (SDA) vient de lancer un plan d'urgence pour renforcer l'alimentation en électricité de 3 wilayas du centre du pays, a annoncé mardi à Alger, son P-DG M. Abdelkader Boussourdi.

Ce plan de 10 milliards de DA, lancé en octobre 2012 et devant s'achever en mai 2013, va sensiblement améliorer la distribution de l'électricité dans la capitale et dans les wilayas de Boumerdès et Tipaza, qui avaient enregistré, durant l'été dernier, des perturbations d'alimentation en électricité persistantes, a précisé M. Boussourdi, lors d'une conférence de presse.

«Afin de ne pas revivre la même situation, voire pire, la SDA va, grâce à ce plan, renforcer le réseau électrique et assurer la qualité de service et par la même, sa continuité», a indiqué le P-DG de SDA, filiale du groupe Sonelgaz. Ce programme a été enclenché en urgence par la SDA, après que ses programmes de développement annuels aient connu des retards dans la réalisation, attribués essentiellement au manque d'assiettes foncières devant accueillir les grands postes d'alimentation, dits «postes sources». Alger, à elle seule, a besoin de 17 nouveaux postes-sources pour renforcer les 25



existants, mais leur réalisation traîne encore, en raison du manque de foncier. Chaque poste-source sera construit sur une superficie de 2 ha. A l'exception du poste-source de Dely Brahim, réalisé à 100%, plusieurs de ces grands centres d'alimentation sont au stade de démarrage des travaux ou pas du tout lancés. Le poste-source de Bab El Oued, par exemple, a atteint un niveau de réalisation de 10%, selon le P-DG. En attendant, la réalisation de ce projet, la SDA «n'est pas restée les bras croisés», en entamant, dès octobre 2012, dans le cadre de ce plan de relance, la réalisation de 5 ca-

binés mobiles d'alimentation en électricité, dans les communes des Eucalyptus, El Hamiz, Douera, Staoueli et Tiksraine.

Les travaux de réalisation de ces postes mobiles sont à un niveau très avancé qui a atteint 75%, selon le P-DG de SDA. Ces cabines auront une capacité de 20 à 40 mégavolts. Globalement, le plan d'urgence qui va répondre aux besoins importants des consommateurs en électricité à partir de l'été prochain, prévoit la réalisation de 607 km du réseau aérien et souterrain et le remplacement de 365 km du réseau ancien de basse tension.

GHARDAÏA

## Saisie de 8 kg de kif

Une quantité de 8 kg de cannabis a été saisie, dimanche, en deux prises distinctes, dans la wilaya de Gharadaïa, a-t-on appris mardi, auprès de la Cour de justice. Sept kilogrammes de cannabis ont été saisis, lors d'un contrôle routier à El-Menea (Gharadaïa), par les éléments de la Sûreté urbaine de la daïra d'El-Menea.

La drogue, emballée dans de petites caisses à thé, dissimulées dans un sac à bagages, appartenant à

une personne de nationalité saharienne, a été saisie lors d'un contrôle routinier d'un autocar, en provenance de Tamanrasset, a-t-on précisé. Le mis en cause a été déferé devant le juge d'instruction du tribunal de la même ville et a été placé sous mandat de dépôt pour «détention de produits stupéfiants», selon les autorités judiciaires. Par ailleurs, lors d'une opération de contrôle d'un autocar en provenance, également, de Ta-

manrasset, au lieu-dit «Noumerate», sur la RN 1, à 20 km au sud de Gharadaïa, les éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi un kilogramme de cannabis et quatre iPhones, dissimulés dans un cabas appartenant à un jeune, âgé de 34 ans, a indiqué la même source. Le mis en cause a été présenté devant le juge d'instruction de Métlili et a été placé sous mandat de dépôt pour détention de stupéfiants et de produits destinés à la contrebande.

SKIKDA

## Une commission pour lever les contraintes

A. Boudrouma

Entamés en décembre 2012, les travaux de réalisation de 2 lycées, inscrits en 2011 et 2012, implantés à Emjz Edchich et Ben Azzouz, connaissent déjà un taux d'avancement jugé appréciable par les responsables du secteur de l'Education, à savoir respectivement 12% et 20%. Ce n'est pas le cas, cependant, d'autres projets de lycées parmi lesquels ceux de Salah Bouchaour, Béni Zid et Zitouna qui accusent beaucoup de retard, leurs taux d'avancement variant de 7 et 10%, à peine, alors que leur inscription date de l'année 2010.

Le lycée de 'Zardez' connaît, de son côté, des difficultés liées aux formalités administratives d'expropriation. Pour le lycée d'«Oum Toub» dont l'inscription date de l'année 2012, la procédure de passation de marché, avec un opérateur étranger, a été, d'ores et déjà, achevée. S'agissant du lycée de Fil Fila, il est en phase d'études tandis que celui de Azza-ba, est en adjudication. A Collo, une nouvelle cité urbaine vient de bénéficier, au titre de l'année 2013, d'un projet en cours de réalisation afin de

régler le problème de surcharge qui se pose dans bon nombre d'établissements secondaires.

Parallèlement, 32 salles d'extension gérées par les APC ont été programmées dans les lycées de Fil Fila, 'Gassis Abderrahmane' de Azzaba, «Khettab Brahim» de Ain Charchar et enfin le Technicum «Boudebza Abdes-salam» de Skikda.

La réalisation d'un demi-pensionnat pour 300 repas, au lycée 'Zeramna' à Skikda, géré par la DLEP, a été retenue, tandis que le lycée 'Moufidi Zakaria' de Fil Fila a bénéficié d'une unité de dépistage scolaire (UDS) dont les travaux ont été déjà confiés à une entreprise, en attendant une rallonge budgétaire pour leur lancement effectif. Au total 14 lycées seront dotés de salle de sport, dont 2 n'ont pas encore été lancées en raison de la nature juridique de l'assiette foncière.

Grâce à un suivi de ces projets entrepris par une commission spéciale, installée par la wilaya et composée des directeurs de l'Education, de la DLEP et des services techniques, l'avancement des travaux semblent connaître une nette amélioration.

TÉBESSA

## Une fête pas comme les autres

Ali Chabana

Imaginons un instant, un Aid Mawlid sans pétards et autres produits pyrotechniques, cela pourrait-il se produire ? Cette fête, outre son aspect religieux, est en effet, associée aux bruits et détonations assourdissantes des pièces d'artifice et des dangers engendrés. Cela étant devenu une tradition.

Mais cette année, sur le marché, point de grand déballage de pétards, de bougies et d'encens car les ruelles commerçantes sont étrangement vides, elles qui, jadis, étaient prises d'assaut par une myriade de revendeurs qui, à l'occasion, étalaient leurs marchandises, en dépit de l'interdiction de l'importation et du commerce de ce genre d'engins explosifs, imposés par la loi.

Concernant son caractère populaire, déjà la veille de l'événement, les

maîtresses de maison ont pris toutes les précautions nécessaires en préparant des plats du terroir que chaque famille, encore attachée à certaines traditions pour l'incontournable dîner du Mawlid En-nabaoui, même si aujourd'hui ces préparations culinaires traditionnelles se font rares, à cause de la cherté de la vie, notamment les prix des viandes, fruits et légumes, de plus en plus, inabordable pour la plupart des ménages. Autrefois, le jour du Mawlid En-nabaoui était célébré, dès les premières heures du jour, en dégustant le petit déjeuner, «acida» bien exquise.

C'est une sorte de bouillie faite à base, de semoule, de lait et de beurre sur laquelle on étale une fine couche de miel et le tout garni de quelques bougies. Cette préparation maison était concoctée par nos mères et grand-mères, tel un rituel du jour anniversaire de la naissance du Prophète.

EL-TARF

## Actions de sensibilisation pour la carte Chifa

Des actions de sensibilisation des assurés sociaux de la wilaya d'El Tarf sur les nouvelles dispositions liées à l'extension de l'utilisation, à l'échelle nationale, de la carte Chifa, par le tiers payant, ont été lancées mardi, à travers les différentes structures de la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) d'El Tarf.

Une journée d'étude a été organisée à l'occasion sur l'explication des méthodes d'application de ces nouvelles mesures destinées à une centaine d'officines pharmaceutiques conventionnées, dans la wilaya.

Les animateurs de cette journée d'étude, des cadres de la CNAS, ont mis l'accent sur l'importance de ces mesures qui prendront effet à compter du 03 février prochain. Selon ces animateurs, les pharmaciens conventionnés sont tenus de respecter la réglementation en vigueur, laquelle stipule que «lorsque le montant de l'or-

donnance est supérieur à 3.000 DA ou lorsqu'il s'agit de la 3<sup>ème</sup> ordonnance au cours d'une période de 3 mois, l'assuré social devra régler le montant de cette dernière au pharmacien, et sera par la suite remboursé par son centre de paiement, selon la procédure habituelle». La même source a longuement évoqué la délivrance des médicaments ne pouvant être remboursés que dans certaines conditions particulières ou concernées par les dispositions d'application du tarif de référence et le contrôle à priori. Les animateurs ont souligné, dans ce contexte, l'importance de cette nouvelle disposition qui permettra, dorénavant, aux citoyens de cette wilaya qui compte 17.000 assurés sociaux, dont près de 6.000 malades chroniques, de pouvoir disposer de leurs médicaments dans toutes les officines pharmaceutiques implantées à travers le territoire national.

### Horaires des prières pour Alger et ses environs

| 12 rabie el aouel 1434 |               |                |                  |               |
|------------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|
| El Fedjr<br>06h26      | Dohr<br>13h00 | Assar<br>15h44 | Maghreb<br>18h08 | Icha<br>19h29 |



APARTEMENTS

■ A vendre un grand appartement F3, en plein centre-ville d'Oran de 110 m² au 2ème étage avec balcon de 15 m², situé face à la poste et \* CCF \* Contactez au: 0780.04.01.88

■ Vends F3 refait à neuf, ayant toutes commodités avec bon voisinage et ce dans un endroit calme à ARZEW - Cité Benbouali - Affaire à saisir - N'accepte pas promesse de vente. Offert 5.500.000 DA. Demandez 7.000.000 DA montant négociable - Contact Mr Houari: 0771.10.33.65 - 0550.32.88.72

■ Vends appartement F5 - 150 m², en face le consulat d'Espagne 2ème étage - Tél : 0772.63.95.48

■ A louer F4, 1er étage (immeuble fermé) (100 m²) de 4 étages, 2 façades - DVS commodités - situé entre Sabah et USTO - 24.000 \$/ mois. Versement 1 an - Tél : 0553.99.05.95 - 0770.62.90.36

■ Vends appartements F3 et F4 promotionnels à Marval - Oran - très bien situés et très bien ensoleillés - Contacteur 0050.46.18.22

■ Ag. Immo. El Walid cherche pour des clients sérieux des locations et achats de appartements de tous types F1 / F2 / F3 / F4 / F5 (W) d'Oran prix raisonnables et endroit sécurisé - Veuillez contacter les N° suivants Tél : 0555.86.14.53 - 0793.98.04.61 et le 0663.76.11.69

■ Loue F2 meublé Akid Lotfi, bien équipé, eau H24, clim... etc. - Contactez au : 0550.93.96.89

■ A louer F4 meublé Mobilart + F4, 5e meublé \* Pro \* Saïnoua Gambetta + F3, 5e meublé Résidence Victoria + villa Point du Jour + villa Bernandville + villa Mesreguine meublée - 0554.38.14.50 - 0557.42.01.32

■ A vendre les appartements : F4 + F6, 22ème et 26ème étages à Mobilart + F3, 4ème vue sur mer à Fernandville + F4, 8ème à Front de Mer + F3 + F4 même palier à Plateau Acté Benaouda + F3, 6ème à Akid Lotfi - Tél : 0772.25.08.10 - 0555.11.71.13

■ Vends Appartement F3 superficie 75 m² à ADL Péninsule, deux façades, bien ensoleillé avec ascenseur - Pas de courtoisier S.V.P - Appeler à partir de 18 H 00 au 0777.35.09.85 - Prix après visite

■ A vendre Appartement super, 67 m² LSP acté, 2ème étage, bien aménagé, cité cédur, Hai Nouar - Prix après visite - Appeler N° 0777.35.09.85 à partir de 18 H

■ Vds F6, 136 m² centre-ville d'Oran, 3ème étage, vide avec ascenseur + garage collectif Bd Mirachoux - 0556.78.48.49

■ Vends appartement neuf F3, 2ème étage, Hai El Yasmine à côté de la Résidence Hasnoua, donnant sur le 4ème boulevard. Refait à neuf, matériaux de haute qualité, 02 climatiseurs, Hall, chauffage, chauffe-bain, alarme - Appeler le 0665.27.69.09

■ Vends F4 à Hay Yasmine face autoroute et APC - 2ème étage - Tél : 0771.98.88.35

■ Loue Appartement Libre 1er étage - 4 PC, SDB, WC, grand balcon - 102 m² - Libré de suite - Tél : 0667.43.42.73 - 0775.56.13.87

■ Vends un appartement F4 - 140 m² - 1er étage à la Rue Khemisti C.V. d'Oran - Tél : 0771.35.35.60

■ TLEMCEM : Vends Appartement Duplex F4 - 1er étage Cité Casis à côté BNA Kifane - Sup. 100 m² - Tél : 0661.79.44.93

■ Vds studio 3ème étage côté de l'Académie. 25 m² vide + Ascenseur - 0556.78.48.49

■ A vendre bel Appartement F4, 105 m², 4ème étage Miramar (Jean Kraft) en face marché. Libre de suite. Prix offert 100 M - Tél : 0770.54.32.45

■ A vendre : 1 pièce + cuisine + toilettes. RDC / Spacieuse et libre de suite. 180 U. Désistement - Tél : 0556.11.90.96

■ Je cherche en Achat Appartement F2 ou F3 Promesse de vente à ORAN - Mobile : 0799.45.43.36

■ Loue étage de villa F5 - 140 m² + local 50 m² grand boulevard Castors ORAN - Tél : 0549.11.74.43

■ A vendre bel appartement 100 m² F3 grand Stand. Tout commodité dans un immeuble de deux étages nouvelle construction, bon voisinage (4 voisins) situé à St Eugène 1er étage tout près du Tramway. ORAN - Tél : 0773.43.55.23 - 0792.36.30.59

■ A vendre F3 refait à neuf, 9ème étage à Hai El Sabah. Désistement - Tél : 0550.62.38.76

■ Particulier loue un super F4 très luxueux 4ème étage dans une résidence (Bel Horizon) à Bir Djir - Oran - Sécurité et parking auto assuré - Tél : 0781.41.80.92

■ Cherche location Appartement F3 au 1er étage ou au RDC à Akid Lotfi ou Seddikia - Tél : 0560.21.75.97 - 0797.41.07.18

■ Vente d'appartements, bungalows, chalets, maisons de campagne... etc. en Espagne à très bon prix et assistance pour toute démarche d'achat nécessaire. Adresse : 1, Avenue Ramon Y. Cárax. Alicante (face promenade du port). Site Internet : www.mkgroupe.es - Email : mkgrouperimmobilier@gmail.com - Tél. Alg : 00.213.555.60.68.86

■ Vends Appartement + studio + magasin communiquant par escalier privé centre-ville ORAN - Tél : 0555.57.87.00

■ Maison à vendre F4 + cuisine + la terrasse. Actée, 1 étage. Boulevard Ahmed Ben Abderrazak - Tél : 0799.69.01.93

■ Vends F3 à 5 min. Acté au RDC + un local 03 façades à Victor Hugo Hai Ibn Sina. ORAN - Tél : 0795.16.73.37

■ F3 à vendre. Adresse : Cité Charles de Foucauld - Maraval. ORAN - 03 pièces, cuisine, salle de bain et WC - Tél : 0792.46.20.66

■ Loue Villa : Vds Gde chambre bien aménagée au RDC. Conviendrait Bureau (C. de ville côté Rue V. Mosquée). P. après visite. Merci - Tél : 0774.54.93.15

■ A vendre appartement F4 refait à neuf, situé à cinq minutes de la Place des Victoires. Immeuble propre, 4ème étage. Intermédiaire s'abstenir - Tél : 0550.87.09.04 / 041.39.16.54

■ A louer 65 m², 2ème étage centre-ville ORAN. Conviendrait pour Cabinet médical ou Avocat ou autre Profession ou Habitation - Tél : 0793.71.32.99

■ A vendre un beau F3 - 84 m² au 3e étage USTO - HLM. Refait à neuf. Tél. ADSL. Cuisine de 3.000 L. Ensoleillé, quartier calme, bon voisinage. Prix 970 Unités - Tél : 0773.45.65.18

■ Loue F3 haut standing meublé avec parking à Bel-Air (Victoria), 10 unités - Tél : 0662.13.50.99

■ Particulier loue F4, 1er étage à Hai El Yasmine, Résidence Aljazira. Toutes commodités, cité calme et sécurisée - Curieux s'abstenir - Contacteur : 0552.03.19.07

■ Vends Appartement F4 - 3ème étage - Visite - Acté - 940 U - HLM - ORAN - 0550.82.12.09

■ A vendre F3 - Acté 6 au centre-ville d'Oran, bien situé sur Bd Maatla, pour Habitation ou Profession libérale - Tél : 0557.19.51.18

■ Particulier vend très joli Appartement F3 de 70 m². Acté. SDB, cuisine, grande terrasse vue sur mer, 8e étage, avec Ascenseur. Porte principale se ferme à clé. Syndic et concierge. Adresse : Miramar. Lycée Lotfi - Oran - N° 0551.27.06.09

■ Particulier loue une Résidence neuve d'une superficie de 260 m², composée de 02 appartements et 02 locaux, située à ORAN - Tél : 0555.33.58.12

■ USTO - Vends Appartement F4, 2ème étage. Acté, 5 min Rd-point Nekkache, 2 façades, bien aménagé - Contacteur-moi au : 0556.09.64.15 - Curieux s'abstenir

■ Vends villa actée avec PC d'une sup. 168 m². Deux façades, aire Coop. Panoramas Belgaïd : 09 chambres, 02 salons, une cuisine, un garage pour 02 voitures, une buanderie, 01 hammam, 02 S.B, 04 WC, une bûche à eau 9 m3, une cour et avant-cour - Tél : 0797.10.06.05 - Prix après visite. Curieux et intermédiaire s'abstenir SVP

■ Vends Appartement F4, 1er étage. Acté, 130 m². Ain El-Turck cité militaire, en face cité CPA - 0661.71.05.71

■ Echange F3 rez-de-chaussée, acté, refait à neuf, cité 790 logements en face SEOR - conviendrait pour profession libérale - contre F4 ou F5 à Oran - Tél : 0772.18.05.57

■ A vendre F5 grand standing, 185 m², vue au palier à Gambetta. Acté. Au 5ème étage dans un immeuble de 4 étages, avec 3 balcons et 2 façades. Nvite Constr. - Tél : 0780.02.56.43

■ Loue appartement meublé, 150 m², au centre-ville d'Oran, salon, cuisine, 2 chambres, SDB, WC, véranda - Tél : 0558.74.35.48

■ A vendre bel Appartement de 5 P.C.S.B. sur grand Bd entre l'hôpital et les sapeurs-pompiers au Plateau. Superficie de 114 m². 2ème étage, immeuble de 5 locataires. Conviendrait pour Médecin ou Habitation - Tél : 0799.32.97.59 - Fixe : 041.40.76.33

■ Particulier vend à SAÏDA - Cité des 48 Lots El-Feth - appartement F3 aménagé en F4, moyen standing avec 3 balcons, acté, d'une superficie de 68.31 m² - Tél : 0557.37.51.77

■ A vendre Appartement F5, 137 m², 3ème étage, possibilité de faire 2 entrées, idéal pour Profession libérale ou Habitation au centre-ville (Larbi Ben Mhidj) immeuble bien réhabilité. Libre de suite. Prix de vente 1550 U - Tél : 0770.76.23.48

■ A vendre F4, Acté, Rez-de-chaussée. 73 m² à St Hubert. ORAN. Un balcon. Ligne Téléph. Bon voisinage. Refait à neuf - Tél : 0790.24.73.92

■ A vendre bel Appartement F3 grand standing. Sup. 90 m². Acté. Double façade. Meublé + cuisine équipée, situé à la Résidence El Nour en face l'hôpital militaire et la gendarmerie. Immeuble avec ascenseur et gardiennage + parking clôturé et surveillé. Prix après visite - Tél : 0549.41.33.43

■ Vends ou échange F3 spacieux 2ème étage, ensoleillé par 5 fenêtres, deux balcons donnant sur la rue centre-ville d'Oran contre villa ou Maison de maître ou Haouch à Hassi Ben Okba - Benfahra - Boufaïss ou Tlélat - Tél. 0790.84.51.46

■ Loue T4 meublé grand standing à Tour A Bahia Centre Mobilart - à partir du 1er Février 2013 - Contacteur 0773.70.08.75

■ Loue F2, 1er Seddikia + F4, 1er Bd Seddikia - AG. ES-SALEM - Tél. 041.42.03.93

■ Location F3 USTO ADL pour 6 mois + F3 meublé luxe Rue Michelet + F4 meublé luxe Front de Mer + F3 Plaza meublé + T5 Mobilart - 0560.18.38.27

■ A vendre un appartement double façade F4 au 2ème étage avec balcon. Adresse : Rue Slimani Med ex-Jules Vinson. Cité Protin. ORAN - Tél. Portable : 0561.94.82.04

■ Vente Appartement F3 deux façades, 1er étage, Rue Med Khemisti - MERS EL KEBIR - Tél. 0696.14.92.75 - (Non sérieux s'abstenir)

■ A vendre à Oran résidence Fellaouçène - Bt Sonatrach - F4, 125 m². Acté. Cuisine équipée, décor de luxe. 5e étg; sans Ascens. 3 Fag, 3 balcons. Nvite Constr. Résidence clôturée. Surveillance 24h. Parking sécurisé. P.O. : 16 MDA pas loin. Appelez le 0775.54.64.33. Visite A / 14 H

■ Vds Appartement F4 vide 2ème étage - 87 m² - 10, Bd Benadda Benaouda - 0550.59.01.57

■ Vds studio neuf R.D.C. entrée Seul. Acté à Trouville, corniche Oran. F1, cuisine, douche - 360 millions - Tél : 0773.06.09.68

■ A vendre Appartement F2 aménagé en F3, très bien aménagé (en luxe) avec cuisine équipée, SDB équipée... toutes commodités (chauffage, chauffe-bain...) au 3ème étage - Acté - situé à Ibn Sina ex-Victor Hugo - Oran - Tél : 0792.03.43.34

■ Vends F3 Duplex 90 m² Hai El Yasmine. P.D. 12 - Tél : 0549.40.56.45

■ SIDI BEL ABBES : Vends un superbe F3 + garage, refait entièrement à neuf, au 2ème étage à 5 min du centre-ville. Prix après visite - Tél : 0555.06.81.21

■ Vends un appartement F3, 2ème étage, très bien situé à Gambetta Cité des Lilas. Acté - Avec toutes commodités - Tél : 0552.93.79.78

■ A vendre un bel et grand F3. Sup. 74 m², double façade avec jardin et terrasse, au rez-de-chaussée, situé à la cité privée de Lamure à Petit Lac (Côte Sté Jean El Bahja) rénové à neuf (Installation élect. Inst. Gaz. Inst. Eau. Chauffage central. Aménagement intérieur (Style français). Prix après visite - Tél : 0770.49.16.41

■ ORAN-Est : Loue Duplex grand standing, endroit stratégique, immeuble propre et privé pour Société ou Siège d'Administration - Contacteur le 0798.81.19.93

■ A vendre Appartement F3 - 2ème étage - situé à USTO - ORAN - Tél : 0551.10.06.01

■ Loue Appartement F2 et F3 meublés et équipés de tout, garage, sécurisés, dans résidence familiale Gd standing, vue sur mer, à Cap Falcon (Ain-El-Turck). ORAN. Possibilité location courte durée - Tél. 041.26.52.15 - 0773.84.67.39

■ A vendre villa à Fernandville. Actée. Superficie 515 m². Bâti 340 m². R+3 (de façade de 20 m). Toutes commodités + jardins avec des arbres fruitiers dans un endroit calme et bon voisinage. Le prix après-vente: 0773.43.91.73

■ Vends Maison 300 m² 02 façades + garage + cour + 3 Poes. Actée, 550 U. Cap Blanc - 02.5 hect. 300 arbres fruitiers. Vue sur mer. 390 U. Cap Blanc - Tél : 0777.04.46.83

■ AG. NADJET Boutléis Vend : Villa 256 m² R+2. 5 Apparts + 3 garages Bd. deux façades TORO. ORAN. Acte. 4 U négociable - Hammam + villa R+1, puis. 490 m². Acte. 4 U. Messreguine - Haouch 80 m² Arrêté 130 U PC 7 - 0777.04.46.83 / 0552.98.13.81

■ Vends 100 m² RDC. 8 m façade. Acté - 920 U - KARAI / ES-SÉNIA - 0793.89.98.06

■ AG. NADJET Boutléis Vend Villas : 240 m² 2F. R+2. 11 Pcs + cave. Acté. Boutléis - 250 m² 2F. R+2. Acte. 2.1 U Boutléis - 400 m² 2F. R+2 commerciale. Acte 3 U. El-Malah - 160 m² R+1 + jardin. Acte. 16.50 U Boutléis - 200 m² R+1. Acte. 800 U PC7 - 300 m² RDC. Acte 550 U Cap Blanc - 180 m² R+1. Acte. 3F. 1,8 U Boutléis - 220 m² RDC. Acte. 610 U PC7 - 0777.04.46.83 / 0552.98.13.81

■ Vends Maison 300 m² 02 façades + garage + cour + 3 Poes. Actée, 550 U. Cap Blanc - 02.5 hect. 300 arbres fruitiers. Vue sur mer. 390 U. Cap Blanc - Tél : 0777.04.46.83

■ AG. NADJET Boutléis Vend : Villa 256 m² R+2. 5 Apparts + 3 garages Bd. deux façades TORO. ORAN. Acte. 4 U négociable - Hammam + villa R+1, puis. 490 m². Acte. 4 U. Messreguine - Haouch 80 m² Arrêté 130 U PC 7 - 0777.04.46.83 / 0552.98.13.81

■ Vends 100 m² RDC. 8 m façade. Acté - 920 U - KARAI / ES-SÉNIA - 0793.89.98.06

■ AG. NADJET Boutléis Vend Villas : 240 m² 2F. R+2. 11 Pcs + cave. Acté. Boutléis - 250 m² 2F. R+2. Acte. 2.1 U Boutléis - 400 m² 2F. R+2 commerciale. Acte 3 U. El-Malah - 160 m² R+1 + jardin. Acte. 16.50 U Boutléis - 200 m² R+1. Acte. 800 U PC7 - 300 m² RDC. Acte 550 U Cap Blanc - 180 m² R+1. Acte. 3F. 1,8 U Boutléis - 220 m² RDC. Acte. 610 U PC7 - 0777.04.46.83 / 0552.98.13.81

■ Vends Maison individuelle F3 avec garage et jardin - Tél : 0551.42.75.55 - 0551.60.56.95

■ Loue villa N.C. Fernandville R+1. 2 façades. Quartier résidentiel. 315 m². RC. G. salon + G. salle à manger + C + SDB + cour + garage. 1er étage : 5 Poes + G. hall + SDB + terrasse + buanderie. RDV pour visite. Préf. Sté étrangère ou Sté nationale - Tél : 0774.88.06.63 - 0559.09.65.97

VILLAS

■ A vendre villa S/Sol + RDC + 1er étage - 204 m² - Ain El Turck route de Cap Falcon - façade 12 m sur la route - Actée + Livret foncier - Tél : 0550.16.29.99

■ A vendre des belles villas : 320 m² + 400 m² deux façades à Point du Jour + 400 m² R+1 à Fernandville + 750 m² R+1 à Canastel + 220 m² R+1 à Saint Hubert + 320 m² R+1 deux façades à Péninsule + 132 m² R+1 deux façades à Canastel... etc. - Tél : 0772.25.08.10 - 0555.11.71.13

■ TLEMCEM : Vds un immeuble de 4 Apparts indépendants et un pavillon sur 3 étages sur un terrain de 430 m² - Tél : 0551.21.75.26

■ A vendre M. Actée + Livret foncier. 120 m² à Gambetta - sous-sol + RDC + 1er étage - prix après visite - Tél : 0696.40.48.47

■ TLEMCEM : Vends immeuble 208 m² S/Sol, R+2, fini à 70%, 2 rideaux sur Bd 24 M - Curieux et courtier s'abstenir - prix après visite - Tél : 0561.37.53.83

■ Vends belle villa R+1, 2 façades avec acte, nouvelle construction. Sup. 180 m² + Ch. central + F. motrice 380 V à Es-Sénia 200. RDC : 1 salon + hall + cuisine + sanitaires + P. hammam + 1 cour + 1 garage + 1 studio. 1er : salon + 4 Chbres + P. terrasse + sanitaires. 2e : gde buanderie + terrasse + possibilité d'extension - Curieux s'abstenir - Tél : 0551.70.33.19

■ Vends villa R+2. Sup. 150 m². 80% finie, double façade, composée de 2 grands salons, 5 chambres, cuisine + doubles sanitaires (WC + SDB) + véranda + petite cour sert pour garage, situé à "MAHIDIA" localité de Tlélat à prox. miles de l'autoroute - prix après visite - Tél : 0772.08.85.16

■ Vds Hôtel plein centre d'Oran en Activ. 4 étages 2 S-Sois, Chauff. C. 50 chambres, 3 façades, hammam (pour 4 jabis) - Intermédiaire et curieux s'abstenir - Tél : 0773.47.06.62

■ Vds belle villa à Canastel bien située. Sup. 180 m² R+1 - 1-tes commodités. RDC: G. garage, G. hall, Cuis., Salon, S. séjour, P. jardin, hammam (avec Ch. central) 1er : 4 Ch. G. hall, courtoisier, P. terrasse, SDB, buanderie - Tél : 0553.81.49.16 (Inter. s'abstenir S.V.P)

■ Loue villa à Paradis Plage AET : F4 meublé et équipé. Endroit très calme, 150 m², jardin 60 m² + 1 puits et terrasse de 200 m² - Tél : 0661.20.53.31

■ A vendre villa 300 m² à ORAN - Contacteur N° Tél : 0554.09.14.57

■ TLEMCEM : A louer Niveau de villa, 1er étage, 3 chambres à Imama - Acté : 0556.33.86.43

■ Vends Maison. Actée. 100 m². R+2 à Sid El Bachir. 2 garages. 1er : 3 chambres + cuisine + SDB. 2ème : un grand salon + une chambre + SDB + terrasse - Tél : 0550.56.62.98

■ A vendre villa Dior El Rahma MESSERGHINE. Sup. 140 m², 2 façades R+1 - Contacteur : 0771.72.15.10

■ TLEMCEM : Vds Maison avec local commercial Sid Said plus bas que la station d'essence Quail et livret foncier, double façade - Tél : 0773.26.24.17

■ A vendre villa de 260 m², 2ème étage, 6 pièces de chaque étage, 1 garage à 150 m², jardin 60 m² + 1 puits et terrasse de 200 m² - Tél : 0661.20.53.31

■ A vendre Haouch 85 m². 2 façades + hall. Désistement avec papier à Mesreguine-Village - N° T : 0794.76.93.38

■ Vends Maison à Ain El-Turck 600 m² (200 m² Habitable 400 m² Terrain) en cohabitation - Tél : 0670.31.00.93

■ A vendre très belle villa à Canastel Oran et carresse à Oran-Est + Vds très belle villa à Bousfer-plage, vue sur mer, équipée, de 3 niveaux + 0560.21.75.97 - 0797.41.07.18

■ Location d'une belle villa meublée, finie, R+1 de 250 m² avec jardin, bien située à Canastel - Oran - 0560.21.75.97 - 0797.41.07.18

■ Vds villa standing 450 m² (15 m façade). Bâti 180 m². S/Sol + RDC + 2. Quart. Résidence Bon Accueil / HLM. S/Sol : local 100 m². FM, chambre froide 20 m³ + sanitaires. RDC : 2 Gd Sal. Cuis., SDB + WC + 02 bureaux (25 m²) Gde cour pour 04 Véh. Jardin fruitier de 150 m² avec eau. 1er et 2ème étg. 03 Gds Sal., 04 Ch., 02 Cuis., 02 SDB, 02 WC + F2 (75 m²) 02 Ch., Cuis., SDB, WC. Terrasse accessible (Interm. et Ag. s'abstenir). Prix après visite - Tél : 0556.919.576

■ A vendre Maison R+1, 96 m². 8 m façade Hay Badr MISSERGHINE - Tél : 0774.91.82.50

■ Maison de Maître à vendre de 100 m² comprenant 3 Poes + cuis. + WC et cour au RDC et 1er étage 3 Gdes salles de grande terrasse - au prix de 1.800.000.000 - Adresse au 80, Rue Hamrène Al ex-Rue El-Rouaz à El Hamri. ORAN - N° Tél : 0791.98.11.49

■ TLEMCEM - IMAMA : Vends Maison. Superficie totale 794 m². Bâti 377 m², jardin, yards 2 façades 22 m donnant sur voie principale et commerçante de Mansoura face au palais de la Culture, idéale pour Promotion Immobilière - Contacteur : 0561.99.87.79

■ Vends Villa de Maître à vendre de 100 m² comprenant 3 Poes + cuis. + WC et cour au RDC et 1er étage 3 Gdes salles de grande terrasse - au prix de 1.800.000.000 - Adresse au 80, Rue Hamrène Al ex-Rue El-Rouaz à El Hamri. ORAN - N° Tél : 0791.98.11.49

■ TLEMCEM - IMAMA : Vends Maison. Superficie totale 794 m². Bâti 377 m², jardin, yards 2 façades 22 m donnant sur voie principale et commerçante de Mansoura face au palais de la Culture, idéale pour Promotion Immobilière - Contacteur : 0561.99.87.79

■ Vends Villa de Maître à vendre de 100 m² comprenant 3 Poes + cuis. + WC et cour au RDC et 1er étage 3 Gdes salles de grande terrasse - au prix de 1.800.000.000 - Adresse au 80, Rue Hamrène Al ex-Rue El-Rouaz à El Hamri. ORAN - N° Tél : 0791.98.11.49

■ Vends Villa de Maître à vendre de 100 m² comprenant 3 Poes + cuis. + WC et cour au RDC et 1er étage 3 Gdes salles de grande terrasse - au prix de 1.800.000.000 - Adresse au 80, Rue Hamrène Al ex-Rue El-Rouaz à El Hamri. ORAN - N° Tél : 0791.98.11.49

■ Vends Villa de Maître à vendre de 100 m² comprenant 3 Poes + cuis. + WC et cour au RDC et 1er étage 3 Gdes salles de grande terrasse - au prix de 1.800.000.000 - Adresse au 80, Rue Hamrène Al ex-Rue El-Rouaz à El Hamri. ORAN - N° Tél : 0791.98.11.49

■ Vends Villa de Maître à vendre de 100 m² comprenant 3 Poes + cuis. + WC et cour au RDC et 1er étage 3 Gdes salles de grande terrasse - au prix de 1.800.000.000 - Adresse au 80, Rue Hamrène Al ex-Rue El-Rouaz à El Hamri. ORAN - N° Tél : 0791.98.11.49

■ Vends Villa de Maître à vendre de 100 m² comprenant 3 Poes + cuis. + WC et cour au RDC et 1er étage 3 Gdes salles de grande terrasse - au prix de 1.800.000.000 - Adresse au 80, Rue Hamrène Al ex-Rue El-Rouaz à El Hamri. ORAN - N° Tél : 0791.98.11.49

■ Vends Villa de Maître à vendre de 100 m² comprenant 3 Poes + cuis. + WC et cour au RDC et 1er étage 3 Gdes salles de grande terrasse - au prix de 1.800.000.000 - Adresse au 80, Rue Hamrène Al ex-Rue El-Rouaz à El Hamri. ORAN - N° Tél : 0791.98.11.49

■ Vends Villa de Maître à vendre de 100 m² comprenant 3 Poes + cuis. + WC et

■ A vendre des lots de terrain urbanisés avec sur une mer de 120 m² à 720 m² à Ouled Youcef. C: HONAINA - W. TLEMENCI - 0559.24.30.55

■ MAGHINIA - A vendre lot terrain. Acté notarié. 300 m² ou échange contre appartement TLEMENCI et environs ou appartement à ORAN et environs - Tél: 0561.60.75.51 - 0794.53.46.91

■ Vends des lots de terrains à Hai Rabah Misserrghine - Oran - Superficie entre 200 et 300 m² - Actés et Livret foncier global. Prix 9.000 DA/m² - 0551.87.03.64

■ Camion Frigo KIA K2700, année 2012, à louer avec ou sans chauffeur à Oran pour Sés Nlle, privée ou autre - Contacter: 0665.29.62.30 - 0554.80.52.19

■ A vendre Renault Symbol, Année 2010 - 96 000 Km. Bon état. Gris métallisé - 0771.47.82.67

■ Vends véhicule TOURAN VOLKSWAGEN d'origine allemande. Année 2004, toutes options, couleur noire, carte grise 31. Routé 200.000 Km. Prix offert 115 U - Tél: 0696.45.86.70

■ TLEMENCI - A vendre SSANGYONG, double cabines 4x2. Année 2012. Couleur blanche - Contacter: Mohamed: 0771.23.17.08

■ Location local 64 m². Bien fini. Cité Yasmine (Promoteur) - Tél: 0550.46.04.04

■ Local à louer. Superficie 260 m² avec 4 rideaux électriques et une hauteur de 5 m et une façade de 23 m situé Rue du Foyer Oranais - Choupet - 0771.36.85.24 - 0770.33.49.37

■ Location de 02 grandes Chambres froides état neuf à ORAN + 02 Camions Frigo (KIA K2700) - Contacter: 0668.73.70.63

■ Vends local 15 m². Acté. Fonds et Murs - côté consulat d'Espagne à 15 m de la Rue Khemisti - côté Barbarousse. Prix 980 U - Tél: 0551.32.25.71 ou 0033.681.074.519

■ A vendre ou Echange Bureau de 100 m² au centre-ville d'Oran. Convient à Institut de beauté - Cabinet - Siège de société - Tél: 0696.49.58.33

■ A louer Chambre froide 105 m³ Positive - Négative (déjà servi pour les glaces et viandes) - Très bien située à Petit Lac - ORAN - Tél: 0790.91.54.67

■ A louer pour Société, un local deux étages de 200 m², double façade, situé à Es-Senia, près du tramway - Appeler au: 0554.25.66.29

■ A vendre 2 Hôtels à BOUHANIFIA en plein boulevard: 1 / H. 15 chambres + 7 suites + cafétéria - 2 / H. 25 chambres + 4 suites, parking + locaux - Tél: 0550.61.82.47

■ A louer dépôt 160 m² bien fini à Canastel + villa avec un dépôt de 150 m² à Bektagi bien située - Ag. Immo. CANASTEL - Tél: 0770.28.60.71 - 0554.58.86.89

■ Vds local commercial. Acté. Sis au 19, Hamou Boutléis - ORAN. Superficie 46 m² x 2 (en superposé) - Contacter le: 0774.39.47.88 ou le 0793.88.00.16

■ A vendre ou A louer pour Société local Showroom de 280 m² hauteur 4,0, 2 rideaux automatiques, sanitaires, eau, gaz, Tél., sur grand Bd près hôpital militaire ORAN - Tél: 0775.028.565

■ Vends dépôt 1.500 m² El Karma - 4 façades - en face Centre technique FASHOR - Tél: 0550.932.631 - 0555.688.676

■ Location: Dépôt à La Lofa 200 m³ tout de suite + Dépôt Rue Bouzoujdja 300 m³ Maraval - Tél: 0661.20.86.00

■ Moteurs en location Hangar 560 m² Zone Es-Senia. Libre de suite - Tél: 0774.20.21.19 - 0555.06.02.55

■ A louer Ra-3 - 100 m² par étage - bien situé avec Clim centralisé - Convient pour Showroom ou Administration à ORAN - Tél: 0549.40.36.85

■ Vds à usage de magasin appartement au R.D.C. de 41,77 m² double façade en face marché Hai Sabah ORAN - Tél: 0561.33.16.01 - 0553.10.55.88

■ A louer local 130 m² situé à Maraval. Av. Zaouï Med N° 66. ORAN. Bien aménagé avec sanitaires - Tél N° 0776.19.34.40

■ Donne en location espace situé sur 2 niveaux avec Open Space + 45 m² pouvant servir pour bureaux - assurances - opérateurs téléphoniques - sociétés privées ou commerces. Endroit très bien placé à Oran. Sécurité et facilité de stationnement - 0550.24.31.60

■ Location des magasins superbes aux nouvelles galeries SIDAD en 1er étage toutes commodités, 10 magasins - Tél: 0560.22.07.92 - 041.42.14.62

■ Vends local commercial avec superposé métallique. Superficie 35 m². Bien aménagé + toilettes - 20 m de l'avenue de Choupet - 0559.65.29.44

■ ORAN: A louer local 21 m² Acté. Hai Echouhada, Es-Sabah - Prix 17.000 DA - Tél: 0560.69.00.65

■ Centre-ville HASSI EL GHELLA - A. TEMOUCHENT: A.V. 3 Loc. comm. à côté Bus - Mairie - Postes - Marché - Mosquée - T: 0559.84.32.02 / 0669.10.74.86

■ A louer local superficie 150 m² deux niveaux situé sur le grand boulevard de Gambetta 14. Rue Quik Kabila Salina en face C.E.M. Tandjoui - Contacter le N° 0550.09.11.21

■ Vends local commercial 28 m² sur Boulevard Millénaire. ORAN. Aménagé, vitrine, moderne, rideau électrique et dalle de sol - Tél: 0553.58.43.48 - 0552.53.41.00

■ A louer local 50 m² et local 120 m² + Etage de villa grand boulevard Castors. ORAN - Tél: 0549.11.74.43

■ A vendre Restaurant Le Bon Coin. 28. Rue Rahmani Khald - Sid El Houari - Pécherie. ORAN - 0664.41.15.39 - 0772.74.41.31 - 0775.02.82.41

■ Cherche pour Location un local de 120 m² à ORAN-Ville ou environs - Contacter le 0773.81.11.12

■ Vends ou Loue dépôt 800 m². Acté à St Charles - et Vends local 4.000 m² avec 160 m² couverts et 160 m² Administration. Acté à Tafraoui. ORAN - 0550.62.38.76

■ Location dépôts 1.200 m² + 1.500 m² et 3.000 m² côté Ouest ORAN - Tél: 0560.21.75.97 - 0797.41.07.18

■ A louer dépôt 400 m² + 2 bureaux à Saint Eugène. ORAN (ex-Parc Société de Tax) - Tél: 0559.99.31.09

■ Arc-en-ciel salon de coiffure et d'esthétique au 10, Rue Beni Hamad (ex-Rue de la TSF) Protin - Contacter: 0555.65.24.28

■ Liquidation Totale!!! Changez le tissu de votre salon en Tissu haut de gamme 16, Rue Belle Vue - Miramar - en haut et la dernière rue entre la Rue Bédou et Ra rue Jean Kraft près de lycée Lotfi - Tél: 0554.24.98.05

■ Cause départ: à vendre affaire très rentable unique dans la région Ouest (pas de concurrent) fabrication, emballage et vente de bonbonnes de 20 litres - Informations au N° 0557.23.42.22

■ Vends 02 Machines Souffleuses neuves pour bouteilles PET semi-automatiques chaises - Tél: 0550.10.95.88

■ A vendre Machine LAZER pour fabrication cachets en 5 minutes Peu servi. Vente uniquement pour professionnels (Justification) - 0661.24.79.21

■ Pour vos fiançailles et mariages, sortir avec la mariée pour chignon et maquillage, veuillez appeler le 0555.65.24.28

■ A vendre: Fautail pédicure - Lave-tête en céramique avec fauteuil - Appareil Ceyla Light facial (activateur de jeunesse) - Appareil diplomat - 1 Cuve 4 litres état neuf - Stérilisateur à 2 étages - 0555.65.24.28

■ TLEMENCI: Occasion à ne pas rater. Cause départ, vends Ligne complète Machine bonbons (soufflées) en très bon état - Tél: 0560.008.403 ou 0794.506.084

■ Vends Fautail dentaire marque QUETIN bon état - Tél: 0781.41.42.69

■ A louer Location de Café à ORAN - Tél: 0552.07.98.47 - 0659.27.02.05

■ A vendre Compresseur ATLAS COPCO. XAS. 56 - en très bon état + AIR - LESS. EURO-PRO à l'état neuf - Tél: 0661.29.56.83 - Oran

■ Vends Echographe SIEMENS Echo Doppler N/B avec 2 sondes 3,5 et 7,5 en bon état de fonctionnement - Prix 450.000 DA - Tél: 0550.90.68.16 - 0770.38.75.86

■ Vends Matériel de laboratoire: Lisseuse de 50 Kg - Bac de 500 L - Bassine 100 L - Divers Moulés de fabrication - Visite sur place à Sidi Maârouf - Oran - Tél: 0550.31.28.31

■ Vends Four de peinture Industrielle. Neuf. Disponible à ORAN et à un prix intéressant - Contacter: 0770.67.78.69

■ Donne Cours de Programmation générale et analytique ainsi que la Facilité - Compabilité classe Terminale et Universitaire. Places limitées - Contacter au N°: 0664.37.81.30

■ Digital Net vend Matériel informatique et accessoire PC portable et de bureau 13 - 15 - 17 différentes marques - Contacter 0555.02.20.98

■ Vends Machine Plastique pour Gaine orange en marche - Tél: 0554.37.57.13 - 0771.87.38.83

■ Vds Ligne Production Plaque d'œufs (Alvéoles) rotative 24 moules. Production 3000 Pcs/H - Tél: 0669.02.03.02 - BATNA de 08 H à 18 H

■ Institut Selmane Agréé par l'Etat - Formation qualifiante pratique: Secrétaire médicale. Déclarant Douane. Gestion des Stocks. QH. Comptabilité. Magasinier. Agent PAQ. Marketing - 43, Rue Larbi Ben Mhidi. ORAN - Tél: 0554.58.56.08 / 041.33.13.97

■ Institut Selmane Agréé par l'Etat - Formation qualifiante pratique: Java - C++ - Autocad - Arçhitect - 3 DS MAX - Topocad - Covidis - Solid Word - SAP 2000 - Robot - Réseau - Site Web - Infographie - Câblage des armoires - 43, Rue Larbi Ben Mhidi. ORAN - Tél: 0554.58.56.08 / 041.33.13.97

■ Jeune Homme cherche Numéro de Taxi W. d'Oran - Contacter-moi N° T. 0790.36.22.14 - 0790.55.90.98

■ Ets de Formation KHAWARIZMI. Formation: Secrétariat bureautique en informatique. Accrédité 15 jours. Word / Excel / Win 7 / Power Point / Internet - Fin de stage diplôme agréé - St Hubert - ORAN - 0559.28.12.06

■ EMLMTP cherche Location des Camions à benne 20T - 30T - 40T - 50T pour un contrat de longue durée - Pas de courtiers SVP - Contacter: 0561.60.35.27 / 048.54.76.70

■ Ets de Formation KHAWARIZMI. Formation: (1) Maintenance PC. Montage. Bros. Carte Mére. Installation. Formatage. Poste Réseau. Fil / S. Fil. Câble croisé. Configuration réseau. Fin de stage 02 Diplôme en Maintenance et Réseau en deux mois. Prix: 9.000 DA - St Hubert - ORAN - 0559.28.12.06

■ Ets de Formation KHAWARIZMI. Donne cours: Anglais - Français - Espagnol (Prof espagnol). Débutant. Avancé. Fin de stage Attestation Agréée par l'Etat - St Hubert - ORAN - 0559.28.12.06

■ Industriels, Entrepreneurs, Femmes & Hommes d'Affaires Oran, Tlemcen, S.B.A., Témouchent: pour la conception de vos logos, maquettes et tous vos travaux d'imagerie, consultez le CABINET CANAL SUR MARKETING & PUBLICITE - 0771.623.347 - Tél/Fax: 048.54.01.10 / 043.27.25.15 - Avec prise en charge de vos insertions publicitaires dans la presse

■ Pour Réparation - Maintenance - Installation - Réseau Système d'exploitation et Vente tous Matériels informatiques... etc. des Spécialistes en produit informatique vous offrent leurs services... Contacter: 0555.77.87.09 - Tél/Fax: 041.46.36.57

■ MOSTA - Vds Conteneur maritime de 20 P - Tél: 0560.10.54

■ MOSTA - Vds Bateau de plaisance de 6,80 habitable 3 couchages, équipé d'un frigo + réchaud à gaz. WC douche. Excellent état. An 2000. Moteur diesel de 135 Ch. - Tél: 0560.10.54

■ Particulier possède un local 32 m², avec issue de secours, bien situé, recherche Associé pour Cybercafé - Tél: 0553.56.10.25

■ Dame Douce des Cours de Maths pour CEM et 1AS au centre-ville ORAN - Tél: 0772.77.84.79

■ Vends une Ligne de production de Bouteille en verre, peu servi + Matériel 1ère et Brique réfractaire - N° Tél: 0551.21.20.39

■ Vente Charpente métallique pour hangar de 500 m² - Urgent / Vente Chaîne de peinture d'occasion, bon état de matche, de marque Italienne - Contacter: 05.49.40.92.17

■ Vends Machine Industrielle transformation Papier hygiénique - Compresseur d'air 500 L et plusieurs Accessoires - Tél: 0556.86.29.33 - 0557.62.15.09

■ A SIDI BEL ABDES. Vends Matériel de boulangerie état neuf. 02 Fourns (Télé) TAX 800. 1 Pétrin Bongard. 02 Diviseurs BELGARD. 02 Façonneuses Bongard. 01 Pétrifidroseur. 01 Groupe électrique 40 Kw "Deutz". Un Local 300 m² - Possibilité de travailler en association - Tél: 0770.98.25.15

■ Cause de Changement d'activité: Vente Produits Parapharm - Couche Bébé et Adulte - Tél: 0557.62.15.09

■ Société de démolition avec travail de Professionnel et Prix compétitifs prend tous Travaux de Démolition de Construction - Tél: 0771.15.74.35

■ Pour travaux Réparation de Coffres-forts bloqués - Veuillez appeler le 0555.944.327 ou 0697.75.31.14

■ A vendre 03 Pelles hydrauliques, 2 Fiat Hitachi, 1 Liebherr 904, état marche. Oran - Tél: 0556.03.28.80

■ Technico Man Machines Imp. / Exp. Dispose: Machine à crème glacée 3 bras - Mach. Condition - Mach. Coupeuses - Enveloppeuses nougat - Souffleuses bouteilles PET - Fardeuses / Enveloppeuses - Epilieuses amandes - Tél: 0661.30.06.35 - CONSTANTINE - Email: khalil\_abdel@yahoo.fr

■ Pour (CNAC / ANSEJ / ANDI) World Equipement vend Chaines Auto Huileries MAASRA - Tél: 0770.49.43.10 / 0770.94.25.01 / 021.77.70.07

■ STOP! Entreprise Particulière: la société ALGERIE TO-NEER recharge vos cartouches, toners laser & copieurs noir & couleur, recycle vos tambours, HP EPSON - XEROX - LEXMARK - SAMUEL - CANON. Nous offrons un service livraison gratuite Spécial entreprise. Nos produits sont garantis 100% européens - Info: 041.28.22.22 / 28.28.10 / 53.23.99 - Email: algerietoner@yahoo.fr

■ Ecole de Cuisine et de Pâtisserie agréée par l'Etat depuis 2007 forme des Cuisiniers - Pâtisseries - Pizzolo - Gâteaux orientaux - Réception - Chef de rang - 18, Rue Bekkai Baghdad - Carreau HLM (Bon Accueil) - Tél/Fax: 041.42.34.46 - Mob: 0555.11.47.80 - 0665.70.63.40

■ SARL AIR DYNAMIC - Nouvel arrivage + Compresseurs d'air à vis Diff. Puissances / Stationnaires / Sur Roues / et Sécheur - Mob: 0560.00.90.22

■ Formation en « Commerce International et Marketing » contient 5 modules, durées 6 mois chaque samedi, destinée pour étudiants, professionnels et autres. Enseignants très qualifiés (+25 ans d'exp.). Prix étudiants. Niv. d'accès 1AS et + / L'école de formation agréée IBN KHALDOUN: 91, Rue L. B. M'hidi (face SADOY) Oran - Tél: 0550.02.21.36 / 0772.09.74.50 / 041.39.15.23

■ EURIL MACHIDA. Vends Machine de broderie ANSEJ - CNAC - ANDI - Tél: 0557.12.93.52

■ Entreprise Travaux Bâtiements tout corps d'état cherche des projets en: Démolition - Maçonnerie - Construction - peinture - Ferronnerie (Etude - Réalisation) - Appeler Anselme: 0771.85.21.77 - Tél/Fax: 041.46.36.57

■ A.V. Chalutier Congélateur construction 2006, mis à l'eau 2007. Long. 26,5 m - Larg. 7,30 m - Tirant d'eau: 4,20 m - Tirant d'air: 3,50 m. MP: GUASCOF 360 / 1000 CV - 3 Gropes électrogènes. Suréquipé en appareils de communication. Port d'attache: ANNABA - Tél: 00213.77.15.28.214 - de 10 h à 12 h

■ Entreprise en bâtiment spécialisée en Enduits projetés - Intérieur en plâtre MP 75 L - Extérieur en mortier gris - Qualité - Rapidité - Toute entreprise intéressée: nous contacter au 0550.53.78.62 - 0665.20.87.83

■ SARL DANIEL OUEST vend des Autoclaves de 18 litres avec Déshydrateur à fins promotionnelles - Tél: 041.33.23.25 / 0774.01.63.19

■ Vous entendez mal? Votre enfant entend mal? Auditef vous offre un bilan auditif gratuit - Pour prendre rendez-vous téléphonez au: 0661.10.35.01 Oran - 0661.10.35.06 Mostaganem

■ A vendre: Salle à manger. Table + 04 Chaises à 8 500 DA - Table + 6 Chaises à 10 500 DA - Table + 08 chaises à 12 500 DA - d'origine Malaisie - Contacter-nous au 0773.627.833

■ J.H. Architecte ayant une Entreprise de bâtiment offre ses services pour Conception - Réalisation - Suivi - Permis de Construire - Mise en conformité... etc. - Tél: 0781.20.70.04

■ Agence des déménagements: Assure votre démontage de A à Z. Transport (tout type). Montage et démontage de meuble. Emballage. Installation. Déinstallation de parabole et de clim - Contacter le: 0556.51.11.82 - 0556.51.09.53 ou bien par Email: demenageplus@hotmail.com

■ Vds Matériel de conserverie pour confiture et poisson en boîtes fer, serlisseuse autom. et semi-automatique marque CARNAUD France et serlisseuse autom. et semi-automatique marque SOMME Espagne avec pièces de rechange d'origine. Marqueuse de couvercles automatique. Tamiseur et Autoclave et autre - 0661.20.14.13 - ORAN

## VEHICULES

■ Vends à ORAN 208 couleur blanche Active tout option. Année 2013. Ess. 12 - 92 Ch. Routé 95 Km. Prix offert 150 U. Prix demandé 156 U - 0556.90.34.30

■ A vendre BMW 5.25 Chetana. Année 2005. Kilométrage 205.000 Km - Tél: 0561.936.849

■ A vendre OPTRA Coupé. Année 2009. Kilométrage 46.000 Km. Couleur grise - Tél: 0561.936.849

■ LVS Location: Louez une Camionnette à partir de 2.000,00 DA - LVS l'agence des professionnels - Adresse: Cité 200 Logis la Placette - Es-Senia - Tél: 0775.20.38.42

■ Handicapé cherche Véhicule Spécial pour handicapé ne dépasse pas le prix 50 U - Tél: 0557.03.38.48

■ Location de voiture NEW CAR vous propose des voitures à louer en plusieurs modèles, soit à des sociétés ou à usage personnel, et aussi si vous souhaitez un déplacement avec chauffeur vers toute destination - Tél: 0777.07.32.84 - 0551.14.27.46

■ A vendre ORAN Fourgonnette CHANA. 5 places, châssis long, 70 000 Km à l'état neuf - P.O. 480.000,00 DA - Tél: 0770.64.26.78 - 041.31.12.26

■ A vendre voiture Q5. Année 2011. Couleur noire. Toutes options. 20.000 Km. Bte automatique - Tél: 0698.83.26.70

■ A.V. Clio 3 Dynamique Diesel 1,5 DCI (90 Ch.) - tt. options sauf toit. Année 2011. Couleur noire. Aucune retouche. Kilométrage 52.000. Carte grise 31 - Tél: 0556.86.26.37

■ A louer Fourgon Mercedes (Sprinter) châssis long double ble rose. Année 2012 avec chauffeur - N° Tél: 0799.34.91.09

■ A vendre Giti-Waai-Wingle. Année 2012. Couleur noire. Etat neuf. 9.000 Km - Tél: 0771.14.98.43 - 0664.33.53.73

■ Vends Bus KIA COSMOS. Année 2000 en T.B.E. de marche - Tél: 0795.37.14.48 - 0771.87.38.83

■ A vendre Camion Frigo HD 65. Année 2008 + 2 Chambres froides 100 m³ et 50 m³ - Tél: 0550.89.65.85

■ A vendre RENAULT CLIO III DCI. Ttes Opt. Bon état. Routé 80.000 Km. Année 2010 - Imm. 31 - Tél: 0560.32.17.85

■ Particulier vend TOYOTA COROLLA 2012. Diesel. 2.0 D. Exécutive. 16.000 Km. Gris souris - Avec Licence - Tél: 0661.69.24.46

■ A vendre Berlingo 2012 utilitaire. 1.6 HDI - 92 Ch. 03 places avant. 02 portes latérales. Etat neuf - Tél: 0772.99.51.37

■ Vends à ORAN: SEAT IBIZA (1,4 Ess.). Année 2013 neuve + PEUGEOT (206 + 207 + 208) Ess. Année 2012. Pas d'échange - Pour plus d'information merci d'appeler Tél: 0771.23.26.65

■ A vendre Pompe à béton S3500. Année 2009. Mise en marche fin 2010 - Tél: 0550.02.37.33

■ Vnd Renault Fluence (MEGANE III Classic). Année 2010. CH. Première main avec 0 retouche. Année 2010 - Contacter N° Tél: 0771.75.59.55

■ Vends Renault Fluence. Grise 2011. 36000 Km. Toutes options (clim, clim digitale, carta main libre, jante Alu., 6 vitesses, Diesel) + F5 grand standing 149 m² refait à neuf avec cuisine équipée à la Rue Med Khemisti. ORAN. Accepte Promesse de vente - Tél: 0559.92.28.76 / 0772.40.91.63

■ A vendre véhicule KIA RIO Coupé. Année 2010. Couleur noire + KANGOO. Année 2000 - 5 places. Zéro accident. Couleur verte - Tél: 0550.61.39.87

■ MOSTA. Vds Mini Pelle sur chenilles caoutchouc de 2002. Bon état. Equipée d'une ligne Bresse Roche - Tél: 0560.10.54.54

■ A louer Clio Papillon 1.5 DCI. Année 2006. Tte option sauf Toit - 130.000 Km - Prix 82 U Fixe - Tél: 0550.19.88.02

## LOCAUX

■ Vends local 17 m² + sous-sol + soutpente. Acté. Maraval. ORAN - 0554.38.14.50 - 0557.42.01.32

■ Mts en location local de 180 m², contient 5 pièces, très bien aménagé - convient siège Sté - Ecole... + Location Hammam avec sauna, adresse: ex-Jules Bouty - Paradis-plage - Ain El Turk - ORAN - Tél: 041.44.19.15 - 0777.01.34.14

■ Vends ou loue assiette de 800 m² à Sidi Marouf 10 min d'Oran (à 500 m de la RN) peut servir Production pharmaceutique ou agroalimentaire dont Bâti dur 300 m² avec ttes commodités comprenant: Atelet 200 m² dont 4 x 16 m³ Chambres froides. 03 Bureaux + Logt sur 80 m² en R+1 - Tél: 0550.31.28.31

■ TLEMENCI: Loue un Hangar de 400 m² Route des Cascades - Tél: 0554.26.36.50

■ A louer local. Sup. 30 m² situé à Maraval Avenue Benarbia L'houari. ORAN (Prix après visite) - Tél N° 0780.45.04.17

■ Loue à ES-SENIA local 150 m² T.B. studio, conviendrait ttes activités (Agences - Activités professionnelles - Bureaux et autres) équipé sanitaires - bureau - Sec. totale assurée - Prix après visite. Intermédiaire s'abstenir - Tél: 0555.30.40.10 - 0773.15.18.20

■ A louer Chambre froide 50 m³ Négative - 18 °C. Récente 2012 - Groupe BITZER + Espace 40 m² ou Association Chambre froide + Camion frigorifique Négatif (-18 °C). Année 2012. Capacité 1,5 tonne + Espace 40 m² - Tél: 0770.30.96.90 - 0661.28.47.61

■ TLEMENCI (HENNAYA): Vds locaux + super studio 28 m² + 18 m² ou Echange contre voiture ou lot de terrain - Tél: 0770.96.64.62 / 0559.31.77.82

■ Cherche local à louer en vue ouverture Ecole de formation et de langues - 0560.23.44.45

■ Vends local commercial. Rond-point Gambetta. ORAN. 50 m² env. Refait à neuf, toilettes séparées, parking client - Usage: bureau - boutique - petit commerce Alim. - Acté - Tél. Yacine: 0792.08.12.51 (Soir)

■ A vendre local 30 m² à GDYEL en face l'autoroute d'Oran sous Bâtiment LSP - double façade - prix 300 U - Tél: 0670.20.63.20

■ A louer local commercial 45 m² R.C. - situation stratégique, toute commodité - 15, Rue Miraouchaou - Oran - Tél: 041.40.39.45 / 0771.20.69.46 - Intermédiaire s'abstenir

■ Location dépôt 150 m², hauteur 4,5 m - Bureau de 45 m² avec studio bien refait - situés à Fernandville à côté clinique Hikma - Contacter: 0670.03.13.70 - 0794.43.96.62

■ Centre-ville HASSI EL GHELLA - A. TEMOUCHENT: A.V. 3 Loc. comm. à côté Bus - Mairie - Postes - Marché - Mosquée - T: 0559.84.32.02 / 0669.10.74.86

■ A louer local superficie 150 m² deux niveaux situé sur le grand boulevard de Gambetta 14. Rue Quik Kabila Salina en face C.E.M. Tandjoui - Contacter le N° 0550.09.11.21

■ Vends local commercial 28 m² sur Boulevard Millénaire. ORAN. Aménagé, vitrine, moderne, rideau électrique et dalle de sol - Tél: 0553.58.43.48 - 0552.53.41.00

■ A louer local 50 m² et local 120 m² + Etage de villa grand boulevard Castors. ORAN - Tél: 0549.11.74.43

■ A vendre Restaurant Le Bon Coin. 28. Rue Rahmani Khald - Sid El Houari - Pécherie. ORAN - 0664.41.15.39 - 0772.74.41.31 - 0775.02.82.41

■ Cherche pour Location un local de 120 m² à ORAN-Ville ou environs - Contacter le 0773.81.11.12

■ Vends ou Loue dépôt 800 m². Acté à St Charles - et Vends local 4.000 m² avec 160 m² couverts et 160 m² Administration. Acté à Tafraoui. ORAN - 0550.62.38.76

■ Location dépôts 1.200 m² + 1.500 m² et 3.000 m² côté Ouest ORAN - Tél: 0560.21.75.97 - 0797.41.07.18

■ A louer dépôt 400 m² + 2 bureaux à Saint Eugène. ORAN (ex-Parc Société de Tax) - Tél: 0559.99.31.09

## DIVERS

■ Arc-en-ciel salon de coiffure et d'esthétique au 10, Rue Beni Hamad (ex-Rue de la TSF) Protin - Contacter: 0555.65.24.28

■ Liquidation Totale!!! Changez le tissu de votre salon en Tissu haut de gamme 16, Rue Belle Vue - Miramar - en haut et la dernière rue entre la Rue Bédou et Ra rue Jean Kraft près de lycée Lotfi - Tél: 0554.24.98.05

■ Cause départ: à vendre affaire très rentable unique dans la région Ouest (pas de concurrent) fabrication, emballage et vente de bonbonnes de 20 litres - Informations au N° 0557.23.42.22

■ Vends 02 Machines Souffleuses neuves pour bouteilles PET semi-automatiques chaises - Tél: 0550.10.95.88

■ A vendre Machine LAZER pour fabrication cachets en 5 minutes Peu servi. Vente uniquement pour professionnels (Justification) - 0661.24.79.21

■ Pour vos fiançailles et mariages, sortir avec la mariée pour chignon et maquillage, veuillez appeler le 0555.65.24.28

■ A vendre: Fautail pédicure - Lave-tête en céramique avec fauteuil - Appareil Ceyla Light facial (activateur de jeunesse) - Appareil diplomat - 1 Cuve 4 litres état neuf - Stérilisateur à 2 étages - 0555.65.24.28

■ TLEMENCI: Occasion à ne pas rater. Cause départ, vends Ligne complète Machine bonbons (soufflées) en très bon état - Tél: 0560.008.403 ou 0794.506.084

■ Vends Fautail dentaire marque QUETIN bon état - Tél: 0781.41.42.69

■ A louer Location de Café à ORAN - Tél: 0552.07.98.47 - 0659.27.02.05

■ A vendre Compresseur ATLAS COPCO. XAS. 56 - en très bon état + AIR - LESS. EURO-PRO à l'état neuf - Tél: 0661.29.56.83 - Oran

■ Vends Echographe SIEMENS Echo Doppler N/B avec 2 sondes 3,5 et 7,5 en bon état de fonctionnement - Prix 450.000 DA - Tél: 0550.90.68.16 - 0770.38.75.86

■ Vends Matériel de laboratoire: Lisseuse de 50 Kg - Bac de 500 L - Bassine 100 L - Divers Moulés de fabrication - Visite sur place à Sidi Maârouf - Oran - Tél: 0550.31.28.31

■ Vends Four de peinture Industrielle. Neuf. Disponible à ORAN et à un prix intéressant - Contacter: 0770.67.78.69

■ Donne Cours de Programmation générale et analytique ainsi que la Facilité - Compabilité classe Terminale et Universitaire. Places limitées - Contacter au N°: 0664.37.81.30

■ Digital Net vend Matériel informatique et accessoire PC portable et de bureau 13 - 15 - 17 différentes marques - Contacter 0555.02.20.98

■ Vends Machine Plastique pour Gaine orange en marche - Tél: 0554.37.57.13 - 0771.87.38.83

■ Vds Ligne Production Plaque d'œufs (Alvéoles) rotative 24 moules. Production 3000 Pcs/H - Tél: 0669.02.03.02 - BATNA de 08 H à 18 H

■ Institut Selmane Agréé par l'Etat - Formation qualifiante pratique: Secrétaire médicale. Déclarant Douane. Gestion des Stocks. QH. Comptabilité. Magasinier. Agent PAQ. Marketing - 43, Rue Larbi Ben Mhidi. ORAN - Tél: 0554.58.56.08 / 041.33.13.97

■ Institut Selmane Agréé par l'Etat - Formation qualifiante pratique: Java - C++ - Autocad - Arçhitect - 3 DS MAX - Topocad - Covidis - Solid Word - SAP 2000 - Robot - Réseau - Site Web - Infographie - Câblage des armoires - 43, Rue Larbi Ben Mhidi. ORAN - Tél: 0554.58.56.08 / 041.33.13.97

■ Jeune Homme cherche Numéro de Taxi W. d'Oran - Contacter-moi N° T. 0790.36.22.14 - 0790.55.90.98

■ Ets de Formation KHAWARIZMI. Formation: Secrétariat bureautique en informatique. Accrédité 15 jours. Word / Excel / Win 7 / Power Point / Internet - Fin de stage diplôme agréé - St Hubert - ORAN - 0559.28.12.06

■ EMLMTP cherche Location des Camions à benne 20T - 30T - 40T - 50T pour un contrat de longue durée - Pas de courtiers SVP - Contacter: 0561.60.35.27 / 048.54.76.70

## CONDOLÉANCES

Le personnel de l'Hôtel TIMGAD et la famille MEHEDI d'Oran, très attristés par le décès de: la mère de BAKA Mina (professeur d'Anglais au lycée PASTEUR) lui présentent leurs plus tristes condoléances et l'assurent en ces moments douloureux de leur compassion et de leur sympathie, priant Dieu, Le Tout-Puissant, d'accorder à la défunte Sa Sainte Miséricorde et de l'accueillir en Son Vaste Paradis. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

## DÉCÈS

La famille BENALIA a l'immense douleur de faire part du décès de son fils Mourad âgé de 32 ans, survenu le 21-01-2013. La levée du corps a eu lieu le 22-01-2013 en son domicile à Bir El-Djir. إن الله وانا اليه راجعون

## DÉCÈS

Les familles BAKA - GAMIR - HAMZA ont la douleur de vous annoncer le décès de leur mère, arrière-grand-mère GAMIR Aïcha Ep. BAKA survenu le 21 Janvier à l'âge de 93 ans.

## PENSÉE

**BELHADJ Bouchaïb**  
22/01/2012 - 22/01/2013  
En ce premier anniversaire de la disparition de cet homme humble et modeste, un des membres du groupe des "22" Historiques, sa fille, son gendre et ses petits-enfants demandent à tous ceux qui l'ont connu et apprécié pour ce qu'il était, aient une pensée et une prière pour lui.

## COMMÉMORATION

A la mémoire de notre père, ce grand homme

**BOUMARAF Abdelhak (dit Nadjib).**

Cela fait déjà une année que nous a quittés à jamais pour un monde meilleur notre cher père

**BOUMARAF Abdelhak**

**connu de tous sous le surnom de Nadjib.**

Rien n'a pu apaiser notre profonde douleur et combler l'immense vide que tu as laissé, si ce n'est notre foi inébranlable en Dieu Allah. Il est des hommes qui ne meurent jamais ! Ceux dont la mort pèse le poids d'une montagne, car leurs actes et leurs œuvres témoignent de leur grandeur, leurs souvenirs restent vivants dans les esprits de tous ceux qui les ont connus.

Si Nadjib fut de ces Hommes-là. Il avait 58 ans lorsque notre cher et bien-aimé père et époux rendit l'âme, ce tragique et inoubliable jour du 25 janvier 2012. Bien qu'il ne soit nullement question ici de pleurer la mort de notre père, de réciter des poèmes de deuil, de verser des larmes en public et d'exprimer sur les colonnes du journal notre profond chagrin, toujours est-il que nous ne pouvons nous empêcher de dire, avec une pointe de mélancolie et de fierté à la fois, que personne ne pourra oublier ta générosité, ta bonté et surtout ton profond attachement à ta famille, notre cher père et époux.

En ce douloureux souvenir, ton épouse BELABED Saliha ainsi que tes enfants Islam, Sarah et Doréa, présentent leurs vifs et sincères remerciements à tous ceux et celles qui ont compati à la douleur de la famille et lui ont apporté leur soutien et réconfort en cette rude épreuve, tout en demandant à tous ceux qui ont connu de près ou de loin notre regretté défunt d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire et en priant Dieu Le Tout-Puissant de lui accorder Sa Miséricorde

et de l'accueillir dans Son Vaste Paradis. Repose en paix père.

A Dieu nous appartenons et à Dieu nous retournons.



Ton fils **BOUMARAF Islam**

### AVIS DE DÉCÈS

Les familles **DJAMI, KELKOUL, HASSOUN** et **BOUHASSOUNE** ont l'immense douleur de faire part du décès de leur chère regrettée

**DJAMI ZOZOU**

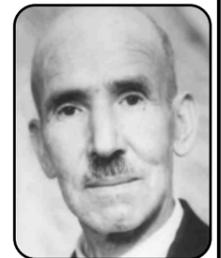
survenu à l'âge de 81 ans à Arzew, le 22 Janvier 2013.  
Que Dieu accueille la défunte en Son Vaste Paradis.  
A Dieu nous appartenons, à Dieu nous retournons.



### PENSÉE

Il y a de cela un an le 24 Janvier 2012 que nous a quittés **SENHADJI Zoubida (Dite RAHMA Bent CHACHA)** chère et adorée mère. En ce pénible souvenir nous sommes amenés à nous recueillir devant la mémoire de notre cher et adoré père **DJEBBAR Mouffok** décédé le 29/10/2001, à ma chère adorée mère **SELLES Aïcha** décédée le 20/05/1949 et ma chère adorée mère **ZEMRI Amara** décédée le 15/02/1966. Nous interpellons tous ceux qui les côtoyés et connus d'avoir une pieuse pensée pour leur chère et précieuse âme.  
*Votre cher fils DJEBBAR Aboubekr*

إنا لله وإنا إليه راجعون



### PENSÉE

Il y a 12 ans, le 25 Janvier 2001, nous quittait notre chère mère à l'âge de 84 ans **Mme HADJA RAMI MAMA épouse SEBBA.**

Ses enfants, filles et garçons, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants demandent à tous ceux qui l'ont connue pour sa modestie, sa bonté, sa sagesse et son savoir-vivre d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.

إنا لله وإنا إليه راجعون

Ses filles et ses fils

### Entreprise Internationale Leader dans l'informatique

#### Recrute

pour ses besoins les profils suivants  
**Alger / Oran**  
**Commercial ; Commerce international ; Marketing ; Comptable ; Secrétaire de direction ; Ingénieur informatique (Hardware) ; Assistante RH.**

Envoyer CV détaillé avec photo obligatoire et lettre de motivation à : **recrute-nov@hotmail.fr**

### SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE SISE A ORAN

#### RECRUTE DANS L'IMMEDIAT:

> UN DIRECTEUR D'AGENCE

**Profil:** Diplôme en Management / Gestion / Science Commerciale ou Comptabilité

#### Conditions générales :

> Expérience récente dans le domaine d'un minimum de 3 ans

> Résident à Oran

> Apte aux déplacements (sur Oran)

> Maîtrise de l'outil informatique

Envoyez vos C.V. détaillés à :

**recrutement.immobiler31@hotmail.fr**

Réponse dans la semaine

### eden SOCIÉTÉ PRIVÉE cherche Un Gestionnaire de stocks

- > Diplôme universitaire (Option Gestion, Finance, Comptabilité).
- > Avoir des connaissances en matière de comptabilité.
- > Bonne maîtrise de l'outil informatique.
- > Résider dans la localité d'El Kerma ou Sénia.
- > Le candidat doit faire preuve de responsabilité, de disponibilité, animé d'un esprit collégial de travail et de partage.

Ne pas se présenter, envoyer C.V. avec photo (obligatoire)

Email : **recrut0013@yahoo.fr**

Adresse : **27, Boulevard Froment COSTE, Bel Air Oran**

**N.B.:** il ne sera répondu qu'aux candidatures jugées intéressantes.

### Société basée à Oran à la recherche de Un responsable de production Produits rouges/Céramique

#### Conditions:

- > Formation dans la filière.
- > Connaissance dans l'organisation de la production d'une unité industrielle.
- > Expérience minimum 5 ans.
- Capacité à manager un effectif important.
- > Résider à Oran.
- > Disponibilité immédiate.

#### Un mécanicien engins

#### Conditions :

- > Formation Technicien ou CAP en Mécanique d'Engins.
- > Expérience professionnelle 2 ans.
- > Résider à Oran.
- > Disponibilité immédiate.

Les candidats intéressés sont invités à envoyer leur CV avec photo à l'adresse  
Email : **drh.recrute31@gmail.com**

### A louer Appartement standing

**plein centre-ville d'Oran.**

300 m<sup>2</sup> - 3 façades - pouvant

servir Groupe de médecins -

Laboratoire d'analyse - Clinique

radiologique -

Curieux s'abstenir -

Téléphoner **H.B.**

**au 0549 11 50 33 & 0770 51 93 04**

### La Société de Services Touristiques «LES PINS D'OR»

#### RECRUTE :

- Un cuisinier qualifié et expérimenté
- Des aides cuisiniers
- Des serveurs
- Des réceptionnistes de jour et de nuit
- Des comptables qualifiés et expérimentés
- Des secrétaires de direction
- Des agents de sécurité de nuit
- Des hôtesses d'accueil
- Des femmes de ménage

#### CONDITIONS :

- Résider dans la Daïra d'AÏN-EL-TURCK
- Envoyez votre demande par courrier à :  
« **SARL - LES PINS D'OR** »  
**BP 32 - 31014 AÏN EL TURCK - ORAN -**  
Ou par Fax : **041 60 31 09**

## Sit-in devant le siège du CTC

**Venant de 12 wilayas de l'Est dont les agences sont en grève depuis le 14 janvier, quelque 150 travailleurs du CTC/Est, accompagnés de leurs représentants syndicaux et par des membres de l'union territoriale Ouest de l'UGTA de Constantine, ont organisé, hier à 9h, un sit-in de protestation devant leur direction générale située à la zone industrielle le Palma de Constantine.**

A. Mallem

Ils ont commencé par entonner des chants patriotiques en brandissant l'emblème national, ensuite les protestataires ont déployé des banderoles et clamé des mots d'ordre relatifs au droit syndical, à leur situation socioprofessionnelle se plaignant d'être «victimes de hoga de la part de leur direction générale». Ensuite, ils ont exigé la réintégration immédiate à son poste de Saci Nasser, secrétaire général du syndicat d'entreprise, «licencié abusivement», selon eux, au mois d'octobre 2012. «Où est le droit syndical ? Les ingénieurs du CTC gèrent des milliards mais ne perçoivent que quelques dinars comme salaire», «Est-ce que réclamer nos droits fait de nous des hors-la-loi ?», «Aujourd'hui notre camarade Saci, demain ce sera notre tour», lit-on sur les banderoles.

Des délégués syndicaux et quelques travailleurs nous ont entourés pour nous déclarer : « Comme promis, nous sommes venus au siège de la DG pour tenir un sit-in de protestation et faire entendre de vive voix nos revendications. Et aussi pour proclamer notre solidarité indéfectible avec notre camarade licencié abusivement par l'administration. A ce jour, ajoutent-ils, sur un ensemble de 17 agences du CTC/Est, il y a une douzaine qui sont entrées en grève. Et le reste, à savoir les agences de Skikda, Tarf, Annaba, Mila et Constantine, vont suivre dans les prochains jours », disent-ils. Déléguant ensuite la parole à un représentant, en l'occurrence M. Khalfaoui Liamine, membre du syndicat d'entreprise et représentant de l'agence de Sétif, ce dernier nous expliquera : «Nous sommes à la deuxième semaine de grève et malheureusement notre administration n'a pas bougé le petit doigt ou s'est inquiétée le moins du monde de cette situation. Mais elle nous a surpris en portant plainte contre les travailleurs des agences en grève ainsi que leurs représentants. Mais elle n'a pas obtenu gain de cause et toutes ses plaintes formulées par l'intermédiaire des agences ont été rejetées et la justice a reconnu notre droit à la revendication», indique-t-il. Notre interlocuteur expliquera en ces termes la situation à laquelle font face les travailleurs du CTC/Est. «Périodiquement, les travailleurs sont visés par des vagues de licenciements

abusifs, l'activité syndicale instituée par les lois de la République n'est pas tolérée au CTC/Est où les portes du dialogue sont verrouillées, etc.».

Au sujet des dernières déclarations de la DG disant que les problèmes socioprofessionnels ont été réglés, M. Khelaifia a fustigé l'attitude de l'administration en déclarant que parmi les points de la plate-forme de revendications qui lui a été remise figure la question de l'avancement horizontal (échelons) points des échelons et celui de la PRC et PRI. «Et sur ce dernier point surtout, il y a une note émise par le groupe instruisant les CTC à appliquer cette opération. Or, notre DG estime qu'il faut négocier à ce sujet. Pourquoi négocier, a demandé ce syndicaliste, alors qu'il s'agit simplement d'appliquer les instructions de la hiérarchie ? Nous avons remis en cause cette démarche que nous avons considérée non fondée. Et cette position a été exprimée également par l'inspection du travail de Constantine. Bref, nous allons nous en tenir là et si l'administration consent à engager un dialogue franc et responsable nous y sommes disposés, sinon nous leverons notre sit-in vers 14h et nous reviendrons sous peu». Le relayant, M. Arafa Abdelouahab, secrétaire général de l'union territoriale Ouest de l'UGTA de Constantine, qui a assisté à l'entretien, a été plus explicite sur ce dernier point en déclarant qu'au cas où la DG refuse de recevoir les délégués de travailleurs et de dialoguer avec eux, ils vont revenir en force lundi prochain et là les choses risquent de connaître une autre tournure.

Demandant à être reçu par le DG M. Benchiheb, son secrétaire nous a répondu que «cela n'est pas possible, le DG étant en réunion avec ses collaborateurs directs». C'est le même refus de non recevoir que les membres du syndicat d'entreprise en grève ont essuyé hier lorsqu'ils ont demandé à être reçus par le DG. En effet, selon M. Khalfaoui que nous avons recontacté à 14h30, les protestataires en sit-in ont levé le camp à treize heures, dans le calme et chacun a regagné sa wilaya. «Nous reviendrons la semaine prochaine, a-t-il promis, et si cette fois-ci la DG refuse de dialoguer, nous porterons nos revendications au niveau central. D'ici là, a-t-il précisé, la grève continuera».

### Les pétards se font rares

Il est indéniable que la vente des pétards a diminué considérablement cette année et les constantinois ont constaté avec satisfaction qu'ils vont passer, une fois n'est pas coutume, un Mouloud relativement silencieux. Interrogés à ce sujet, des commerçants occasionnels de la vieille ville de Souika ont avoué que la rareté des produits est due au contrôle serré exercé cette année par les douanes et les services de sécurité sur cette marchandise.

N'empêche que, devant des étals, peu fournis en la matière, des citoyens ont exprimé leur frustration « de ne pouvoir rendre heureux les enfants, habitués au bruit des pétards qui, à la veille de la célébration de cette fête religieuse, font ressembler la ville des rochers à une ville assiégée par un ennemi invisible, «ou à la bataille de Stalingrad», a ajouté un septuagénaire.

### Pluie, neige et vent attendus

Le temps se gâte dans la capitale de l'Est où une vague de froid, de pluie et de neige est annoncée à partir d'aujourd'hui jeudi. En effet, selon un bulletin météo diffusé hier, par la station de l'office national de la météorologie basée à Ain El Bey, des perturbations atmosphériques venant d'Europe vont toucher pratiquement toutes les régions nord du pays. Et à Constantine, les journées de jeudi et vendredi vont connaître d'importantes chutes de pluie accompagnées de vents violents dont la vitesse atteindra les 80 kilomètres à l'heure et la neige tombera sur des altitudes de 800 mètres. Durant ces journées, les températures maximales nocturnes seront de -1 degré et diurnes elles ne dépasseront pas les 8 degrés.

### L'ultimatum de Sidi Saïd

Lors de son passage mardi à Constantine, le secrétaire général de l'UGTA, M. Abdelmadjid Sidi Saïd, a confié qu'il a lancé un ultimatum, assorti d'un délai très court, aux protagonistes de la crise qui paralyse l'activité de l'union de wilaya de Constantine et ce, pour régler leurs différends en s'asseyant autour d'une table pour discuter en bons syndicalistes conscients et responsables. «Sinon, je prendrais le dossier en main personnellement, en même temps que des décisions fermes pour régler cette situation qui n'a que trop duré», a-t-il estimé.

### Tayeb Louh dimanche à Constantine

Le ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, M. Tayeb Louh, est attendu dimanche 27 Janvier dans la wilaya de Constantine. Le représentant du gouvernement effectuera une visite d'inspection et de travail dans son secteur, a annoncé hier un communiqué du cabinet du wali de Constantine reçu à notre bureau.

A. M.

### Examen du bac

## Les lycéens de terminale n'en démordent pas

Le mouvement de protestation des lycéens de terminale de Constantine, ponctué par des marches à travers les rues et les quartiers de la ville et des sit-in devant la direction de l'Education, s'est poursuivi, hier, à Constantine et s'est élargi à d'autres lycées, comme ceux de Youghourta, Zighoud Youcef et Tarek Ibn Ziad. Rencontrés hier à 11h, à hauteur de la place de la Brèche, alors qu'ils marchaient, des élèves du lycée Soumya qui en étaient à leur troisième journée de protestation qu'ils ont déclenchée lundi, nous ont déclaré que, eux et leurs camarades d'autres lycées qui ont protesté le matin devant la direction de l'Education ont été dispersés par la police. «Mais, nous allons nous diriger encore vers la direction de l'Education pour exiger des garanties fermes à propos de la fixation des seuils des cours au programme du bac 2013». Quand nous leur avons expliqué que ces garanties ont été données ces derniers jours par la tutelle à travers un communiqué diffusé par les médias, ils ont rétorqué qu'ils n'étaient pas au courant de ce communiqué. «De toute façon, a rétorqué une lycéenne, nous n'accordons pas de crédit à ces déclarations parce que nous avons encore en mémoire la situation dans laquelle se sont trouvés confrontés nos camarades qui ont passé le bac l'année dernière, car il leur a été proposé à l'examen des questions qu'ils n'ont jamais étudiées au cours de l'année».

Interrogés à ce sujet, des enseignants ont dit être au courant du communiqué du ministère de l'Education nationale indiquant, en substance, que les mêmes dispositions prises pour les épreuves du baccalauréat de l'année passée seront reconduites cette année, surtout que les candidats aux épreu-

ves du bac auront la possibilité, à l'examen, de choisir entre deux questions sur un sujet étudié effectivement au cours de leur année scolaire, que le temps d'examen est prolongé de 30 minutes pour leur donner tout le loisir de comprendre et traiter la question qui leur sera posée. D'autre part, ont ajouté nos interlocuteurs, la tutelle a instruit les directions de l'Education pour prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les examens à blanc du bac soient terminés avant le jeudi 9 mai 2013.

Côté administration, le représentant de la direction de l'Education, M. Latafi, est intervenu, hier à la radio, pour lancer un appel pressant aux parents d'élèves leur demandant d'apporter leur concours aux efforts déployés par son administration dans le but de convaincre leurs enfants du bien-fondé des dispositions mises en place pour l'examen du bac 2013. Et d'ajouter que le directeur de l'Education a reçu dernièrement un certain nombre d'élèves qui protestaient et les a rassurés à ce sujet. «Nous répétons encore, a affirmé M. Latafi, qu'il est tout à fait impensable que les candidats puissent être confrontés, lors de ces épreuves, à des questions qu'ils n'ont pas étudiées au cours de l'année. Reste à dire aussi qu'il est pratiquement impossible de fixer les seuils dès maintenant, et cette question sera réglée en son temps». Et de rappeler, à ce propos, les retards cumulés au cours de l'exercice précédent à cause des nombreuses grèves qui ont affecté le secteur de l'éducation et ont fait que les élèves ont été privés de cours durant trois semaines complètes... Ce qui n'est pas le cas pour cette année scolaire, relativement calme sur le front social.

A. M.

## Les blocages de routes se multiplient

A. El Abci

Hier matin, les habitants du bidonville situé en contrebas de la cité universitaire 'Mentouri', tout près de l'oued, ont coupé le tronçon de la route menant vers l'aéroport, la seconde action de blocage du même axe routier, à l'actif des concernés. Tout donne à croire qu'il s'agit d'une véritable colère qui couve dans les bidonvilles, si on leur ajoute les actions des habitants de la carrière 'Férand' de Sidi M'cid, qui n'ont pas hésité à bloquer, pour ce qui les concerne, la route de la corniche et ce, à deux reprises et à seulement quelques jours d'intervalle. Sans oublier également les habitants du bidonville de 'Oued El Had' qui, dans la même semaine, ont coupé, à leur tour, la route, perturbant gravement la circulation routière. Ce qu'il y a lieu de souligner, dans ce cadre, c'est le ras-le-bol des habitants qui est derrière ces protestations, que les concernés expliquent par les situations difficiles qu'ils vivent et le sentiment de désespoir qui les rongent. Ainsi, les habitants du bidonville près de la cité universitaire 'Mentouri' et ceux de la carrière 'Férand' de Sidi M'cid, situés aux deux bouts de Constantine, ont créé des bouchons monstres sur des axes routiers importants, avec une pagaille indescriptible. Les automobilistes, mais aussi des citoyens ordinaires, n'ont pas arrêté de pester contre cette situation où ils se sentent pris en otages d'un conflit

qui leur est étranger et qui les dépassent. Le premier blocage de route, empêche l'accès à l'aéroport et le deuxième, celui de la corniche, coupe l'accès aux communes de Hamma Bouziane et Didouche Mourad ainsi qu'aux villes du littoral (Skikda, Annaba, Jijel, etc.). Beaucoup de citoyens ne cachent pas leur inquiétude quant à une plus grande détérioration de la situation. En effet, soulignent-ils, la multiplication de ces «fermetures» de routes à grande circulation automobile, par des protestataires pour réclamer leur logement, fait craindre que les choses se dégradent davantage. Car, si les relogés se comptent par milliers, ceux qui attendent dans les sites d'habitations précaires le sont par dizaines de milliers, surtout si l'on sait que tous prétendent être en possession de bons d'évacuation dans le cadre des contrats de programme. A l'instar des habitants de la carrière de Sidi M'cid, qui, en sus de toutes leurs difficultés, et en ces temps de froid glacial, se sont vu couper le gaz de ville, par mesure de sécurité, lors du rasage des habitations précaires après l'évacuation des occupants. La cellule de communication de Sonelgaz nous dira, à ce propos, que leurs services n'ont reçu aucune réclamation dans ce sens de la part des habitants concernés, mais ces derniers ne pouvaient pas réclamer un rétablissement du gaz alors qu'on leur a promis un relogement, relogement qui, aux yeux des concernés, prend du retard.

## Un blessé et des dégâts à Ali Mendjeli Un pétard a failli causer un drame

A. Zerzouri

Un incendie spectaculaire qui s'est déclenché avant-hier aux environs de 17 heures dans le local d'un matelassier, sis à la nouvelle ville Ali Mendjeli, avant de se propager à deux autres locaux commerciaux limitrophes, a failli provoquer la suffocation d'une personne et créé une panique générale parmi les habitants du voisinage. Selon des témoignages de commerçants et de citoyens présents au moment du déclenchement du sinistre, « le feu a été provoqué par la déflagration d'un pétard jeté à l'intérieur du local commercial où s'entassaient de gros sacs remplis de laine, des matelas et des tapis commandés par une clientèle qui se recrute presque exclusi-

vement parmi les jeunes femmes qui se préparent au mariage ».

Les flammes qui se sont très vite emparées du lot de marchandises ont bloqué le passage devant le matelassier âgé de 34 ans qui a été retenu prisonnier dans un coin du local. La victime, qui s'est évanouie sous l'effet d'une fumée très dense, sera évacuée vers l'hôpital Dr Bencharif de Ali Mendjeli. Les pompiers qui se sont déplacés sur les lieux dès que l'alerte a été donnée ont prodigué les premiers soins à la victime sur place et se sont attaqués aux flammes qui se répandaient dangereusement, menaçant les commerces et les habitations limitrophes. Le feu ne sera circonscrit qu'au bout de beaucoup d'efforts. Bilan du sinistre selon les premières

constatations des éléments de la protection civile : un homme souffrant de difficultés respiratoires et qui a de justesse évité une mort affreuse, ainsi que des dégâts matériels très importants dont, en sus d'un important lot de laine, 50 matelas et quelque 70 tapis.

Les appels à un « maximum » de prudence, les plans et les dispositifs de sécurité répétés par les services de la protection civile à la veille de chaque célébration du Mawlid donnent toute la mesure des risques et des dégâts provoqués par un usage dangereux des produits pyrotechniques. Autant dire que le climat ressemble à une veille de guerre. « L'arsenal » des produits pyrotechniques saisi en 2012 (8,5 millions de pétards) justifie l'alerte rouge.

### Horaires des prières pour Constantine et ses environs

| 12 rabie el aouel 1434 |       |       |         |       |
|------------------------|-------|-------|---------|-------|
| El Fedjr               | Dohr  | Assar | Maghreb | Icha  |
| 06h11                  | 12h46 | 15h31 | 17h55   | 19h16 |





## Groupe B - Aujourd'hui à 16h00 : Ghana - Mali Les Black Stars jouent gros

M. Benboua

Le Ghana, tenu en échec lors de sa toute première sortie dans cette CAN 2013 par la RD Congo (2-2), dimanche à Port Elizabeth, s'efforcera de rectifier le tir cet après-midi devant le Mali, lequel a peiné pour battre le Niger, sur un but de Seydou Keita.

Ce choc s'annonce donc déjà décisif pour «les Black Stars» qui, à défaut d'une victoire, risquent de connaître une cuisante désillusion. Présents dans le dernier carré des trois dernières CAN, les coéquipiers d'Asamoah doivent crava-

cher ferme pour espérer se relancer, eux qui ont été annoncés comme archi-favoris pour le sacre final. En face, le Mali, qui a signé sa première victoire du tournoi, semble tenir le bon bout et ce, en dépit de la prestation très discutable des joueurs, qui n'ont pas répondu aux attentes des spécialistes.

Quoi qu'il en soit, aujourd'hui sur la pelouse du Nelson Mandela Bay Stadium, les «Aigles» du Mali seront confrontés à un double objectif, à savoir améliorer le rendement collectif du groupe, d'une part, et franchir un grand pas pour la qualification au prochain tour, d'autre part.

## Groupe C - Vendredi à 16h00 : Zambie-Nigeria Pas de place au calcul

Zambie-Nigeria, c'est le choc de ce groupe entre deux sélections déjà dos au mur, car une élimination au premier tour serait considérée comme une catastrophe en raison de leurs statuts. La Zambie, détenteur du trophée, a laissé passer une belle opportunité face à l'Ethiopie, tandis que le Nigeria, l'un des outsiders au sacre, ne peut pas se permettre un autre faux pas après celui du Burkina Faso. C'est dire qu'il s'agit là d'une opposition entre deux sélections ayant totalement manqué leurs débuts dans ce tournoi. Les deux équipes jouent déjà une partie de leur avenir. Un nouveau camouflet compromettrait sérieusement leurs chances d'accéder aux quarts de finale. Pour Stephen Keshi, l'entraîneur des Super Eagles, cette rencontre contre la Zambie revêt une importance capitale et constitue un virage décisif pour la suite de la compétition. C'est le même son de cloche chez son homologue de la Zambie, le Français Hervé Renard, dont la lourde responsabilité est de défendre



son titre continental, même s'il lui sera très difficile de rééditer le même exploit de 2012. En tous cas, entre les ambitions des uns et des autres, il reste la réalité du terrain où chacun essaiera de mettre tous les atouts de son côté pour consolider davantage ses chances pour le passage au second tour.

M. Z.

## Groupe C - Vendredi à 19h00 : Burkina Faso-Ethiopie Seule la victoire...

Les quatre sélections du groupe C disposent des mêmes chances de qualification dans la mesure où les deux premiers matches se sont soldés par des résultats nuls. Pour le second round, les Burkinabés devront se tenir sur leurs gardes face à des Ethiopiens, certes considérés comme les «petits poucets» de ces joutes, mais qui jouent sans le moindre complexe après avoir fait preuve de caractère et affiché de belles dispositions face à la Zambie, tenante du titre. Théoriquement, les Etalons

ne devraient pas avoir grand-chose à craindre de leurs adversaires. Mais la belle résistance des Ethiopiens lors de la première journée incite à la prudence pour une sélection burkinabé du Belge Paul Put qui n'a pas droit à l'erreur pour ne pas hypothéquer ses chances de qualification.

Ainsi donc, le Burkina Faso, s'il veut prendre ses aises dans un groupe où tout est possible, ne doit pas sous-estimer l'Ethiopie qui mise sur son état d'esprit pour créer une autre sensa-

tion. Sewnet Bishaw, le sélectionneur des Ethiopiens, estime que son équipe est bien entrée dans le vif du sujet lors de cette première participation après 31 ans d'absence. A la veille de cette confrontation, les deux sélections partent à chances égales, d'autant plus que les sélectionneurs des deux formations estiment que les nuls concédés par leurs protégés sont considérés comme étant positifs en prévision de ce match.

M. Z.

## ANALYSE

Adjal Lahouari

### La chance tourne le dos à l'Algérie et au Togo

L'annonce de la Côte d'Ivoire, annoncée en grandes pompes comme le favori n°1 de cette CAN 2013, c'est le moins que l'on puisse dire, n'a pas convaincu. Car, avec sa pléiade de stars confirmées, la sélection ivoirienne devait, en principe, survoler ce match, contre un adversaire qui a effectué une mauvaise préparation et où l'ambiance n'était pas au beau fixe avec les volte-face et les caprices saugrenues de sa vedette, Emmanuel Adebayor. Certes, les hommes de Lamouchi ont raflé la mise, mais ils ont bénéficié, à l'instar des Tunisiens, du facteur chance qui fait partie du football. On ne va pas nier le gros potentiel des coéquipiers de Drogba qui développent un jeu cohérent et collectif, mais on a la nette impression, qu'à l'instar des Nigériens, une certaine suffisance se dégage de leur comportement. A notre avis, s'il y a un gros défaut dans la cuirasse ivoirienne, c'est cette lenteur de course et ce manque de rythme. Face à des Togolais plus rapides, les Ivoiriens n'ont pu étaler leur supposée supériorité technique et doivent une fière chandelle à leur gardien de but, Bary Boubacar, qui a sauvé maintes situations périlleuses. D'ailleurs, et contre toute attente, le taux de possession du ballon s'est avéré parfaitement équilibré, 50% pour chaque équipe. D'ailleurs, le capitaine Drogba très objectif a reconnu que «c'était un match très difficile face à une très bonne équipe togolaise. Je dirais qu'il a été laborieux pour nous. Nous avons commis beaucoup d'erreurs. On va essayer de se corriger. Nos matches face à la Tunisie et l'Algérie seront plus difficiles que celui du Togo». Si, à ce constat, on ajoute la phrase sibylline de l'entraîneur du Togo, Didier Six, «certaines règles du football ne sont pas respectées», on en déduit que ce onze ivoirien, finalement, n'est pas la «terreur» annoncée. C'est aux Algériens de s'imprégner de cette conviction car les coéquipiers de Feghouli ont les moyens de perturber ce grand favori. Mais à condition que Halilhodzic abandonne son système en «sapin de Noël» avec le seul Slimani envoyé au casse-pipe, alors qu'il a sous la main de vrais attaquants capables de réaliser l'essentiel, à savoir marquer des buts.

### Ligue 1

#### Grand enjeu à Alger et Sétif

M. Benboua

Bien que les regards soient tournés vers l'Afrique du Sud où se déroule la 29<sup>e</sup> édition de la CAN 2013, les sportifs algériens et amateurs du championnat national sont conviés, demain, à suivre deux belles affiches avancées de la dix-huitième journée de Ligue 1.

En effet, le MCA affrontera au stade du 5-Juillet l'USMA dans le traditionnel derby de la capitale, alors que le leader, l'ESS, donnera la réplique à son dauphin l'USMH dans un match qui vaudra le déplacement. Ainsi, et bien lancés dans la course au titre, les gars d'Ain El Fouara tenteront de prolonger leur belle série, tout en confortant leur position en tête. En face, les Harrachis, qui nous

ont habitués à de belles prestations en dehors de leurs bases, ne veulent absolument pas céder du terrain. Cependant, ils vont devoir cravacher ferme pour pouvoir inquiéter ce onze sétifien très compact et structuré.

Dans ce genre de rencontres, il faut avouer que l'avantage du terrain reste un atout non négligeable, ce qui pourrait faire les affaires des locaux.

Dans l'autre choc, le MCA, où l'entraîneur Menad Djamel est sous pression après deux défaites consécutives, s'efforcera de rectifier le tir devant le voisin

usmiste. C'est décidément le match à ne pas perdre pour le Doyen, qui, à défaut d'un succès, pourrait faire d'ores et déjà ses adieux au titre.

En face, le team de Roland Courbis vise à augmenter son capital point afin de réduire l'écart par rapport à l'USMH. En tous les cas, les «Rouge et Noir» tenteront, demain soir, de confirmer l'adage, à savoir réussir d'une pierre deux coups, car outre l'intérêt grandissant des Usmistes pour le titre, ils ambitionnent de laisser leur adversaire du jour à six points.

#### Vendredi

|               |       |     |       |      |
|---------------|-------|-----|-------|------|
| Alger (17h45) | ..... | MCA | ..... | USMA |
| Sétif (16h00) | ..... | ESS | ..... | USMH |

### Handball - Mondial 2013

#### L'Algérie termine à la 17<sup>e</sup> place

La sélection algérienne de handball a pris la 17<sup>e</sup> place du Mondial-2013 de handball en Espagne, en battant son homologue d'Argentine sur le score de (29-23), mi-temps (12-10), en match de classement disputé mardi soir à Gua-

dalajara. Le sept algérien s'adjuge, à cette occasion, la Coupe du président de l'IHF.

Lors du Mondial-2013, les Verts ont enregistré trois défaites devant l'Espagne (14-27), la Croatie (20-31) et la Hongrie (26-29), contre

un nul devant l'Egypte (24-24) et trois victoires face à l'Australie (39-14), l'Arabie Saoudite (28-24) et l'Argentine.

Lors du Mondial-2011 en Suède, l'Algérie s'était classée à la 15<sup>e</sup> place.

### Ligue 2

#### Explication au sommet à Aïn M'lila

M. Zeggai

C'est incontestablement l'affiche CCRBAF-RCA qui retient l'attention lors de cette journée où l'indécision planera sur les débats entre promus, qui ont défrayé jusque-là la chronique. C'est une certitude : ce choc s'annonce capital pour le onze d'Aïn Fakroun, lequel aura à cœur de mettre fin à l'invincibilité du leader, le RCA, vaincu depuis le 20 novembre dernier, et revenir ainsi à une longueur de son hôte du jour. Certes, la mission du leader ne s'annonce pas toutefois aisée, mais on est persuadé qu'il dispose de solides arguments à faire valoir.

A Béjaïa, la victoire est impérative pour le MOB tout en restant à l'écoute d'Aïn M'lila, mais attention au

sursaut d'orgueil des jeunes des Aurès. De son côté, l'ESM effectuera un périlleux déplacement à Merouana qui a grandement besoin de points après trois défaites consécutives. Pour sa part, le NAHD vise la victoire avec la réception de l'ASMO dans le but de reprendre contact avec le groupe de tête. En revanche, l'USMB, du nouveau coach Bouhelal, est condamnée à réagir après sa défaite à Batna. Dans les autres confrontations, le CRT accueille l'USMA dans un match ouvert à tous les pronostics. A Mohammadia, le derby SAM-MCS, qui se déroulera à huis clos, est considéré comme un match à six points entre deux équipes jouant leur survie. Enfin, c'est le suspense dans l'opposition entre l'OM et l'ASK, soit entre deux formations, avides d'améliorer leur classement respectif.

#### Demain à 15h00

|              |       |       |       |      |
|--------------|-------|-------|-------|------|
| Témouchent   | ..... | CRT   | ..... | USMA |
| Merouana     | ..... | ABM   | ..... | ESM  |
| Alger        | ..... | NAHD  | ..... | ASMO |
| Blida        | ..... | USMB  | ..... | MOC  |
| Aïn M'lila   | ..... | CRBAF | ..... | RCA  |
| Mohammadia   | ..... | SAM   | ..... | MCS  |
| Médéa        | ..... | OM    | ..... | ASK  |
| Béjaïa (18h) | ..... | MOB   | ..... | MSPB |





07.15 Sabah El-Kheir  
09.00 Saidati  
10.00 Sanour show  
10.30 Karaza wa asdiqa el madrassa  
10.45 Djalsat nissaia Feuilleton  
11.10 Nahwa charq Documentaire  
12.30 Série

13.00 Journal télévisé  
13.40 Ghaltate hayati Feuilleton  
15.00 Mahla di el aächia  
16.30 Madinat el-zintrixis  
17.30 Rawaie El Insan wa tabiaa  
18.00 Journal télévisé amazigh  
18.20 Taqdar tarbah

**19.00 Aâla aboub el madina**

19.30 Alhan wa chabab  
20.00 Journal télévisé  
20.45 Goal II Film  
22.30 Zahwat  
00.00 Journal télévisé



**20.45 Des paroles et des actes**

09.55 C'est au programme  
11.00 Motus  
11.30 Les Z'amours  
12.00 Tout le monde veut prendre sa place  
13.00 Journal  
14.00 Toute une histoire  
15.15 Comment ça va bien !  
16.15 Le jour où tout a basculé  
17.10 Seriez-vous un bon expert ?  
17.55 On n'demande qu'à en rire  
18.55 Mot de passe  
19.30 N'oubliez pas les paroles  
20.00 Journal

Présenté par David Pujadas  
Le ministre du Redressement productif s'en illustre à la fin de l'année par son action volontaire aux côtés des ouvriers de



Florange dans leur bras de fer avec la direction d'Arcelor-Mittal. Arnaud Montebourg s'est voulu le défenseur de l'industrie française, fortement mise à mal par la crise et par la mondialisation des échanges. Quel est le bilan de son ministère, huit mois après sa création ? Entouré de Nathalie Saint-Cricq, Jeff Wittenberg et François Lenglet, David Pujadas questionne le ministre sur les perspectives économiques de ces prochains mois, dans un contexte fortement marqué par la fermeture d'usines et les plans sociaux.  
23.05 Grand public  
00.40 Journal de la nuit



**20.45 Le déshonneur d'Elisabeth Campbell**

10.50 Midi en France  
12.00 12/13 : Journal régional  
12.25 12/13 : Journal national  
13.50 Si près de chez vous  
14.55 Questions au gouvernement  
16.10 Des chiffres et des lettres  
16.50 Harry  
17.20 Un livre, un jour  
17.30 Slam  
18.10 Questions pour un champion  
19.00 19/20 : Journal régional  
19.30 19/20 : Journal national  
20.00 Tout le sport  
20.15 Plus belle la vie



Avec John Travolta, Madeleine Stowe  
Elisabeth Campbell, la fille d'un éminent général, est retrouvée nue, ligotée et étranglée à Fort McCallum. Spécialiste de la guerre des nerfs, elle était l'instructrice des opérations psychologiques. Paul Brenner, un enquêteur militaire, est envoyé sur les lieux avec pour mission d'identifier le ou les coupables. Flanqué de sa séduisante et efficace partenaire, Sara Sunhill, il affronte d'emblée un mur de silence et une manifeste réticence à collaborer.  
22.45 Soir 3  
23.10 Les sorties de la semaine  
23.15 Payback  
01.00 Libre court  
01.50 Inspecteur Derrick



10.00 Allô Rufo  
10.10 Fidji  
11.10 Les montagnes de la mousson  
12.00 Tom-Tom et Nana  
12.05 Flapacha, où es-tu ?  
12.17 Geronimo Stilton  
13.02 Gigi  
13.24 Célestin  
13.28 Minuscule  
13.40 Le magazine de la santé  
14.35 Allô, docteurs !  
15.10 Une île pour les oranges-outans  
15.35 Planète insolite  
16.35 Les rois de l'escargot  
17.30 C à dire ?!  
17.45 C dans l'air

19.45 Arte journal  
20.05 28 minutes  
20.45 Silix and the City  
20.50 Whitechapel  
Avec Rupert Penry-Jones, Phil Davis, Steve Pemberton, Lydia Leonard  
L'inspecteur Chandler et son équipe doivent retrouver au plus vite un patient évadé d'un hôpital psychiatrique. Jugé très dangereux, le fuyard n'a laissé aucun indice sur sa destination. Dix ans auparavant, il a tué ses parents et sa jeune soeur, laissant leurs cadavres macabrement installés autour de la table du déjeuner dominical. Lorsque Sasha Lowood, une baby-sitter, est assassinée, les enquêteurs doivent réagir au plus vite afin d'éviter d'autres crimes. Cette fois, le tueur a laissé derrière lui des éléments qui pourraient faire progresser les investigations.  
22.25 Du bébé au baiser  
23.05 Une place au soleil  
00.05 Le dernier témoin  
00.55 Il y a longtemps que je t'aime



TF1 20.50

**R.I.S. POLICE SCIENTIFIQUE**

- Le revenant  
Avec Michel Voïta, Stéphane Metzger, Jean-Luc Joseph, Laetitia Fourcade  
Une voiture roule sur un chemin de campagne. A son bord, un jeune couple avec son enfant de 6 ans, endormi à l'arrière du véhicule. Soudain, la voiture tombe en panne. Le père décide d'aller frapper à la porte d'une étrange bâtisse, située non loin. C'est ainsi qu'il tombe sur le cadavre d'un jeune homme. Bientôt, les enquêteurs de la police scientifique sont sur place, chargés des premières investigations. Ils ne tardent pas à découvrir l'identité du défunt : il s'agit d'un médium, et la demeure dans laquelle il a été assassiné est dite hantée. Désormais, l'équipe navigue entre science et paranormal...

M 20.50

**MILLÉNIUM 3 : LA REINE DANS LE PALAIS DES COURANTS D'AIR**



Avec Noomi Rapace, Michael Nyqvist, Lena Endre, Annika Hallin

Le géant Ronald Niedermann est en cavale, activement recherché par les forces de police après avoir abattu de sang-froid l'un des leurs. Quant à Lisbeth, elle est dans un état critique : le corps transpercé de trois balles, elle a été transportée à l'hôpital. Zalachenko a survécu aux coups de hache portés par sa fille et, menaçant de révéler les lourds secrets sur ses anciens compagnons des services secrets, il est réduit au silence. Ce groupuscule, prêt à tout pour protéger son passé encombrant, entrave l'enquête de la police et file Mikael, qui découvre au fur et à mesure l'ampleur du complot.

CANAL+ 20.55

**GAME OF THRONES**



- Le loup et le lion  
Avec Sean Bean, Mark Addy, Michelle Fairly, Peter Dinklage

A Port-Réal, les affaires politiques reprennent de plus belle. Sur la grande route qui menait à la capitale des Sept Royaumes, le roi avait fait part à Eddard Stark de ses craintes sur l'avenir et sur les intentions des survivants de la dynastie des Targaryen. Quand il apprend que ceux-ci se sont alliés au peuple Dothraki, son sang ne fait qu'un tour. En réaction, il ordonne un assassinat, contre l'avis d'Eddard. De son côté, ayant capturé Tyrion Lannister, Catelyn Stark l'emmène chez sa soeur, au château des Eyrîe, pour qu'il y soit jugé. Arya Stark, quant à elle, surprend une conversation et apprend que la vie de son père est menacée...



**23.30 New York, section criminelle**



- Vieux frères  
Avec Jeff Goldblum, Saffron Burrows  
Dans un bar, Amber est avec un homme quand une étrangère vient lui parler de journaux à scandale. De retour chez elle, Amber se dispute avec son petit ami, Kevin, et finit par le mettre dehors. Quelques heures plus tard, un corps décapité est retrouvé dans les égouts. Le docteur Rodgers est incapable de déterminer l'heure de la mort, mais il parvient à identifier le corps : il s'agit de Kevin.  
01.05 New York police judiciaire



**23.20 Instincts meurtriers**



10.10 Ma famille d'abord  
10.50 La petite maison dans la prairie  
12.45 Le 12.45  
13.05 Scènes de ménages  
13.45 Un amour plus que parfait  
15.30 Insoupçonnable vérité  
17.40 Un dîner presque parfait  
18.45 100 % mag  
19.45 Le 19.45  
20.05 Scènes de ménages  
20.50 Millénium 3 : la reine dans le palais des courants d'air

Avec Ashley Judd, Andy Garcia  
Officier de police, Jessica Shepard est hantée par le passé de tueur en série de son père, ce qui a forgé son caractère difficile et la pousse à ne jamais faire preuve de sentiments dans son travail ou sa vie privée. Elle est amenée à travailler sur une série de meurtres sanglants. Point commun entre les crimes : toutes les victimes sont d'anciens amants. Par ailleurs, de nombreux indices lui rappellent le mode opératoire de son père. Dans tous les cas, Jessica est l'unique lien entre les défunts.  
01.20 66 minutes



**22.40 Shameless**



10.15 L'oeil de Links  
10.45 The Big Fix  
12.20 La nouvelle édition 1ère partie  
12.45 La nouvelle édition  
14.00 The Lady  
16.10 Made in Groland  
16.30 Time out  
18.15 Kaïra  
Shopping  
18.20 Les Simpson  
18.45 Le JT  
19.10 Le grand journal  
20.05 Le petit journal  
20.30 Le grand journal, la suite  
20.55 Game of Thrones

- Monicacataclysm  
Avec William H Macy, Chloe Webb  
Après la mort de Peg, Frank a demandé à Monica de revenir au domicile familial. Elle est reçue dans la plus grande indifférence par les enfants. Très vite, la maison se retrouve sens dessus dessous. De son côté, Frank tente de récupérer l'argent que sa mère a dissimulé. Lip s'installe chez Steve. Sheila entend des bruits étranges chez elle et pense qu'il s'agit de l'esprit de son défunt mari. Jody et elle se rapprochent de plus en plus...  
23.30 Mad Men  
00.20 Hors Satan  
02.05 Football



06.40 Télé-achat  
09.40 Vous êtes en direct  
11.00 Star Academy  
12.10 Futurama  
13.35 Tellement vrai  
15.10 Tellement vrai : La quotidienne  
16.00 Star Academy  
18.30 Vous êtes en direct  
20.00 NRJ12 Replay  
20.35 Star Academy : le prime  
22.45 Michael Jackson, du rêve à la réalité  
00.30 Tellement vrai : La quotidienne  
01.35 Poker Night : Cash or Play

08.55 Des baskets dans l'assiette  
09.05 #Faut pas rater ça !  
10.15 Plus belle la vie  
12.10 Les aventures du jeune Indiana Jones  
13.40 Consomag  
13.45 JAG  
16.25 Urgences  
19.35 #Faut pas rater ça !  
20.45 FBI : portés disparus  
23.25 Une famille sous l'avalanche  
00.50 Monte le son !  
01.20 Bons plans  
01.25 #Faut pas rater ça !

09.05 Le destin de Bruno  
10.25 Les enquêtes impossibles  
12.25 Que du bonheur  
13.20 Journal  
13.25 NT1 le mag  
13.30 Les enquêtes impossibles  
16.35 Les frères Scott  
19.00 Au nom de la vérité  
20.05 Que du bonheur  
20.40 Météo  
22.45 Phénomènes  
22.20 Traque sans merci  
00.00 La colère du tueur



**10.30** Dessins animés  
**11.00** Senteurs d'Algérie Reportage  
**12.00** Journal en français  
**12.25** Oudhama'el islam  
**13.20** Prière du vendredi (direct)  
**13.45** Réflexions

**14.35** Flipper  
**15.00** Dessins animés  
**15.30** ESS/USMH en direct  
**18.00** Journal en amazigh  
**18.30** Chahra Feuilleton algérien  
**19.00** Journal en français  
**19.30** Vestiges et patrimoine Reportage

## 20.45 Travelling

**21.15** Hassan taxi  
  
Film algérien  
**22.45** Global food «Sandwich»  
**23.30** Hamidou Concert  
**00.30** Journal



## 20.45 Dame de pique



**Avec Thierry Godard, Micky Sébastien**  
*Une femme en jogging court sur les quais de Seine. Elle est observée par un homme. La jeune femme traverse le VIIe et le XVe arrondissement, et finit par disparaître aux yeux de son poursuivant dans un chantier situé non loin du périphérique. Le corps de l'homme est retrouvé quelques jours plus tard. Jeannette, l'adjointe du commissaire Martin, et Bélier, patronne du laboratoire de l'identité judiciaire, font les premières constatations. Blessé par le tueur à l'arbalète, le commissaire Martin est en convalescence.*  
**22.30** Concert unique  
**00.05** Taratata

**10.00** C'est au programme  
**11.00** Motus  
**11.30** Les Z'amours  
**12.00** Tout le monde veut prendre sa place  
**13.00** Journal  
**14.00** Toute une histoire  
**15.15** Comment ça va bien !  
**16.10** Le jour où tout a basculé  
**17.05** Seriez-vous un bon expert ?  
**17.50** On n'demande qu'à en rire  
**18.55** Mot de passe  
**19.30** N'oubliez pas les paroles  
**20.00** Journal



## 20.45 Faut pas rêver



**- Le grand Sud américain**  
**Présenté par Tania Young**  
*Tania Young visite le grand Sud américain. Au-delà des clichés traditionnellement attachés au bayou, elle part à la rencontre d'habitants atypiques, comme January, au guidon de sa moto, Richard Curilla, le dernier gardien des décors naturels du western «Alamo», ou encore Brian Black, crooner à Bandera, la capitale des cow-boys. C'est aussi l'occasion de participer au rodéo des bagnards du pénitencier d'Angola, d'assister à la reconstitution de la bataille de Perryville, qui opposa Nordistes et Sudistes pendant la guerre de Sécession...*  
**22.40** Soir 3  
**23.05** Enquêtes de régions  
**00.05** Doc 24

**10.50** Midi en France  
**12.00** 12/13 : Journal régional  
**12.25** 12/13 : Journal national  
**13.45** Si près de chez vous  
**14.45** Keno  
**14.50** Inspecteur Derrick  
**16.10** Des chiffres et des lettres  
**16.50** Harry  
**17.20** Un livre, un jour  
**17.30** Slam  
**18.10** Questions pour un champion  
**19.00** 19/20 : Journal régional  
**19.30** 19/20 : Journal national  
**20.00** Tout le sport  
**20.15** Plus belle la vie



**19.45** Arte journal  
**20.05** 28 minutes  
**20.45** Silix and the City  
**20.50** Harcèlement  
**Avec Susanne Wolff, Tobias Moretti, Andreas Lust, Bettina Mittendorfer**  
*Jo et Anja ont un enfant, un logement confortable, un large cercle d'amis. Employé au service culturel de sa commune, chargé de coordonner des projets importants, Jo s'investit beaucoup dans son travail. Mais l'arrivée d'une nouvelle responsable vient bouleverser son quotidien. Bientôt, les tâches sont réparties différemment, les remarques acerbes se succèdent, ses collègues se détournent ostensiblement de Jo. Très affecté, celui-ci se coupe progressivement de ses proches. L'atmosphère familiale se dégrade peu à peu...*  
**22.20** Elle ne pleure pas, elle chante  
**23.40** Court-circuit  
**00.35** Le monde à l'envers  
**01.15** Berlin, New York et la musique «underground»

**08.29** Mini-Loup  
**08.48** Consomag  
**08.55** Les maternelles  
**10.10** Les cannibales du Pacifique  
**11.10** Les mystères de la Barrière de corail  
**11.59** Tom-Tom et Nana  
**12.16** Geronimo Stilton  
**13.01** Gigi  
**13.23** Célestin  
**13.26** Minuscule  
**13.40** Le magazine de la santé  
**14.35** Allô, docteurs !  
**15.10** Une île pour les orangs-outans  
**15.35** Les dessous de  
**16.35** L'homme du Turkana  
**17.30** C à dire ?!  
**17.45** C dans l'air



TF1 20.50

## KOH-LANTA

**Présenté par Denis Brogniart**

Ce soir, seront révélés les noms des cinq finalistes de ce «Koh-Lanta» en Malaisie. L'heure des derniers choix a sonné. Il n'y a plus d'amitié qui tienne, chacun doit tracer sa propre route pour avoir une chance de devenir l'ultime survivant. C'est la dernière ligne droite, mais gare aux chausse-trappes et aux coups bas. Les rescapés vont s'affronter au cours de deux épreuves emblématiques du jeu. Ils vont ainsi tenter de remporter une inoubliable soirée et, surtout, de gagner le totem le plus important de leur aventure, celui qui leur garantira une place en finale. Détermination et émotion vont se disputer le coeur des Robinsons, qui n'ont désormais plus le droit à l'erreur.

M6 20.50

## NCIS

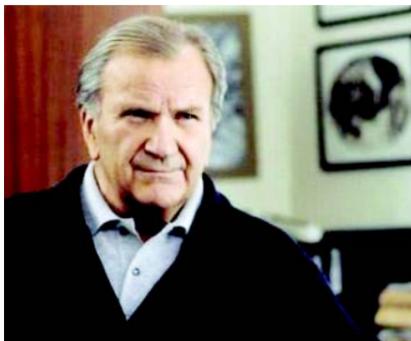


**- Le chemin de la guérison**  
**Avec Mark Harmon, Michael Weatherly, Cote de Pablo, Sean Murray**

Quelques semaines après l'explosion du siège du NCIS, et tandis que Judy Ford poursuit minutieusement son enquête, on découvre le cadavre d'un agent. Il gît abattu dans sa voiture, laquelle a été jetée dans un lac. L'enquête débute. Il s'avère rapidement que le projectile qui lui a été fatal a été tiré par une arme de collection rare. Pendant ce temps, le docteur Miles Wolf poursuit son travail d'aide psychologique auprès des agents, toujours sous le choc de la récente tragédie. Abby en arrive à la conclusion qu'il est temps pour elle de reprendre contact avec son frère Kyle Davis...

NRJ 20.35

## LES CORDIER, JUGE ET FLIC



**- La rançon**  
**Avec Pierre Mondy, Dany Brillant, Bruno Madinier, Laura Quintyn**

Les Cordier passent un week-end tranquille chez Lucas Maldini, le neveu de Lucia. Mais ce moment de détente vire au cauchemar lorsque Charlotte est enlevée. Le commissaire Cordier comprend bien vite que ce n'est pas sa petite-fille qui devait être enlevée, mais bien la fille de Lucas. Dès lors, il doit concentrer ses recherches sur les personnes qui pourraient en vouloir à ce point à Lucas, qui semble pourtant être un homme honnête et sans histoires. Mais il est désormais évident qu'il cache certains aspects de sa vie aux Cordier. Ceux-ci vont tout faire pour en savoir plus et tenter de sauver Charlotte, quitte à outrepasser leurs droits...



## 22.40 En musique, tout est permis

**Présenté par Arthur**  
*Pour une déclinaison musicale de «Vendredi, tout est permis», Arthur donne rendez-vous à Pascal Obispo, Shy'm, Alice Taglioni,*



*Anthony Kavanagh, Nikos Aliagas, Virginie Hocq et Arnaud Ducret : un casting détonant, prêt à donner de la voix. Au programme de l'émission : des jeux, du rire, des prouesses physiques et vocales, des épreuves inédites, le tout sur un répertoire de chansons connues, avec un orchestre live.*  
**00.35** Premier amour



## 00.00 Californication



**09.00** M6 boutique  
**10.10** Ma famille d'abord  
**10.50** La petite maison dans la prairie  
**12.45** Le 12.45  
**13.05** Scènes de ménages  
**13.45** Un homme plein de surprises  
**15.30** Un lycée dans l'angoisse  
**17.40** Un dîner presque parfait  
**18.45** 100 % mag  
**19.45** Le 19.45  
**20.05** Scènes de ménages  
**20.50** NCIS

**- A la grâce de dieu**  
**Avec David Duchovny, Evan Handler, Camilla Luddington, Natascha McElhone**  
*Alors que Hank décide de quitter Los Angeles pour retourner à New York, Charlie tente toujours de se faire pardonner. Lizzie parvient à attirer Hank à une soirée d'adieu surprise organisée pour son départ où se retrouvent notamment Karen, Becca et bien d'autres...*  
**00.50** Earl



## 21.00 Championnat de France Top 14



**08.25** Mon pote  
**10.05** Ego ne rime pas avec équipe  
**10.25** La délicatesse  
**12.10** Les Guignols de l'info  
**12.20** La nouvelle édition 1ère partie  
**12.45** La nouvelle édition  
**14.00** Hollywood  
**15.45** Spécial investigation  
**16.35** Sophie et Sophie  
**16.40** Le vol des cigognes  
**18.15** Kaïra Shopping  
**18.20** Les Simpson  
**18.45** Avant-match  
**19.00** Rugby

**- Toulouse / Biarritz**  
*Championnat de France Top 14. 16e journée. Toulouse / Biarritz. Après avoir chuté deux fois de suite, d'abord en Coupe d'Europe face aux Ospreys (17-6) puis en Top 14 chez le surprenant promu grenoblois (15-6), Thierry Dusautoir et le Stade Toulousain se sont refait une santé en s'imposant d'une courte tête sur la pelouse du Castres Olympique (16-18).*  
**22.50** Jour de rugby  
**23.30** Jour de foot  
**00.00** Le territoire des loups

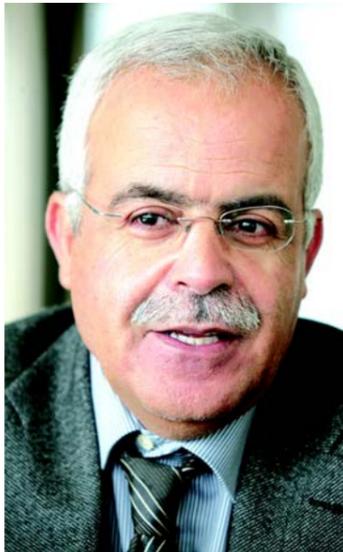


**06.40** Télé-achat  
**09.40** Vous êtes en direct  
**11.00** Star Academy  
**12.10** Futurama  
**13.35** Tellement vrai  
**15.10** Tellement vrai : La quotidienne  
**16.00** Star Academy  
**18.30** Vous êtes en direct  
**20.00** NRJ12 Replay  
**20.35** Les Cordier, juge et flic  
**00.00** En quête de preuves  
**01.40** Poker Night : Cash or Play

**09.00** Bons plans  
**09.05** #Faut pas rater ça !  
**10.17** Plus belle la vie  
**12.10** Les aventures du jeune Indiana Jones  
**12.55** Les aventures du jeune Indiana Jones  
**13.45** JAG  
**16.25** Urgences  
**19.35** #Faut pas rater ça !  
**20.45** Les Chevaliers du fiel  
**22.30** ONDAR Show  
**00.10** Ma soeur est un boulet  
**01.25** #Faut pas rater ça !

**09.05** Le destin de Bruno  
**10.25** Les enquêtes impossibles  
**12.25** Que du bonheur  
**13.15** MP1  
**13.30** Journal  
**13.30** Les enquêtes impossibles  
**16.35** Les frères Scott  
**19.00** Au nom de la vérité  
**20.05** Que du bonheur  
**20.35** MP1  
**20.45** Grimm  
**23.15** Dexter  
**01.10** Legend of the Seeker : l'épée de vérité

**Hamid Grine  
en conférence  
vente-dédicace  
à Tlemcen  
le 29 janvier**



Sur invitation de l'Institut français de Tlemcen et de la librairie «Alili», l'écrivain Hamid Grine donnera une conférence, le 29 janvier à 17 h, à la librairie «Alili» et dédicacera son dernier ouvrage : «Sur les allées de ma mémoire» éditions Casbah.

Cet événement sera sponsorisé par l'Hôtel «Renaissance» de Tlemcen et le Parc national, ainsi que la Radio de Tlemcen.

## La France bat le record des expulsions de sans-papiers en 2012

La France a battu le record des expulsions des étrangers en situation irrégulière avec 36.822 personnes reconduites aux frontières en 2012, mais le chiffre est inférieur à l'objectif des 40.000 éloignements fixé par l'ancienne majorité de droite.

«36.822 sans-papiers ont été expulsés en 2012 contre 32.912 en 2011, soit une hausse de 11,9%», selon l'entourage du ministre de l'Intérieur Manuel Valls, expliquant que les premiers mois de l'année «furent sans précédent» alors que la droite était encore au pouvoir. Une baisse a été amorcée au printemps.

Sur les 36.800 expulsions, les retours aidés qui concernent principalement les Roms roumains et bulgares ont augmenté de 10%. Selon leurs détracteurs, ces aides mises en place par la droite servaient à gonfler les chiffres des éloignements. Le nombre des expulsions était de 9.000 en 2001 sous le gouvernement du socialiste Lionel Jospin. Il a été de 24.000 en 2007 sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy pour atteindre près de 33.000 en 2011.

«Que sont 36.822 expulsions quand il entre chaque année sur le territoire français 200.000 immigrés légaux, qu'une bonne partie des expulsés revient aussitôt du fait de l'inexistence des frontières et que les clandestins arrivent toujours plus nombreux dans l'Eldorado français?» a demandé le Front National dans un commu-



niqué de son secrétaire général Steve Briois.

Le record historique de 2012 confirme la tendance pressentie à la fin de l'année dernière par Place Beauvau. Il est toutefois inférieur à l'objectif visé par le précédent ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, qui avait tablé sur 40.000 expulsions si Nicolas Sarkozy avait été réélu à l'Élysée.

## Le numéro 2 d'Al-Qaïda au Yémen est mort



Le numéro deux d'Al-Qaïda dans la Péninsule Arabique (Aqpa), le Saoudien Saïd Ali al-Chehri, est mort, a annoncé un islamiste radical sur son compte Twitter, rapporte mercredi le centre américain de surveillance des sites islamistes SITE. Cet islamiste, Abdallah ben Mohammed, a simplement indiqué, selon SITE, que Saïd Ali al-Chehri, avait trouvé la mort après «un long combat contre la campagne des sionistes et des croisés».

La mort du numéro deux d'Aqpa n'a pas été confirmée par les sites islamistes liés à la nébuleuse extrémiste, ni par les autorités en Arabie saoudite et au Yémen.

Mais le quotidien à capitaux saoudiens Al-Hayat a rapporté mercredi que des membres de sa famille en Arabie saoudite avaient indiqué qu'il a été tué dans une attaque de drone américain durant la deuxième moitié de décembre au Yémen.

En octobre dernier, Saïd Ali al-Chehri avait démenti dans un message audio sa propre mort annoncée le 10 septembre par le ministère yéménite de la Défense.

Saïd Ali al-Chehri, un ancien détenu de Guantanamo remis aux autorités saoudiennes en 2007, avait suivi un programme de réhabilitation mis en place par Ryad pour ses ressortissants de retour de la prison américaine, mais s'était échappé pour rejoindre les rangs d'Al-Qaïda au Yémen.

Aqpa est née en janvier 2009 de la fusion des branches saoudienne et yéménite d'Al-Qaïda, après les coups durs portés au réseau en Arabie saoudite.

## Onze ans de prison pour lèse-majesté en Thaïlande

Un journaliste et militant proche du mouvement thaïlandais des «chemises rouges», accusé d'avoir insulté la famille royale, a été condamné mercredi à Bangkok à 11 ans de prison, entraînant des critiques immédiates de l'Union européenne et des défenseurs des droits l'Homme. Somyot Prueaksakasemsuk, arrivé au tribunal les fers aux pieds et les doigts en forme de «V», a été condamné pour la publication de deux articles en février et mars 2010 dans le magazine «Voice of Thaksin», dont il était rédacteur en chef.

Alors que la loi réprimant le crime de lèse-majesté est de plus en plus contestée dans le pays, le militant de 51 ans, arrêté en avril 2011, a été condamné à cinq ans de prison par article. Le tribunal l'a en plus condamné à purger une précédente peine d'un an de prison avec sursis pour diffamation.

«Nous allons faire appel», a indiqué son avocat Karom Polpornklang. «Je peux confirmer qu'il n'avait pas l'intention de violer l'article 112 (lèse-majesté). Il faisait son travail de journaliste».

## Fusillade sur un campus universitaire au Texas

Au moins deux personnes ont été blessées par balle mardi sur un campus universitaire du Texas (sud), selon des médias américains qui précisent qu'un des deux tireurs a également été blessé.

Les images retransmises à la télévision montraient des personnes étendues sur le sol et au moins une personne transportée dans une ambulance sur le campus du Lone Star College, près de Houston. «Nous savons que des coups de feu ont été tirés», a indiqué Vicki Cassidy, responsable des relations avec la presse au sein de l'université, citée par le Houston Chronicle.

«La situation est chaotique sur place», a-t-elle ajouté.

Un tireur parmi les blessés Un tireur fait partie des personnes blessées dans l'incident survenu dans la bibliothèque de l'université, a précisé KHOU News. Des témoins ont affirmé qu'un homme a été transporté hors de la bibliothèque menotté sur une civière, poursuit la chaîne locale.

Des dizaines de policiers étaient déployés sur le campus pour tenter de retrouver un possible deuxième tireur. Une porte-parole du bureau du shérif du comté de Harris a indiqué ne pas être en mesure de donner plus d'informations à ce stade.



## EDITORIAL

Par M. Saadouné

### DÉRAPAGES

La reprise militaire du nord du Mali par les troupes françaises et maliennes est en train de s'opérer comme elle était prévue par un abandon des villes par les djihadistes et les rebelles d'Ançar Eddine et un repli en direction des zones montagneuses du Nord. C'est la phase qui est, pour l'armée française, la plus simple. Alors que l'engagement européen avec la France est très chiche et que les moyens des pays ouest-africains sont plus que limités malgré les fanfaronnades des dirigeants, la France va devoir gérer des situations plus complexes. Directement et pendant un temps beaucoup plus long que ce qui est proclamé.

L'effort que Paris mène pour amener les Européens à s'engager sur le terrain n'est pas couronné de succès. A telle enseigne que le président du Bénin en appelle à une implication de l'Otan sur le théâtre des opérations. La stabilisation de la situation au nord du Mali prendra du temps. Elle ne sera pas facilitée par les comportements revanchards des troupes maliennes qui ont déjà commencé la chasse aux Touaregs et aux Arabes du Nord. Les «peaux claires» qui deviennent tous suspects d'être des djihadistes. On n'en est qu'au tout début de la campagne de «re-

conquête» et déjà les organisations des droits de l'homme font état d'exécutions sommaires, d'exactions et de pillages.

Ces actes - dont la France sera comptable en définitive puisqu'elle assure le commandement de fait des troupes maliennes - étaient malheureusement prévisibles. Il suffisait de suivre et de lire durant ces derniers mois le discours des politiciens de Bamako pour deviner que les populations du Nord, les «peaux claires» allaient passer de très mauvais moments après le retour de troupes maliennes. Et désormais, on n'en est plus au stade des allégations, les ONG parlent de faits et demandent que des enquêtes indépendantes soient rapidement diligentées. Des appels qui s'apparentent à une tentative d'endiguer des massacres qui semblent s'annoncer. La grande peur chez les Touaregs et les Arabes du Nord dont beaucoup ont pris le chemin des pays voisins après le début des opérations françaises est désormais matérialisée par des actes dénoncés par les ONG. Il y a eu des exécutions commises, sans aucune forme de procès, par les militaires maliens. Et les populations du

Nord qui ont à l'esprit les exactions commises dans le passé par les troupes maliennes s'y attendaient.

Les ONG s'alarment sans attendre que la furie revancharde s'étende. L'intervention militaire française, adoubée par l'Onu, pour lutter contre les djihadistes peut se transformer en une guerre contre des communautés. Les ONG sont fondées à mettre en exergue la responsabilité de la France. A l'image de la présidente de la FIDH qui note que ces «représailles alliées à la tension extrême entre les communautés constituent un cocktail explosif qui fait craindre le pire, notamment dans la perspective de la reconquête du Nord». Le président d'honneur de l'organisation, Sidiki Kaba, n'hésite pas à tirer les conclusions politiques de la situation. «Ces exactions entachent la légitimité de l'opération de restauration de l'intégrité du territoire et doivent faire l'objet de poursuites par la justice nationale et, le cas échéant, par la Cour pénale internationale qui a ouvert une enquête le 16 janvier sur la situation au Mali». Un avertissement dont on souhaite qu'il ait de l'effet. Mais rien n'est sûr... Les dérapages ont commencé... et il ne sera pas acceptable de les mettre sur le compte des dommages collatéraux.